

Chambre des Représentants

SESSION 1981-1982

6 OCTOBRE 1982

BUDGET

du Ministère des Classes moyennes
pour l'année budgétaire 1982

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ECONOMIE (1)

PAR M. DUCARME

SOMMAIRE

Pages

I. — Exposé du Ministre de la Région bruxelloise et des Classes moyennes ...	3
A. Eléments d'une politique spécifique des petites et moyennes entreprises ...	3
B. Les principaux aspects du budget 1982 du Ministère des Classes moyennes ...	11
II. — Discussion ...	16
A. Le Ministre des Classes moyennes en qualité d'ombudsman des Classes moyennes et des P.M.E. ...	17

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Desaeyere.

A. — Membres : MM. Ansoms, Beerden, Bockstal, d'Alcantara, Desmarets, Dupré, Lestienne. — MM. Bossuyt, Burgeon, W. Claes, Coëme, De Batselier, Rigo, Urbain. — MM. Denys, Ducarme, Kubla, L. Michel, Sprockeels, Verberckmoes. — MM. Desaeyere, Meyntjens. — M. Clerfayt.

B. — Suppléants : Mme Boeraeve-Derycke, M. Bourgeois, Mlle Devos, MM. Lernoux, Moors, Steverlynck, Van den Brande, Wauthy. — MM. Anselme, Baldewijns, Baudson, Bogaerts, Bourry, Collart, Guillaume, Temmerman. — MM. Beysen, Bril, D'hondt, Grootjans, Henrion, Pans, Petitjean. — MM. Caudron, Vansteenkiste, Vervaeke. — MM. Defosset, Mordant.

Voir :

4-XIII (1981-1982) :

- N° 1 : Budget
- N° 2 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1981-1982

6 OKTOBER 1982

BEGROTING

van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1982

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR HET BEDRIJFSLEVEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DUCARME

INHOUD

Blz.

I. — Uiteenzetting van de Minister van het Brussels Gewest en van Middenstand ...	3
A. Elementen van een specifiek beleid voor de kleine en middelgrote ondernemingen ...	3
B. De voornaamste aspecten van de begroting 1982 van het Ministerie van Middenstand ...	11
II. — Bespreking ...	16
A. De Minister van Middenstand als ombudsman van de Middenstand en de K.M.O.'s ...	17

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Desaeyere.

A. — Leden : de heren Ansoms, Beerden, Bockstal, d'Alcantara, Desmarets, Dupré, Lestienne. — de heren Bossuyt, Burgeon, W. Claes, Coëme, De Batselier, Rigo, Urbain. — de heren Denys, Ducarme, Kubla, L. Michel, Sprockeels, Verberckmoes. — de heren Desaeyere, Meyntjens. — de heer Clerfayt.

B. — Plaatsvervangers : Mevr. Boeraeve-Derycke, de heer Bourgeois, Mej. Devos, de heren Lernoux, Moors, Steverlynck, Van den Brande, Wauthy. — de heren Anselme, Baldewijns, Baudson, Bogaerts, Bourry, Collart, Guillaume, Temmerman. — de heren Beysen, Bril, D'hondt, Grootjans, Henrion, Pans, Petitjean. — de heren Caudron, Vansteenkiste, Vervaeke. — de heren Defosset, Mordant.

Zie :

4-XIII (1981-1982) :

- N° 1 : Begroting.
- N° 2 : Amendementen.

	Pages		Blz.
1. Les Classes moyennes et la concertation sociale ...	17	1. De Middenstand en het sociaal overleg ...	17
2. La représentation des Classes moyennes et des P.M.E. dans les différents organes de concertation	17	2. De vertegenwoordiging van de Middenstand en de K.M.O.'s in de verschillende overlegorganen ...	17
3. Le « plan plus un » ...	18	3. Het « plus één plan » ...	18
4. Les Classes moyennes et la fiscalité ...	18	4. De Middenstand en de fiscaliteit ...	18
B. Le Ministre des Classes moyennes en tant que gérant du Département des Classes moyennes ...	18	B. De Minister van Middenstand als beheerder van het Departement van Middenstand ...	18
1. Les compétences du Ministre et la réforme de l'Etat ...	18	1. De bevoegdheden van de Minister en de Staats-hervorming ...	18
2. Maintien des cellules nationales ...	24	2. Behoud van nationale cellen ...	24
3. Lenteur du fonctionnement de l'Administration des Classes moyennes ...	24	3. Trage werking van de Administratie van de Mid-denstand ...	24
4. Réglementation des professions intellectuelles pres-tataires de services ...	25	4. Reglementering van de dienstverlenende intellec-tuele beroepen ...	25
5. Indemnisation des commerçants en cas d'importants travaux publics ...	26	5. Schadeloosstelling van handelaars in geval van grote openbare werken ...	26
6. La loi sur les implantations commerciales ...	26	6. De wet op de handelsvestigingen ...	26
7. La Caisse nationale de crédit professionnel et le Fonds de participation de la Caisse ...	29	7. De Nationale Kas voor het Beroepskrediet en het Participatiefonds bij deze Kas ...	29
8. La Commission des simplifications administratives	30	8. De Commissie voor de administratieve vereen-voudigingen ...	30
9. La loi sur les pratiques commerciales ...	31	9. De wet op de handelspraktijken ...	31
10. L'évolution du travail frauduleux ...	31	10. De ontwikkeling van het sluiwerk ...	31
11. L'accès aux professions indépendantes ...	32	11. De toegang tot het zelfstandig beroep ...	32
12. Protection des P.M.E. créancières des pouvoirs pu-blics ...	32	12. Bescherming van de K.M.O.'s die schuldeiser zijn van openbare besturen ...	32
13. Demandes de hausses de prix par les P.M.E. ...	32	13. Aanvragen om prijsverhogingen door de K.M.O.'s	32
14. La part des P.M.E. dans les commandes publi-ques ...	32	14. Het aandeel van de K.M.O.'s in de overheidsbe-stellingen ...	32
15. Les taux de T.V.A. dans les pays de la Com-munauté européenne ...	33	15. De B.T.W.-tarieven in de landen van de E.G. ...	33
16. Le rapport annuel des Classes moyennes ...	33	16. Het jaarlijks verslag van de Middenstand ...	33
17. Les charges financières afférentes à la dette cu-mulée du régime de pensions des indépendants ...	33	17. De financiële lasten van de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel der zelfstandigen ...	33
18. Les réserves du régime des allocations familiales pour les indépendants ...	34	18. De reserves van het stelsel der kinderbijslagen voor zelfstandigen ...	34
19. Les crédits d'ordonnancement du F.E.E.R.R. du budget 1982 ...	34	19. De ordonnanceringskredieten van het F.E.E.R.R. van de begroting 1982 ...	34
20. Les efforts de modération des indépendants ...	35	20. De matigingsinspanningen van de zelfstandigen ...	35
21. L'évolution du nombre de P.M.E. ...	36	21. De evolutie van het aantal K.M.O.'s ...	36
22. La Commission nationale des métiers d'art ...	36	22. De Nationale Commissie voor de kunstambachten	36
23. 1983, année de l'artisanat et des petites et moyen-nes entreprises ...	37	23. Het jaar 1983, jaar van het ambacht en de K.M.O.'s ...	37
III. — Discussion des articles et votes ...	39	III. — Artikelsgewijze bespreking en stemmingen ...	39
Amendements au tableau de la loi adoptés par la Commission ...	40	Amendementen op de wetstabel aangenomen door de Commissie	40
Errata ...	40	Errata ...	40
Annexes ...	42	Bijlagen ...	42

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA REGION BRUXELLOISE ET DES CLASSES MOYENNES

A. Eléments d'une politique spécifique des petites et moyennes entreprises

Le Ministre de la Région bruxelloise et des Classes moyennes déclare que la discussion du projet de budget de son département pour l'année 1982 lui permet de présenter à votre Commission les éléments essentiels de sa politique.

Il souligne qu'il utilisera fréquemment l'expression « petites et moyennes entreprises ».

Cela n'implique évidemment aucune désaffection pour les mots « classes moyennes ». Bien au contraire : il faut souhaiter longue vie à cette expression, avec tout ce qu'elle évoque en fait de solidité, de bon sens, de modération et de sens de l'effort.

Il faut néanmoins constater, au niveau du vocabulaire, une évolution qui traduit finalement un changement plus fondamental.

Il a conduit tous les responsables de la vie politique, économique et sociale, à prendre conscience de l'importance, dans l'accomplissement du bien-être général, de la petite et de la moyenne entreprise ainsi que du travail indépendant.

Lorsqu'il sera question ci-après des petites et moyennes entreprises, cette expression désignera non seulement les petites et moyennes entreprises artisanales et industrielles qui occupent de 1 à 50 travailleurs, mais aussi les commerçants ainsi que les titulaires de professions libérales et intellectuelles prestataires de services.

En fait, il s'agira de celles et ceux qui, même en travaillant sans main-d'œuvre salariée, dans leurs offices, leurs magasins ou leurs ateliers, sont guidés, dans leurs tâches journalières comme dans leurs perspectives d'avenir, par une certaine éthique du travail, une certaine conception de la société.

En cette matière, on reconnaîtra à la déclaration gouvernementale le mérite de la clarté.

La société qu'il a choisie, c'est celle de l'effort justement récompensé, de la confiance en l'esprit d'initiative, de la prospérité de tous fondée sur l'entreprise.

Ces valeurs, nulle autre entité ne les incarne mieux que les P. M. E. Il n'est donc pas étonnant que le Gouvernement y ait consacré un chapitre particulier de sa politique économique.

Cette confiance dans les petites et moyennes entreprises n'est-elle pas déraisonnable ? Est-elle fondée sur une constatation scientifique ou n'est-elle que le fruit de quelque vogue économique fugace et dangereuse ?

Le Ministre des Classes moyennes croit pouvoir dire que les chiffres sont, à cet égard, assez rassurants. Il en cite quelques-uns, extraits d'une étude récente et remarquable de la Kredietbank sur les P. M. E. dans la crise économique.

Si l'on considère comme « P. M. E. » toute entreprise occupant une personne au moins et 49 personnes au plus ; entre 1973, année où se situe généralement le début de la crise économique, et 1980, on constate que l'emploi dans les P. M. E. est passé de 869 578 à 900 673 unités, soit une progression de l'ordre de 3,7 %.

En revanche, dans les entreprises occupant entre 50 et 119 travailleurs, on a enregistré une réduction de personnel de 12,7 %. Cette réduction a été, pour la même période,

DAMES EN HEREN,

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN HET BRUSSELS GEWEST EN VAN MIDDENSTAND

A. Elementen van een specifiek beleid voor de kleine en middelgrote ondernemingen

De Minister van het Brussels Gewest en van Middenstand verklaart dat de bespreking van het begrotingsontwerp van zijn departement hem toelaat aan uw Commissie de wezenlijke elementen van zijn beleid voor te stellen.

Hij wijst erop dat hij dikwijls de term « Kleine en Middelgrote Ondernemingen » zal gebruiken.

Hierin mag men geen misprijzen van het woord « Middenstand » zien. Integendeel, iedereen wenst dat deze uitdrukking nog lang blijft bestaan, met haar betekenis van betrouwbaarheid, gezond verstand, gematigdheid en zin voor de inspanning.

Dat neemt niet weg dat er, op het vlak van de woordenschat, een evolutie is die uiteindelijk een andere, veel belangrijkere evolutie inhoudt.

Deze heeft ertoe geleid dat alle verantwoordelijken voor het politiek, economisch en sociaal leven, bewust geworden zijn van het belang, bij de verwezenlijking van het algemeen welzijn, van de kleine en de middelgrote onderneming alsook van de zelfstandige arbeid.

Wanneer men bijgevolg zal spreken over de kleine en middelgrote ondernemingen, dan zal men niet alleen de ambachtelijke en industriële kleine en middelgrote ondernemingen die 1 tot 50 werknemers tewerkstellen bedoelen, maar ook de handelaars, evenals de beoefenaars van vrije en dienstverlenende intellectuele beroepen.

Feitelijk betreft het diegenen die, zelfs al werken zij zonder betaalde werkkrachten, in hun burelen, hun winkels of hun werkplaatsen, geleid worden zowel in hun dagelijkse taken als in hun toekomstbeeld, door een zekere arbeids-ethiek, een zekere voorstelling van de samenleving.

Men zal op dit gebied erkennen dat de Regeringsverklaring de verdienste heeft duidelijk te zijn.

De maatschappij die zij gekozen heeft, is die van de inspanning die rechtvaardig beloond wordt, van het vertrouwen in het initiatief, van de welvaart voor allen gebaseerd op de onderneming.

Deze waarden worden door geen enkele entiteit beter belichaamd dan door de K. M. O.'s. Het is dus niet verwonderlijk dat de Regering hieraan een bijzonder hoofdstuk heeft gewijd in haar economisch beleid.

Is dit vertrouwen in de kleine en middelgrote ondernemingen niet onverstandig ? Is het gegrond op een wetenschappelijke vaststelling of is het alleen de vrucht van een economische mode die vergankelijk en gevaarlijk is ?

De Minister van Middenstand meent te mogen zeggen dat de cijfers in dit opzicht een geruststelling zijn. Daarom haalt hij er enkele aan, ontleend uit een recente en opmerkelijke studie van de Kredietbank over de K. M. O.'s in de economische crisis.

Wanneer men als « K. M. O. », elke onderneming beschouwt die ten minste één persoon en maximaal 49 personen tewerkstelt, dan is, tussen 1973, jaar waarin men gewoonlijk het begin van de economische crisis bepaalt, en 1980, de tewerkstelling in de K. M. O.'s gestegen van 869 578 eenheden naar 900 673, d.i. een verhoging van 3,7 %.

In de ondernemingen die tussen de 50 en de 119 werknemers tewerkstellen is er daarentegen een daling in het personeelsbestand van 12,7 %. Deze vermindering bedroeg,

de 11 % dans les entreprises occupant plus de 200 travailleurs.

La progression de l'emploi dans les P. M. E. a été régulière jusqu'en 1979. L'année 1980 a traduit un certain tassement. Il est vrai qu'elle a été particulièrement mauvaise, ainsi qu'en témoigne le très grand nombre de faillites.

Globalement, il en est résulté un accroissement de la part des P. M. E. dans l'emploi total du secteur privé : cette part est en effet passée de 38,7 % en 1973 à 42,55 % en 1980.

Si l'on considère, non plus l'emploi, mais le nombre d'entreprises du secteur privé, on constate que, durant la même période de référence, le nombre des P. M. E. a progressé de 3 429 unités tandis que celui des grandes entreprises diminuait de 837.

L'augmentation du nombre de P. M. E. est quatre fois supérieure à la diminution du nombre de grandes entreprises. Il faut en conclure que ce phénomène n'est pas lié à la transformation de grandes entreprises en petites et moyennes entreprises, mais au contraire à une véritable création de P. M. E.

On peut imaginer dans quelle situation catastrophique nous nous trouverions à l'heure actuelle si les P. M. E. avaient connu la même régression que les grandes entreprises, c'est-à-dire, si, au lieu de créer 30 000 emplois nouveaux, elles en avaient perdu 110 000.

Le Ministre souligne qu'il existe, dans l'ensemble des P. M. E., des différences sectorielles sérieuses. C'est essentiellement dans le secteur tertiaire que les P. M. E. ont contribué à augmenter l'emploi.

Dans le secteur industriel, elles subissent, comme les grandes entreprises, les effets de la crise, même si elles y résistent mieux.

Le taux de régression de l'emploi est en effet beaucoup plus important dans les grandes entreprises industrielles que dans les P. M. E. Ces dernières sont ainsi parvenues à faire passer leur contribution dans l'emploi industriel total de 34,35 % en 1973 à 38,24 % en 1980.

D'autre part, le développement des P. M. E. du secteur tertiaire s'explique bien entendu par la part de plus en plus importante prise par ce secteur dans notre économie, au détriment du secteur industriel où la préoccupation principale est la rationalisation.

Mépriser l'emploi créé par les P. M. E. parce qu'il ne serait engendré que dans le secteur tertiaire reviendrait finalement à nier une évolution macro-économique évidente. Le Ministre préfère en tirer une conclusion positive : les P. M. E. ont su faire preuve de flexibilité et de faculté d'adaptation. Elles ont joué leur rôle qui est de renouveler et de régénérer l'économie.

Le Ministre examine ensuite la question de savoir si les statistiques du statut social permettent d'arriver aux mêmes conclusions raisonnablement optimistes.

Entre 1970 et 1976, notre pays a connu une chute particulièrement rapide du nombre d'indépendants actifs assujettis à titre principal, dont le nombre est passé de 570 254 à 495 151, soit une diminution de l'ordre de 13 %.

Il est vrai que cette diminution inquiétante pouvait être corrigée par l'analyse de l'évolution des grands secteurs pour la même période. On y constatait que l'agriculture et la pêche intervenaient pour une part importante dans la diminution de l'effectif total des indépendants assujettis à titre principal.

En revanche, les professions libérales connaissent un accroissement spectaculaire : plus 40,45 %, de même que les services : plus 4,63 % et le commerce : plus 2,10 %.

pour la même période, 11 % in de ondernemingen die méér dan 200 personen tewerkstellen.

De vooruitgang van de K. M. O.'s voor wat het tewerkgesteld personeel betreft was regelmatig tot in 1979. In het jaar 1980 nam men een zeker standvastigheid waar. Dit jaar 1980 was weliswaar bijzonder slecht. Het zeer groot aantal faillissementen getuigt hiervan.

Globaal gezien is er een verhoging uit voortgevloeid van het aandeel van de K. M. O.'s in de totale tewerkstelling van de privé-sector : dit aandeel is inderdaad van 38,7 % in 1973 naar 42,55 % in 1980 gestegen.

Wanneer men nu niet meer de tewerkstelling maar het aantal ondernemingen in de privé-sector beschouwt, stelt men vast dat gedurende dezelfde referentieperiode, de K. M. O.'s met 3 429 eenheden verhoogd zijn terwijl het aantal grote ondernemingen met 837 daalde.

De stijging van het aantal K. M. O.'s is vier keer groter dan de daling van het aantal grote ondernemingen. Hieruit moet men besluiten dat dit fenomeen niet gebonden is aan de hervorming van grote ondernemingen in kleine en middelgrote ondernemingen maar, integendeel, aan een werkelijke schepping van K. M. O.'s.

In welke catastrofale situatie zou ons land zich thans bevinden indien de K. M. O.'s eenzelfde achteruitgang zouden gekend hebben als de grote ondernemingen ? Terwijl zij in feite 30 000 nieuwe werkplaatsen geschapen hebben, zouden zij er in het andere geval 110 000 verloren hebben.

De Minister van Middenstand neemt echter over het geheel genomen, in de K. M. O.'s ernstige sectoriële verschillen waar. Het is inderdaad hoofdzakelijk in de tertiaire sector dat de K. M. O.'s bijgedragen hebben tot de verhoging van de tewerkstelling.

Voor de industriële sector ondergaan zij, net zoals de grote ondernemingen, de gevolgen van de crisis, zelfs indien zij er beter tegen bestand zijn.

De daling in percentage van de tewerkstelling in de grote industriële ondernemingen ligt veel hoger dan bij de K. M. O.'s. Dit heeft aan deze laatsten toegelaten hun bijdrage in de totale industriële tewerkstelling te doen stijgen van 34,35 % in 1973 tot 38,24 % in 1980.

Anderzijds, wordt de ontwikkeling van de K. M. O.'s in de tertiaire sector natuurlijk verklaard door het steeds groter wordende aandeel van deze sector in onze economie, ten koste van de industriële sector waar men zich hoofdzakelijk om de rationalisering bekommert.

De tewerkstelling misprijzen die geschapen werd door de K. M. O.'s omdat zij slechts in de tertiaire sector zou verwerkt zijn, zou er uiteindelijk op neer komen een duidelijke macro-economische evolutie te loochenen. De Minister trekt, wat hem betreft, hieruit een positieve conclusie : de K. M. O.'s hebben bewezen soepel te zijn en een aanpassingsvermogen te hebben. Zij hebben hun rol gespeeld die moet leiden naar de vernieuwing en de heropleving van de economie.

Vervolgens vraagt de Minister zich af of de statistieken van het sociaal statuut toelaten om tot dezelfde redelijk optimistische conclusies te komen.

Tussen 1970 en 1976 was ons land getuige van een bijzonder snelle daling van het aantal actieve zelfstandigen onderworpen ten hoofdzakelijke titel. Hun aantal daalde van 570 254 op 495 151, zijnde een vermindering met 13 %.

Het is juist dat deze zorgwekkende daling verbeterd kon worden door de analyse van de evolutie van de grote sectoren voor dezelfde periode. Men stelde daarin vast dat de landbouw en de visvangst voor een aanzienlijk deel bijdroegen tot de vermindering van het totaal effectief van de zelfstandigen onderworpen ten hoofdzakelijke titel.

De vrije beroepen daarentegen kenden een spectaculaire verhoging met nl. 40,45 %. Ook de diensten (4,63 %) en de handel (2,10 %) kenden een verhoging.

D'autre part, l'assujettissement à titre complémentaire était en progression de l'ordre de 30,6 %.

Cette évolution s'est-elle poursuivie entre 1976 et 1981 ? Si l'on continue à enregistrer une progression régulière de l'assujettissement à titre complémentaire (64 998 assujettis à la fin de 1981), on a pu heureusement enregistrer une stabilisation de l'assujettissement à titre principal : le nombre d'assujettis se maintient aux alentours de 490 000 unités.

En 1981, année particulièrement difficile, on dénombrait 489 225 indépendants assujettis à titre principal et 64 998 à titre complémentaire.

* * *

Le Ministre des Classes moyennes expose ensuite les grandes lignes de sa politique.

Il souligne, en guise d'introduction, que, si plus personne ne conteste l'importance des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants dans la vie économique et sociale, on n'a cependant pas toujours tiré les conséquences voulues de cette constatation.

C'est ainsi que les indépendants ont été jusqu'il y a peu les grands oubliés de la concertation sociale.

Leur voix doit donc être entendue et leurs revendications spécifiques présentées d'une manière spécifique. Le Ministre estime dès lors que, dans tous les organes consultatifs de la vie économique et sociale, la représentation des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises ne peut plus être fondue dans la représentation patronale ou dans celle des entreprises.

Les problèmes des uns et des autres diffèrent. Leurs méthodes de production et de gestion, les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise, les problèmes d'exportation et de commercialisation ne se posent pas dans les mêmes termes.

Aussi les milieux représentatifs des Classes moyennes, des petites et moyennes entreprises demandent-ils avec insistance qu'une représentation spécifique leur soit accordée dans tous les organes consultatifs en matière économique et sociale.

Cette revendication a été reprise dans le chapitre « Politique des P. M. E. » de la déclaration gouvernementale et le Ministre en prépare la réalisation.

Le Ministre estime que cette représentation spécifique des P. M. E., partout où les décisions les concernant se prennent ou se préparent, est une des clefs de la réussite d'une politique gouvernementale en leur faveur.

La mesure dépasse bien évidemment la compétence stricte du Ministre des Classes moyennes. Elle s'inscrit pourtant dans le rôle nouveau que celui-ci doit dorénavant jouer au sein du Gouvernement.

Il est bien certain que les compétences propres du Ministre des Classes moyennes ont été modifiées par les effets des réformes institutionnelles que notre pays a connues en 1980.

Ainsi, à l'exception de certaines matières, la formation permanente des Classes moyennes relève désormais de la compétence des Communautés; l'expansion économique de la compétence des Régions.

En ce qui concerne la manière dont cette répartition des compétences a été réalisée, le Ministre renvoie au point B de son exposé.

Il rappelle ensuite que le Ministre des Classes moyennes a une double mission.

D'abord, il a un rôle nouveau à jouer, un rôle qui va prendre de plus en plus d'importance au cours des prochaines années : celui de porte-parole et de défenseur des intérêts des Classes moyennes et des petites et moyennes entreprises dans le cadre de l'ensemble de la politique générale du Gouvernement.

Anderzijds kende de onderwerping ten bijkomende titel een vooruitgang met 30,6 %.

Heeft deze evolutie zich voortgezet tussen 1976 en 1981 ? Indien men een regelmatige vooruitgang blijft waarnemen bij de onderwerping ten bijkomende titel (einde 1981 telde men 64 998 onderworpenen) heeft men gelukkigerwijze een stabilisering kunnen vaststellen van de onderwerping ten hoofdzakelijke titel. Het aantal onderworpenen handhaaft zich nu rond de 490 000.

Inderdaad, in 1981, jaar dat bijzonder moeilijk was, waren er 489 225 zelfstandigen onderworpen ten hoofdzakelijke titel en 64 998 ten bijkomende titel.

* * *

Vervolgens zet de Minister van Middenstand de hoofdlijnen van zijn beleid uiteen.

Niemand betwist nog het belang van de kleine en middelgrote ondernemingen en van de zelfstandigen in het economisch en sociaal leven. Men heeft, aldus de Minister, echter niet altijd de gewenste conclusies uit deze vaststelling getrokken.

Alzo zijn de zelfstandigen tot nu toe diegenen geweest die volledig vergeten werden bij het sociaal overleg.

Hun stem moet aanhoord worden en hun specifieke eisen moeten op een specifieke manier voorgesteld worden. Volgens de Minister mag men, in alle raadgevende organen van het economisch en sociaal leven, de vertegenwoordiging van de Middenstand en van de kleine en middelgrote ondernemingen niet meer inlijven in de vertegenwoordiging van de patroons of in die van de ondernemingen.

De problemen van ieder van hen zijn inderdaad verschillend. Hun methodes om te produceren en te beheren, de sociale relaties binnen de onderneming alsook de uitvoeren commercialisatieproblemen stellen zich niet op dezelfde wijze.

De representatieve milieus van de Middenstand en van de kleine en middelgrote ondernemingen vragen dan ook met aandrang dat hen een specifieke vertegenwoordiging zou toegekend worden in alle raadgevende organen op economisch en sociaal vlak.

Deze eis werd opgenomen in het hoofdstuk « Beleid van de K. M. O.'s » van de Regeringsverklaring. De verwezenlijking ervan wordt door de Minister voorbereid.

De Minister is van oordeel dat deze specifieke vertegenwoordiging van de K. M. O.'s overal waar men beslissingen neemt of voorbereidt die hen betreffen, één van de sleutels is voor het slagen van een regeringsbeleid in hun voordeel.

De maatregel overtreft natuurlijk de strikte bevoegdheid van de Minister van Middenstand. Hij valt echter binnen de nieuwe rol die deze van nu af aan moet spelen binnen de Regering.

Het is immers een feit dat de eigenlijke bevoegdheden van de Minister van Middenstand gewijzigd werden ten gevolge van de institutionele hervorming van 1980.

Zo valt voortaan, met uitzondering van bepaalde materies, de permanente vorming van de Middenstand onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de economische expansie onder die van de Gewesten.

Wat betreft de wijze waarop deze verdeling van de bevoegdheden werd verwezenlijkt verwijst de Minister naar punt B van zijn uiteenzetting.

De Minister van Middenstand verklaart verder dat zijn opdracht van dubbele aard is.

Vooreerst heeft hij een nieuwe rol te vervullen, die een steeds groter belang zal krijgen in de eerstvolgende jaren, nl. deze van woordvoerder en verdediger van de belangen van de Middenstand en van de kleine en middelgrote ondernemingen in het kader van het algemeen beleid van de Regering.

En dehors de ce rôle, le Ministre entend bien mener une politique spécifique axée sur trois objectifs.

Le premier des objectifs est de rendre l'environnement économique, social, administratif plus favorable au travail et à l'investissement. Ceci implique la suppression ou, à tout le moins, la réduction du carcan de formalités et d'obligations qui pèsent sur le chef d'entreprise.

En second lieu il s'agit de mettre à la disposition des indépendants et des P. M. E. un certain nombre d'instruments techniques de nature à favoriser leur développement.

Le troisième objectif est de maintenir pour l'indépendant un régime de sécurité sociale décent.

1. Au cours des contacts qu'il a eus avec les représentants des Classes moyennes et des travailleurs indépendants, le Ministre a été frappé de constater que tous ses interlocuteurs considéraient comme prioritaires la réduction et la simplification des obligations et formalités administratives.

Le Conseil supérieur des Classes moyennes a rendu, le 18 février 1982, un avis extrêmement important à ce sujet.

Le Ministre partage le point de vue du Conseil supérieur. Il ne sert en effet à rien de prévoir la meilleure politique possible en faveur des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants si les formalités et obligations administratives se révèlent d'une lourdeur et d'une complexité telles qu'elles découragent les vocations d'entreprendre, obèrent les rapports avec les pouvoirs publics et entravent le bon fonctionnement des entreprises.

Le Ministre s'est donc attaqué en priorité à ce problème avec l'accord du Conseil des ministres. Il a installé officiellement, le 14 septembre 1982, la commission chargée de l'étude et du contrôle de la réduction et de la simplification des obligations et formalités administratives applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants.

On peut considérer que le recours à une commission de travail n'est pas nouveau. L'arrêté royal du 25 septembre 1975 a en effet institué un groupe de travail chargé du même objet.

Quelles qu'en soient les raisons, il faut bien constater que le bilan de ce groupe de travail fut loin d'être satisfaisant. Découragé de voir ses propositions suivies de bien peu d'effets, le groupe mit fin à ses travaux et son président présenta sa démission au Ministre des Classes moyennes. Ce sabotage ne fut pas inutile. Il a permis d'analyser lucidement les raisons de cet échec. La nouvelle Commission mise en place aujourd'hui dispose des moyens de fonctionner avec efficacité.

Le Ministre des Classes moyennes a estimé devoir maintenir le principe d'une Commission mixte composée de représentants des Classes moyennes, des P. M. E., des travailleurs indépendants et de représentants des principaux départements générateurs de formalités et d'obligations à leur égard.

Il ne faut pas croire que le point de vue de l'Administration sera nécessairement battu en brèche dans cette Commission. Certaines formalités administratives ont leur raison d'être. D'autres peuvent être acceptées si elles sont aménagées en fonction de ceux et celles qui vont devoir les respecter.

Cette Commission doit être considérée comme un lieu permanent de dialogue. Les rapports entre les petites et moyennes entreprises et l'Administration s'en trouveront considérablement améliorés.

Naast deze algemene rol wenst de Minister evenwel ook een specifiek beleid te voeren. Dit beleid heeft drie doelstellingen.

De eerste doelstelling is het economisch, sociaal en administratief milieu meer bevorderlijk maken voor de arbeid en de investering. Dit impliceert de afschaffing of, op zijn minst, de verkleining van het harnas van formaliteiten en verplichtingen die een belasting vormen voor het ondernemingshoofd.

Op de tweede plaats, wenst de Minister aan de zelfstandigen en aan de K. M. O.'s een aantal technische instrumenten ter beschikking te stellen die hun ontwikkeling in de hand werken.

Tenslotte, meent de Minister dat het noodzakelijk is dat men voor de zelfstandigen een degelijk sociaal zekerheidsstelsel behoudt.

1. Tijdens zijn contacten met de vertegenwoordigers van de Middenstand en de zelfstandigen werd de Minister getroffen door de vaststelling dat allen de vermindering en de vereenvoudiging van de administratieve verplichtingen en formaliteiten als prioritair vooropstelden.

Op 18 februari 1982 verstrekte de Hoge Raad voor de Middenstand een uitzonderlijk belangrijk advies terzake.

De Minister deelt het standpunt van de Hoge Raad. Inderdaad, het baat niet het best mogelijke beleid ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en de zelfstandigen te voorzien als de administratieve formaliteiten en verplichtingen vaak zo zwaar en zo ingewikkeld blijken te zijn dat zij de roeping tot ondernemingshoofd doen afnemen, de betrekkingen met de overheidsorganen bezwaren en de goede werking van de ondernemingen ondermijnen.

Dit probleem werd daarom door de Minister, hierin gevolgd door de Ministerraad, in eerste instantie aangepakt. Op 14 september 1982 werd officieel de Commissie ingericht die belast is met de studie en de controle van de vermindering en de vereenvoudiging van de administratieve verplichtingen en formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen.

De toevlucht tot een werkcommissie kan niets nieuws lijken. Het koninklijk besluit van 25 september 1975 stelde inderdaad een werkgroep in belast met dezelfde taak.

Ontgoocheld dat haar voorstellen zo weinig gevolg kregen, stelde de groep een einde aan haar werkzaamheden en haar Voorzitter diende zijn ontslag in bij de Minister van Middenstand. Deze gewilde verdwijning is niet nutteloos geweest. Zij heeft toegelaten op een heldere manier de redenen van deze mislukking te analyseren. Daarom laat men aan de nieuwe Commissie, die nu ingericht werd, toe doeltreffend te werken.

De Minister van Middenstand heeft gemeend dat men het principe moest behouden van een gemengde Commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van de Middenstand, van de K. M. O.'s, van de zelfstandigen en van de vertegenwoordigers van de voornaamste departementen die aan de bron liggen van de formaliteiten en de verplichtingen ten opzichte van hen.

Men moet niet denken dat het standpunt van de Administratie noodzakelijkerwijze zal verworpen worden door deze Commissie. Bepaalde administratieve formaliteiten hebben hun reden van bestaan. Anderen kunnen aanvaard worden indien zij aangepast worden in functie van diegenen die ze zullen moeten eerbiedigen.

Deze Commissie zal moeten beschouwd worden als een permanent oord van dialoog. De betrekkingen tussen de kleine en middelgrote ondernemingen en de Administratie zullen hierdoor aanzienlijk verbeterd worden.

Le Ministre estime que la cause de l'échec de la première Commission fut son manque de moyens tant au niveau de sa compétence qu'au niveau du suivi de ses propositions.

La première Commission n'avait aucun pouvoir réel. D'autre part, la concrétisation de ses propositions dépendait du bon vouloir du Ministre responsable de la formalité ou de l'obligation.

La simplification des formalités administratives est un problème politique et sa solution dépend de la bonne volonté politique des pouvoirs en place.

C'est donc au niveau de la compétence de la Commission et du suivi de ses propositions qu'un effort tout particulier a été consenti.

La première innovation permet essentiellement au groupe qui vient d'être installé de jouer un rôle préventif en imposant l'examen préalable, sauf urgence, de toutes formalités nouvelles applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants.

Il est en effet plus facile de ne pas appliquer une formalité ou une obligation qui est à l'état de projet que d'en supprimer une qui est déjà en vigueur. D'autre part, cet examen préalable devrait susciter l'analyse comparative des raisons de la mise au point de cette nouvelle mesure et des difficultés qu'elle pourrait produire pour les P. M. E.

L'élargissement des compétences aurait été vain si un effort comparable n'avait pas été accompli au niveau du suivi des propositions émises : c'est la deuxième innovation.

Etant donné que la simplification des formalités administratives est un problème politique, le Ministre a prévu une procédure assez contraignante quant au délai. Ceci va obliger la Commission à travailler très intensivement.

La décision finale sur l'opportunité de la formalité ou de l'obligation est confiée à un comité interministériel. Le Gouvernement va donc devoir mener une action de simplification administrative.

Comme toute politique gouvernementale, cette action sera soumise au contrôle du pouvoir législatif. C'est la raison d'une autre disposition nouvelle qui oblige le Ministre des Classes moyennes et le Ministre de l'Agriculture à présenter chaque année aux Commissions compétentes des Chambres un rapport sur les activités de la Commission et le suivi de ses propositions.

Il convient enfin de noter que des commissions semblables existent à l'étranger, notamment en France, en Suède, au Canada, aux U. S. A. et en République fédérale d'Allemagne.

Le Ministre considère cette première réalisation comme une des pierres angulaires de sa politique et même de la politique gouvernementale en matière de P. M. E.

Le Ministre espère que le premier bilan qui sera présenté au cours de la prochaine session parlementaire attestera d'un véritable changement de mentalité des pouvoirs publics vis-à-vis des petites et moyennes entreprises.

2. Le second objectif du Ministre des Classes moyennes est d'assurer une plus grande efficacité aux divers instruments juridiques et techniques destinés à favoriser la création et l'expansion des P. M. E.

Le Ministre considère qu'il ne suffit pas d'affirmer le principe de la « volonté publique » de mener une réelle politique en faveur de la création et de l'expansion des petites et moyennes entreprises.

Il faut mettre à la disposition de celles-ci des instruments concrets capables de réaliser les objectifs qu'elles s'assignent.

De Minister is tevens van oordeel dat aan de oorsprong van de verdwijning van de eerste commissie een gebrek aan middelen lag en dit zowel op het niveau van haar bevoegdheid als op het niveau van het gegeven gevolg aan haar voorstellen.

De eerste Commissie had geen enkele wezenlijke macht. Anderzijds was de verwerkelijking van haar voorstellen afhankelijk van de goede wil van de Minister die verantwoordelijk was voor de formaliteit of de verplichting.

De vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten is een politiek probleem en haar oplossing is afhankelijk van de politieke goede wil van de regerende overheden.

Het is bijgevolg op het niveau van de bevoegdheid van de Commissie en van het gevolg dat aan haar voorstellen gegeven wordt dat een bijzondere inspanning werd geleverd.

De eerste vernieuwing laat hoofdzakelijk toe een preventieve rol te spelen door het voorafgaandelijk onderzoek te vereisen, uitzondering gemaakt voor dringende gevallen, van alle nieuwe formaliteiten die opgelegd kunnen worden aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen.

Het is immers gemakkelijker een formaliteit of verplichting af te schaffen die nog niet van toepassing is dan er een op te heffen die reeds uitgevaardigd werd. Anderzijds zou dit voorafgaandelijk onderzoek aanleiding moeten geven tot een vergelijkende analyse van de redenen voor de uitwerking van deze nieuwe maatregel en van de moeilijkheden die zij zou kunnen veroorzaken voor de K. M. O.'s.

De uitbreiding van de bevoegdheden zou nutteloos geweest zijn indien men niet eenzelfde inspanning had verwezenlijkt op het vlak van het gegeven gevolg op de uitgebrachte voorstellen. Dit is de tweede vernieuwing.

Gezien het feit dat de vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten een politiek probleem is, werd een vrij strikte procedure voorzien inzake de termijn. Dit zal de commissie verplichten zeer intensief te werken.

Tenslotte is de beslissing over de opportuniteit van de formaliteit of de verplichting toevertrouwd aan een interministerieel comité. De Regering zal dus een actie moeten voeren voor de administratieve vereenvoudiging.

Zoals elk regeringsbeleid zal zij onderworpen worden aan de controle van de wetgevende overheid. Daarom werd een nieuwe bepaling ingelast die de Minister van Middenstand en de Minister van Landbouw verplicht elk jaar aan de bevoegde commissies van de Kamers een verslag voor te leggen over de activiteiten van de Commissie en het gegeven gevolg aan haar voorstellen.

Ten slotte moet nog worden opgemerkt dat gelijkaardige Commissies bestaan o.m. in Frankrijk, Zweden, Canada, de Verenigde Staten en in de Bondsrepubliek Duitsland.

Deze eerste verwezenlijking beschouwt de Minister als één van de hoekstenen van zijn beleid en van het regeringsbeleid inzake de K. M. O.'s.

De Minister hoopt dat de eerste balans die tijdens de volgende parlementaire zitting zal voorgesteld worden, het bewijs zal leveren van een echte mentaliteitsverandering vanwege de overheid tegenover de kleine en middelgrote ondernemingen.

2. Het tweede doel dat de Minister van Middenstand zich stelt is een grotere doeltreffendheid te verzekeren van de verschillende juridische en technische instrumenten die bestemd zijn om de schepping en de expansie van de K. M. O.'s in de hand te werken.

Het is niet voldoende, aldus de Minister, het principe te bevestigen van de « openbare wil » om een echt beleid te voeren ten gunste van de schepping en de expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Men moet hen de concrete instrumenten ter beschikking stellen zodat zij hun doelstellingen kunnen verwezenlijken.

L'action du Ministre en ce domaine portera sur plusieurs points. Il faut tout d'abord que le cadre juridique dans lequel travaillent les petites et moyennes entreprises soit adapté aux réalités de notre temps et à leurs exigences.

Il faut ensuite apporter des réponses originales et efficaces à certains problèmes tout à fait particuliers, nés des soubresauts de notre société si complexe. S'ils ne touchent pas tous les travailleurs indépendants et chefs des P. M. E. avec la même gravité, ils ne peuvent cependant laisser indifférents les pouvoirs publics.

Il faut enfin que ce capital d'idées, ce réservoir d'innovations que sont les petites et moyennes entreprises ne reste pas en friche par manque de moyens financiers.

a) Les différents projets de lois qui seront examinés au cours des prochains mois ne sont pas une matière inconnue.

Le Ministre déclare qu'il poursuivra l'œuvre législative et réglementaire entamée par ses prédécesseurs.

Il se propose d'achever tout d'abord la réforme du commerce ambulancier. Le Gouvernement a déposé des amendements au projet de loi relatif à cette matière.

Le Ministre envisage ensuite la préparation d'un projet de loi modifiant la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. Ainsi se résoudront les difficultés qui, jusqu'à présent, ont empêché toute réglementation de ces professions.

Ce projet a déjà fait l'objet de l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes.

Conjointement avec son collègue de la Justice, le Ministre fera tout mettre en œuvre pour que des types de sociétés adaptés soient mis à la disposition des travailleurs indépendants et des P. M. E.

Il en sera ainsi de l'artisanat-service, de l'entreprise personnelle à responsabilité limitée, du groupement d'intérêt économique, de la société civile professionnelle et interprofessionnelle. Le Ministre ajoute qu'il veillera à ce que les travaux préparatoires au dépôt des projets nécessaires soient menés à bien dans le meilleur délai.

b) Les travailleurs indépendants sont parfois confrontés avec des situations dramatiques dans lesquelles ils n'ont aucune part de responsabilité.

Deux d'entre elles ont particulièrement retenu l'attention du Ministre.

— En 1976 déjà, son prédécesseur Louis Olivier s'était penché sur le sort des commerçants victimes de grands travaux d'utilité publique.

Il avait déjà, à l'époque, envisagé une possibilité d'indemnisation. Finalement, seules des mesures d'assouplissement du crédit avaient été retenues. Ces mesures furent un échec total.

En effet, à l'heure actuelle, dix demandes à peine ont été introduites et aucune n'a abouti.

Lorsque, pour entrer dans un magasin, la clientèle doit affronter des tranchées, des planches instables, des mares de boue, le commerçant n'a pas besoin de crédit, mais bien d'un véritable ballon d'oxygène consistant en une indemnisation, sinon totale, du moins réaliste. Elle doit compenser la diminution brutale du chiffre d'affaires.

La situation ne s'est pas améliorée depuis 1976, au contraire; de nouvelles plaies s'ouvrent chaque mois dans nos grandes villes.

De l'acte van de Minister zal in dat opzicht verschillende richtingen uitgaan. Eerst en vooral dient het juridisch kader waarin de kleine en middelgrote ondernemingen werken, aangepast te worden aan de realiteiten van onze tijd en aan hun eisen.

Vervolgens moet men originele en doeltreffende antwoorden verstrekken aan bepaalde bijzondere problemen, ontstaan uit de stuiptrekkingen van onze zo ingewikkelde samenleving. Indien zij niet alle zelfstandigen en ondernemingshoofden van de K. M. O.'s met dezelfde intensiteit raken, mogen zij de overheid toch niet onverschillig laten.

Tenslotte mag dit kapitaal aan ideeën, deze voorraad van vernieuwingen die de kleine en middelgrote ondernemingen zijn, niet ongebruikt blijven door een gebrek aan financiële middelen.

a) De verschillende wetsontwerpen die gedurende de volgende maanden zullen moeten worden bestudeerd zijn geen onbekende materie.

De Minister verklaart dat hij de wetgevende en reglementerende arbeid die aangevat werd door zijn voorgangers zal voortzetten.

Hij wenst vooreerst de hervorming op de leurhandel te beëindigen. Amendementen op dit reeds neergelegde wetsontwerp werden door de Regering ingediend.

Vervolgens stelt de Minister de voorbereiding voorop van een wetsontwerp tot wijziging van de Kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen. Aldus zullen de problemen opgelost worden die, tot nu toe, elke reglementering van deze beroepen verhinderd hebben.

Dit ontwerp werd sindsdien besproken in de Hoge Raad voor de Middenstand.

Samen met zijn collega van Justitie stelt de Minister alles in het werk opdat men aangepaste vennootschapstypes zou kunnen ter beschikking stellen van de zelfstandigen en de K. M. O.'s.

Dit zal zo zijn voor de dienstverlenende vereniging van ambachtslieden, de éénmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid, de groepering voor bedrijfseconomisch belang, de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschap. De Minister verklaart dat hij zal aandringen op een spoedige beëindiging van de aan de indiening voorafgaande werkzaamheden.

b) Soms worden de zelfstandigen geconfronteerd met dramatische situaties waarvoor zij geen enkele verantwoordelijkheid dragen.

Daarvan hebben er vooral twee de aandacht van de Minister getrokken.

— Reeds in 1976, heeft zijn voorganger Louis Olivier zich over het lot van de handelaars slachtoffers van grote werken van openbaar belang gebogen.

Hij had reeds, in die periode, een mogelijkheid overwogen tot schadeloosstelling. Uiteindelijk werden alleen de maatregelen voor de versoepeling van het krediet weerhouden. Deze maatregelen bleken totaal inefficiënt.

Inderdaad, tot nu toe, werden er nauwelijks tien aanvragen ingediend, en daarvan is er nog geen enkele die een gevolg kreeg.

Wanneer de klanten om naar een winkel te gaan, grachten, losse planken en modderpoelen moeten trotseren, dan heeft deze winkelier geen krediet nodig. Hij heeft evenwel een echte zuurstofballon nodig bestaande uit een vergoeding die, indien niet volledig, in ieder geval realistisch moet zijn. Zij moet de plotse vermindering van zijn zakencijfer vergoeden.

De toestand is sinds 1976 niet verbeterd, integendeel. Elke maand worden er nieuwe wijken in onze grote steden opengelegd.

La déclaration gouvernementale a repris le principe de l'indemnisation. Il faut en tirer toutes les conséquences, même les plus désagréables pour les pouvoirs publics.

Le projet de loi dont la préparation se poursuit avec la collaboration du Cabinet des Travaux publics, prévoira une véritable indemnisation.

— Le second problème auquel le Ministre souhaite apporter une solution est celui de la protection des P. M. E. qui ont effectué des travaux ou presté des services pour les pouvoirs publics et qui éprouvent de grandes difficultés à voir honorer leurs créances.

La dégradation des finances publiques a hélas donné à cette question une importance considérable. Les retards de paiement de certains pouvoirs publics sont tels qu'ils en arrivent à mettre en péril le bon fonctionnement, voire l'existence de certaines P. M. E., dont la surface financière ne leur permet pas de supporter de tels retards.

On en arrive ainsi à des situations vraiment dramatiques : des P. M. E., qui ont d'importantes créances sur les pouvoirs publics se voient menacées de différentes sanctions qui vont du retrait d'agrément à la mise en faillite. En effet, ces P. M. E. ne peuvent pas honorer un certain nombre d'échéances telles que les paiements à l'O. N. S. S. ou aux administrations fiscales : les débiteurs font preuve d'une carence totale.

Cette situation est inacceptable et il importe d'y porter remède sans tarder. L'accord de Gouvernement prévoit d'ailleurs le principe de la protection des entreprises créancières des services publics.

Un groupe de travail intercabinets a été mis sur pied par le C. M. C. E. S. à la demande du Ministre.

Il s'agit d'un dossier technique très difficile, dans lequel les principes même du fonctionnement des pouvoirs publics et les règles de la comptabilité de l'Etat doivent faire l'objet de révisions fondamentales.

Quel que soit le système qui sera retenu, cession de créance ou compensation dans le cadre des intérêts ou du principal ou encore combinaison de ces deux systèmes dans un projet global, il faut arriver à libérer les petites et moyennes entreprises de cette hypothèque.

c) Le troisième point sur lequel portera l'action du Ministre en vue de mettre à la disposition des P. M. E. un environnement réglementaire et juridique adapté, est celui du crédit.

Le crédit en faveur des P. M. E. n'est pas un crédit ordinaire : c'est un crédit à risque. Le donneur de crédit, même dans le cadre d'une gestion rigoureusement orthodoxe, doit accepter de réaliser des opérations non point téméraires, mais ne présentant pas les garanties classiques d'une opération ordinaire.

Le chef des P. M. E. prend souvent un risque important alors qu'il ne dispose finalement que de son travail, de son savoir et de ses idées avec bien peu de garanties classiques.

L'accès des P. M. E. au capital à risque est un problème qui a été considéré comme assez important pour être repris dans l'accord de gouvernement.

Une première tentative avait eu lieu en 1978 par la création du Fonds de participation au sein de la Caisse nationale de crédit professionnel. Pour diverses raisons, ce Fonds de participation n'a jamais fonctionné.

Cette année, il devra être opérationnel. L'arrêté royal n° 12 de pouvoirs spéciaux, qui établit une cotisation sociale de solidarité à charge des travailleurs indépendants, dispose que le montant de cette cotisation sera affecté au redressement des P. M. E. et aux travailleurs indépendants par le canal du Fonds de participation.

De Regeringsverklaring heeft het principe van de schade-loosstelling hernomen. Men moet er alle conclusies uit trekken, zelfs de meest onaangename voor de overheid.

Het wetsontwerp terzake dat thans in voorbereiding is, in samenwerking trouwens met het Kabinet van Openbare Werken, zal in een echte schade-loosstelling voorzien.

— Het tweede probleem waaraan de Minister een oplossing wenst te geven is dat van de bescherming van de K. M. O.'s die werken uitgevoerd of diensten verleend hebben voor de overheid en die grote moeilijkheden hebben om hun schuldvorderingen te doen honoreren.

De slechte toestand van de openbare financiën heeft spijtig genoeg aan dit probleem een aanzienlijk belang gegeven. De vertraging in de betaling door bepaalde overheidsorganen is zo erg dat zij de goede werking, ja zelfs het bestaan van bepaalde K. M. O.'s, wier financieel draagvlak dergelijke vertragingen niet kan dragen, in gevaar brengt.

Zo belandt men in echt dramatische toestanden. De K. M. O.'s die belangrijke schuldvorderingen hebben bij de overheid voelen zich bedreigd door verschillende sancties. Deze gaan van de terugtrekking van de erkenning tot de faillissementsverklaring. Inderdaad, deze K. M. O.'s kunnen een aantal schuldvorderingen zoals de betalingen aan de R. S. Z. of aan de fiscale Administraties niet vereffenen. De schuldenaars geven blijk van een volledige tekortkoming.

Deze toestand is onaanvaardbaar en het is belangrijk dat men er zonder verwijl een oplossing voor vindt. Het Regeerakkoord voorziet trouwens het principe van de bescherming van de ondernemingen die schuldeiser zijn bij de openbare diensten.

Op verzoek van de Minister van Middenstand werd een interkabinet-werkgroep opgericht door het M. S. E. S. C.

Het betreft hier evenwel een zeer moeilijk dossier. De principes zelf van de werking van de openbare diensten en de regels van de Staatsboekhouding moeten het voorwerp uitmaken van fundamentele herzieningen.

Welk systeem men ook zal weerhouden, cessie van schuld-vordering of compensatie in het kader van de renten of de hoofdsom of nog een combinatie van deze twee systemen in een globaal ontwerp, men moet, aldus de Minister, deze hypotheek lichten voor de K. M. O.'s.

c) De derde richting waarin de Minister wenst te werken, naar aanleiding van de ter beschikkingstelling aan de K. M. O.'s van een aangepast juridisch en reglementair milieu, is deze van het krediet.

Het krediet ten gunste van de K. M. O.'s is geen gewoon krediet : het is een risicodragend krediet. De kredietverlener, zelfs in het kader van een streng beheer, moet aanvaarden operaties uit te voeren, die niet roekeloos zijn maar die toch niet dezelfde klassieke waarborgen zullen geven als een gewone operatie.

Het K. M. O.-ondernemingshoofd neemt dikwijls een groot risico terwijl hij slechts beschikt over zijn arbeid, zijn kennis en zijn ideeën en dit met zeer weinig klassieke waarborgen.

De toegang van de K. M. O.'s tot het risicodragend kapitaal is een probleem dat men als belangrijk genoeg beschouwd heeft om in het Regeerakkoord te hernemen.

Een eerste poging werd in 1978 ondernomen door de schepping van het Participatiefonds in de schoot van de Nationale Kas voor het Beroepskrediet. Om verschillende redenen heeft dit Participatiefonds nooit gewerkt.

Dit jaar zal het Fonds operationeel moeten zijn. Inderdaad, het koninklijk besluit n° 12 van de bijzondere machten tot inrichting van een sociale solidariteitsbijdrage ten laste van de zelfstandigen, bepaalt dat het bedrag van deze bijdrage bestemd zal worden voor het herstel van de K. M. O.'s en de zelfstandigen via dit Participatiefonds.

Une certaine somme sera donc bientôt disponible et cette somme devra être versée au Fonds de participation qui devra l'utiliser.

Le fonds devra donc être opérationnel le plus rapidement possible. Être opérationnel signifie qu'il pourra intervenir non seulement en faveur des sociétés anonymes, mais également en faveur des sociétés de personnes et des personnes physiques. Ceci exige une révision fondamentale de la conception même du Fonds de participation dans la mesure où notre législation actuelle ne permet pas la prise de participation minoritaire dans les sociétés de personnes et a fortiori dans les entreprises des personnes physiques.

La solution retenue est basée sur la notion de « prêt subordonné », qui désigne le prêt consenti avec une clause de subordination valable au plus tard jusqu'à l'échéance du contrat. Par cette clause, le créateur accepte de ne prendre rang, pour le remboursement de sa créance, qu'après l'ensemble du passif, même après les créanciers chirographaires.

La mise à la disposition de la C. N. C. P., par le biais du Fonds de participation, du produit de la cotisation de solidarité doit être considérée comme une dotation spéciale, une enveloppe supplémentaire. Elle doit lui permettre de mener une politique plus audacieuse de prise en charge des risques engendrés par la création et l'expansion des P. M. E.

Le Ministre estime que cette nouvelle politique du prêt à risque doit s'accompagner d'une révision de l'image de la Caisse nationale de crédit professionnel et de ses possibilités d'action.

Il signale qu'il a soumis au Ministre des Finances un projet, qui tout en conservant la spécificité de la C. N. C. P., vise à lui permettre de réaliser d'autres opérations que le crédit d'investissement.

En effet, la Caisse nationale de crédit professionnel s'est constituée toute une clientèle de P. M. E. et de travailleurs indépendants qui ont fait appel à elle pour des crédits d'investissement. Or, la Caisse ne peut offrir à cette clientèle les autres services qu'une institution de crédit ordinaire offre à ses clients.

Le projet ne tend pas à créer une banque publique supplémentaire concurrente du secteur privé, mais à mettre sur pied une institution de crédit qui serait l'institution des indépendants et des chefs de P. M. E. Elle pourrait être mieux encore leur conseil dans la gestion de leur patrimoine professionnel et privé.

Il importe donc de mettre plus de moyens à la disposition de la Caisse et des associations de crédit agréées : ainsi pourront-elles mieux servir les P. M. E. et les indépendants.

Enfin, il devrait être possible de réaliser, dans le cadre du crédit professionnel, des opérations de crédit à l'exportation.

Le projet d'élargissement des compétences de la Caisse, auquel le Ministre attache une importance fondamentale, rencontre au moins trois points de l'accord de gouvernement : l'accès des P. M. E. au capital à risque, leur accès à l'exportation et l'incitation des jeunes à s'installer comme indépendants.

3. Le Ministre aborde ensuite le problème du statut social des travailleurs indépendants.

Il souligne que le Ministre des Classes moyennes reste compétent pour l'ensemble du statut social en matière d'obligations des travailleurs indépendants.

D'autre part, il est directement responsable de la gestion du secteur des allocations familiales.

Men zal bijgevolg beschikken over een zeker bedrag dat moet gestort worden aan het Participatiefonds. Dit fonds zal dit bedrag moeten gebruiken.

Het fonds zal bijgevolg zo vlug mogelijk operationeel moeten zijn. Operationeel zijn betekent dat het niet alleen zal kunnen tussenbeide komen ten gunste van naamloze vennootschappen en natuurlijke personen. Dit vereist evenwel een fundamentele herziening van de opvatting zelf van het Participatiefonds in de mate dat onze huidige wetgeving de minderheidsparticipatie niet toelaat in de personenvennootschappen en a fortiori niet in de ondernemingen van natuurlijke personen.

De weerhouden oplossing is gebaseerd op het begrip van de « ondergeschikte lening », d.i. de lening die toegekend wordt met een subordinatieclausule die ten laatste tot op het verval van het contract geldig is. Door deze clausule aanvaardt de crediteur, voor de terugbetaling van de schuld, in rang slechts na het geheel van het passief, zelfs na de gewone schuldeisers, te komen.

De terbeschikkingstelling aan de N. K. B. K., via het Participatiefonds van de opbrengst van de solidariteitsbijdrage, moet aanzien worden als een bijzondere dotatie, een bijkomende enveloppe. Zij zal haar moeten toelaten een stoutmoediger beleid te voeren voor de tenlasteneming van de risico's die verwekt worden door de schepping en de expansie van de K. M. O.'s.

De Minister heeft het nodig geacht aan dit nieuw risico-beleid een herziening te koppelen van het beeld dat men heeft van de Nationale Kas voor het Beroepskrediet en van haar actiemogelijkheden.

Onlangs werd een ontwerp in deze zin voorgelegd aan de Minister van Financiën. Terwijl het ontwerp het specifieke karakter van N. K. B. K. behoudt, heeft het tot doel de kas toe te laten andere operaties dan het investeringskrediet te verwezenlijken.

Inderdaad, de Nationale Kas voor het Beroepskrediet is samengesteld uit cliënteel van K. M. O.'s en zelfstandigen. Zij hebben op haar een beroep gedaan voor investeringskredieten. De Kas kan hen evenwel niet laten genieten van andere diensten die een gewone kredietinstelling wel aan haar klanten verstrekt.

Het ontwerp beoogt niet de schepping van een bijkomende publieke bank, concurrent van de privé-sector maar wel de oprichting van een kredietinstelling die de instelling zou worden van de zelfstandigen en van de leiders van K. M. O.'s. Zij zou in een nog grotere mate hun raadgever kunnen zijn voor het beheer van hun privé- en beroepsvermogen.

Het is bijgevolg belangrijk dat men meer middelen ter beschikking stelt van de Kas en van de erkende kredietverenigingen. Aldus zullen zij de K. M. O.'s en de zelfstandigen nog beter kunnen dienen.

Tenslotte, zou het mogelijk moeten zijn om in het kader van het beroepskrediet, kredietoperaties te verwezenlijken voor de uitvoer.

Het ontwerp voor de uitbreiding van de bevoegdheden van de Kas dat de Minister als fundamenteel beschouwt, komt ten minste aan drie punten van het Regeringsakkoord tegemoet : de toegang van de K. M. O.'s tot het risicodragend kapitaal, hun toegang tot de uitvoer en de aansporing van de jongeren om zich als zelfstandige te vestigen.

3. De Minister bespreekt ten slotte de verdeling van de bevoegdheden inzake het sociaal statuut van de zelfstandigen.

De Minister van Middenstand blijft bevoegd voor het geheel van het sociaal statuut betreffende de verplichtingen van de zelfstandigen.

Anderzijds is hij rechtstreeks verantwoordelijk voor het beheer van de sector van de kinderbijlagen.

Le secteur des pensions a été ajouté aux compétences du Secrétaire d'Etat aux Pensions. La gestion des prestations de l'assurance maladie-invalidité est par contre assurée par le Ministre des Affaires sociales.

Le Ministre ajoute que la réforme fondamentale de la sécurité sociale, annoncée par le Gouvernement, ne l'empêchera pas de proposer des simplifications et des rationalisations dans les domaines où celles-ci sont souhaitables et possibles.

B. Les principaux aspects du budget 1982 du Ministère des Classes Moyennes

1. Moyens budgétaires

L'évolution au cours des trois dernières années des crédits destinés à la politique des Classes moyennes apparaît dans le tableau figurant à l'annexe I.

Des crédits en faveur de la politique des Classes moyennes sont inscrits dans divers budgets, à savoir :

- a) les budgets nationaux :
 - des Classes moyennes,
 - des Pensions (avec exécution par l'intermédiaire de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants),
 - de la Prévoyance sociale (avec exécution par l'intermédiaire de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité);
- b) les budgets communautaires;
- c) les budgets régionaux.

2. Transferts de crédits des budgets nationaux aux budgets régionaux

Cette répartition des moyens d'action correspond à la répartition des compétences à laquelle il a été procédé au cours de la dernière décennie et qui veut que la politique sociale et la réglementation générale continuent de relever « en grande partie » du pouvoir national. Exception doit toutefois être faite pour ce qui est prévu quant au transfert des matières personnalisables aux communautés et quant à la politique économique réglementée au niveau régional, des cinq secteurs nationaux et des autres matières citées ci-après. Le caractère régional de l'expansion économique est d'ailleurs confirmé dans la loi du 8 août 1980.

Seuls relèvent de la compétence nationale et sont imputés sur le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale du budget des Classes moyennes :

- les frais de fonctionnement du Fonds de garantie au sein de la Caisse nationale de crédit professionnel;
- les subventions relatives à la relance et à la promotion technique du secteur des Classes moyennes pour l'information, l'assistance technique et l'aide à la gestion des P. M. E. dépassant le périmètre régional;
- les possibilités de crédit en faveur des commerçants ayant subi une diminution importante de leur chiffre d'affaires à la suite de travaux d'utilité publique.

En outre, des mesures spécifiques en faveur des indépendants et des P. M. E. ont été prévues par la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux Classes moyennes.

De pensioensector werd toegevoegd aan de bevoegdheden van de Staatssecretaris voor Pensioenen. Het beheer van de bijdragen voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering daarentegen wordt waargenomen door de Minister van Sociale Zaken. De fundamentele hervorming van het geheel van de sociale zekerheid, aangekondigd door de Regering zal de Minister toch niet weerhouden vereenvoudigingen en rationalisering voor te stellen in die domeinen waar het wenselijk en mogelijk is.

B. De voornaamste aspecten van de begroting 1982 van het Ministerie van Middenstand

1. Begrotingsmiddelen

De evolutie van de kredieten voor het middenstandsbeleid tijdens de jongste drie jaar kan worden afgelezen uit de als bijlage I afgedrukte tabel.

Voor het middenstandsbeleid worden kredieten uitgetrokken op diverse begrotingen nl. :

- a) de nationale begrotingen :
 - van Middenstand,
 - van Pensioenen (met uitvoering via het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen),
 - van Sociale Voorzorg (met uitvoering via het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering);
- b) de gemeenschapsbegrotingen;
- c) de gewestbegrotingen.

2. Kredietoverdrachten van de nationale begrotingen naar de gewestbegrotingen

Deze verspreiding van de actiemiddelen sluit aan bij de bevoegdheidsverdeling waartoe in het afgelopen decennium werd overgegaan en volgens dewelke het sociaal beleid en de algemene reglementering « grotendeels » onder het nationaal niveau blijven ressorteren. Uitzondering dient nochtans gemaakt voor wat bepaald wordt met betrekking tot de overdracht van de persoonsgebonden materies aan de Gemeenschappen en het gereglementeerd economisch beleid op gewestelijk niveau, op de vijf nationale sectoren en andere hierna genoemde materies na. Het gewestelijke karakter van de economische expansie wordt trouwens bevestigd in de wet van 8 augustus 1980.

Vallen alleen maar onder de nationale bevoegdheid en worden aangerekend op het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie van de begroting van Middenstand :

- de werkingskosten van het Waarborgfonds in de schoot van de Nationale Kas voor Beroepskrediet;
- de subsidies inzake technische relance en bevordering van de sector Middenstand voor de informatie, de technische bijstand en de steun aan het beheer van de K. M. O.'s die de regionale perimeter overschrijden;
- de kredietmogelijkheden ten gunste van de kleinhandelaars die een veel kleinere omzet boekten ingevolge de uitvoering van werken van openbaar nut.

Bovendien werd door de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand specifieke maatregelen ten gunste van de zelfstandigen en de K. M. O.'s voorzien.

Ces mesures ont été concrétisées par les Régions en ce qui concerne les modalités d'application. Néanmoins, les fonds furent prévus au budget national du Ministère des Classes moyennes (1981), sous la forme d'autorisations d'engagement pour un montant de 600 millions et de crédits d'ordonnancement pour un montant de 200 millions.

Par feuillet d'ajustement 1981, les 200 millions de crédits d'ordonnancement furent ramenés à 71,5 millions. Le 28 février 1982, les 600 millions d'autorisations d'engagement étaient déjà juridiquement utilisés et les 71,5 millions de crédits d'ordonnancement étaient déjà épuisés.

Bien que l'octroi de ces aides soit explicitement du ressort des Régions, le Ministre s'est efforcé de prévoir au budget 1982 les autorisations d'engagement et les crédits d'ordonnancement indispensables pour éviter de mettre fin brutalement à l'octroi de ces aides et pour ménager ainsi une période transitoire.

Après avoir analysé la situation et pris à cet effet les contacts nécessaires avec les Régions et les interlocuteurs sociaux et après avis du C. M. C. E. S., le Ministre a proposé au Conseil des ministres du 30 avril 1982 :

1° de suspendre l'octroi des aides au niveau national à partir du 1^{er} juin 1982 et

2° d'honorer les dossiers dûment enregistrés avant le 1^{er} juin 1982 auprès du Ministère des Classes moyennes ou de l'Agriculture.

Un montant de 534,3 millions a été inscrit à cet effet à l'article 41.03, qui constitue la source des crédits d'ordonnancement pour le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, afin d'honorer en 1982 les engagements de 1981 ainsi que ceux déjà pris en 1982.

Comme la technique budgétaire des autorisations d'engagement à un article du Titre IV est très particulière, ces autorisations n'étant pas incluses dans l'enveloppe globale annuelle du budget, le Ministre s'est efforcé de prévoir à l'article 7 de la loi budgétaire 1982 les autorisations d'engagement nécessaires pour honorer les demandes introduites avant le 1^{er} juin 1982. Par décision du 7 mai 1982 du Conseil des ministres, 500 millions ont déjà été accordés, au lieu des 770 millions jugés nécessaires.

En ce qui concerne les demandes enregistrées après le 31 mai 1982, il appartient aux Régions de prévoir ou non les moyens budgétaires nécessaires à l'octroi des aides prévues par la loi du 10 février 1981.

3. Réorganisation administrative

Les frais de personnel et de fonctionnement des services qui doivent être transférés aux Ministères des Communautés ou des Régions restent provisoirement à charge du département auquel ces services appartenaient. Au Ministère des Classes moyennes, l'Administration de l'Expansion économique est transférée aux Ministères des Régions avec maintien d'une cellule nationale restreinte. L'Administration de la Formation professionnelle est transférée aux Ministères des Communautés, également avec maintien d'une cellule nationale restreinte.

Une partie correspondante du personnel des services généraux du département est également cédée aux quatre nouveaux départements.

L'accord de gouvernement prévoit en outre que les parastataux dont la mission relève des compétences des Communautés ou des Régions seront adaptés en fonction

Deze maatregelen werden geconcretiseerd door de Gewesten wat de toepassingsmodaliteiten betreft. Niettemin werden de fondsen voorzien op de nationale begroting van het Ministerie van Middenstand (1981), onder de vorm van vastleggingsmachtigingen ten belope van 600 miljoen en ten belope van 200 miljoen ordonnanceringskredieten.

De ordonnanceringskredieten ten belope van 200 miljoen werden door het aanpassingsblad 1981 tot 71,5 miljoen teruggebracht op 28 februari 1982 waren enerzijds de 600 miljoen vastleggingsmachtigingen al juridisch verbruikt en anderzijds waren de 71,5 miljoen ordonnanceringskredieten reeds uitgeput.

Ondanks het feit dat de toekenning van deze steun uitdrukkelijk onder de Gewesten ressorteert, heeft de Minister zich ingespannen om op de begroting 1982 de onontbeerlijke vastleggingsmachtigingen en ordonnanceringskredieten te voorzien zodat er geen brutaal einde kwam aan de toekenning van deze steun en dus en overgangperiode voorzien werd.

Na analyse van de toestand, waarbij de nodige contacten met de Gewesten en de sociale partners werden genomen na advies van het M. C. S. E. C., heeft de Minister van Middenstand op 30 april 1982 aan de Ministerraad volgende maatregelen voorgesteld :

1° de toekenning van de steun op nationaal niveau wordt vanaf 1 juni 1982 opgeschort;

2° de dossiers die vóór 1 juni 1982 bij het Ministerie van Middenstand of van Landbouw behoorlijk geregistreerd zijn moeten gehonoreerd worden.

Een bedrag van 534,3 miljoen werd te dien einde ingeschreven op artikel 41.03, dat de bron is van de ordonnanceringskredieten voor het Fonds voor Economische expansie en regionale reconversie, ten einde in 1982 de vastleggingen van 1981 en diegene die reeds genomen werden in 1982 te honoreren.

Daar de begrotingstechniek van de vastleggingsmachtigingen op een artikel van Titel IV zeer bijzonder is, in die zin dat zij in de jaarlijkse globale enveloppe van de begroting niet begrepen is, heeft de Minister gepoogd op artikel 7 van de begrotingswet 1982 de nodige vastleggingsmachtigingen te voorzien om de vóór 1 juni 1982 ingediende aanvragen te honoreren. Door beslissing van de Ministerraad van 7 mei 1982 werden reeds 500 miljoen, in plaats van de nodig geachte 770 miljoen, toegekend.

Wat de aanvragen betreft die na 31 mei 1982 geregistreerd werden, moeten de Gewesten beslissen of zij al dan niet de begrotingsmiddelen voorzien om de door de wet van 10 februari 1981 voorziene steun te honoreren.

3. Administratieve reorganisatie

De personeels- en werkingskosten van de diensten die naar de Ministeries van de Gemeenschappen of de Gewesten overgeheveld moeten worden, blijven voorlopig ten laste van het departement waartoe die diensten behoorden. In het Ministerie van Middenstand wordt het Bestuur voor de Economische expansie overgeheveld naar de Ministeries van de Gewesten met behoud van een beperkte nationale cel. Het Bestuur voor de Beroepsopleiding wordt overgeheveld naar de Ministeries van de Gemeenschappen, eveneens met behoud van een beperkte nationale cel.

Een overeenstemmend deel van het personeel van de algemene diensten van het departement wordt eveneens afgegaan aan de vier nieuwe departementen.

Het regeerakkoord bepaalt verder dat de parastatale instellingen waarvan de taak behoort tot de bevoegdheden van de Gemeenschappen of van de Gewesten, zullen worden

de l'autonomie de ces nouvelles institutions. Les formes concrètes de cette réorganisation doivent être étudiées cas par cas et traitées conformément aux procédures statutaires requises.

4. Ajustement du budget 1981

Le budget de 1981 du département a été ajusté par la loi du 24 février 1982.

Le total des crédits attribués au département pour 1981 par la loi du 18 mai 1981 s'élevait à 5 566,4 millions.

La loi ajustant le budget de 1981 ramène ce montant total à 5.284,8 millions, soit une diminution de 281,6 millions. Cette réduction résulte principalement :

1° d'une réduction de 128,8 millions du crédit destiné au transfert au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale et

2° d'une réduction de 128,6 millions de la subvention annuelle au régime des allocations familiales des travailleurs indépendants, par suite de compressions budgétaires.

5. Taux de croissance du budget 1982

Compte non tenu du poste nouveau d'un montant de 1.396,4 millions destiné au paiement des intérêts de la dette cumulée et non encore amortie du régime des pensions des travailleurs indépendants, le budget du département des Classes moyennes se caractérise au cours des trois dernières années par une croissance de 3 %, ce qui est inférieur à l'évolution prévue de la croissance des prix à la consommation au cours de la même période.

Les moyens fournis par le budget des Pensions augmentent de 14 % au cours de la même période, tandis que les moyens mis à disposition par le budget de la Prévoyance sociale augmentent de 21 %.

L'intervention de l'Etat en faveur des allocations familiales diminue de 7 % pendant la même période.

Pour comparer ces pourcentages, il faut tenir compte du fait que le budget du département pour 1982 ne comporte pas de provision destinée à couvrir les charges résultant de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

a) Dépenses de consommation

Un seul cabinet est à charge du budget du département en 1982.

En 1981, des crédits étaient inscrits pour un montant de 76,4 millions pour le Cabinet du Vice-premier ministre, Ministre du Plan et Adjoint à la Communauté française.

Parmi les dépenses de consommation du département, une distinction peut être faite entre les frais de personnel et les frais de fonctionnement proprement dits.

— frais de personnel (art. 11)

Les frais de rémunération pour le département, dépenses du cabinet incluses, y sont fixés à 417 millions pour 1982, contre 455,8 millions au budget ajusté de 1981, ce qui représente une diminution de 9,3 %. En 1982, les dépenses du Cabinet du Vice-premier ministre, Ministre du Plan

aangepast in functie van de autonomie van die nieuwe lichamen. De concrete vormen van deze reorganisatie moeten geval per geval worden afgewogen en afgehandeld in overeenstemming met de vereiste statutaire pleegvormen.

4. Aanpassing van de begroting 1981

Door de wet van 24 februari 1982 werd de begroting van 1981 van het departement aangepast.

Het globaal krediet dat voor 1981 aan het departement werd toegekend door de wet van 18 mei 1981 bedroeg 5 566,4 miljoen.

De wet tot aanpassing van de begroting van 1981 vermindert dit bedrag tot 5 284,8 miljoen, dit is een daling met 281,6 miljoen. Deze vermindering is in hoofdzaak toe te schrijven :

1° aan de vermindering met 128,8 miljoen van het krediet bestemd voor de overdracht aan het Fonds voor economische expansie en de regionale reconversie;

2° aan een vermindering met 128,6 miljoen van de jaarlijkse subsidie voor het stelsel der gezinstoelagen der zelfstandigen als gevolg van budgettaire beperkingen.

5 Groeivoet van de begroting 1982

Zonder rekening te houden met de nieuwe post ten bedrage van 1 396,4 miljoen, bestemd voor de betaling van de interesten, voortvloeiend uit de gecumuleerde schuld die nog niet gelicht werd uit het pensioenstelsel van de zelfstandigen, wordt de begroting van Middenstand gedurende de drie laatste jaren gekenmerkt door een aangroei van 3 %, wat lager is dan de verwachte prijsstijging tijdens diezelfde periode.

De door de begroting van Pensioenen verstrekte middelen stijgen tijdens dezelfde periode met 14 %, terwijl de door de begroting van Sociale Voorzorg ter beschikking gestelde middelen verhogen met 21 %.

De Rijksbijdrage voor de kinderbijlagen vermindert terzelfdertijd met 7 %.

Bij de vergelijking van die percentages moet er rekening mee gehouden worden dat op de begroting van het departement voor 1982 geen provisie werd uitgetrokken om de lasten te dekken die voortvloeien uit de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen.

a) Consumptieve bestedingen

In 1982 valt slechts één enkel Kabinet ten laste van de begroting van het departement.

In 1981 waren er kredieten ingeschreven ten bedrage van 76,4 miljoen voor het Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct bij de Franse Gemeenschap.

Bij de consumptieve bestedingen van het departement kan een onderscheid gemaakt worden tussen de bezoldigingskosten en de eigenlijke werkingskosten.

— bezoldigingskosten (art. 11)

De bezoldigingskosten voor het departement, met inbegrip van de Kabinetsuitgaven, worden voor 1982 geschat op 417 miljoen tegenover 455,8 miljoen op de aangepaste begroting van 1981, wat neerkomt op een vermindering van 9,3 %. De uitgaven van het Kabinet van de Vice-

et Adjoint à la Communauté française ne sont plus à charge du budget du département.

Les estimations pour 1982 englobent les crédits nécessaires aux recrutements autorisés dans les limites du cadre jusqu'à concurrence de 4,2 millions à l'indice de liquidation de 220,80.

Le cadre du personnel du département comporte 520 emplois. Il y a 433 agents nommés à titre définitif, 37 agents temporaires et 55 stagiaires ou chômeurs mis au travail, ce qui porte le total à 525 unités.

— *frais de fonctionnement* (art. 12)

Les frais de fonctionnement du département, y compris ceux du Cabinet, sont fixés à 163,3 millions pour 1982 contre 178,8 au budget ajusté de 1981, qui couvrirait les dépenses des deux Cabinets précités.

Si l'on défalque des 178,8 millions le crédit de 16,4 millions réservé au Cabinet du Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et Adjoint à la Communauté française, le taux de croissance des frais de fonctionnement s'élève actuellement à 0,5 % par rapport à 1981.

b) *Institut économique et social des Classes moyennes*

La subvention pour 1982 en faveur de l'Institut économique et social des Classes moyennes s'élève à 122,7 millions, contre 132 millions au budget ajusté de 1981. Cette diminution de 7 % résulte surtout du non-engagement de personnel statutaire et de décisions d'augmentations de recettes propres.

c) *Conseil supérieur des Classes moyennes*

La subvention au Conseil supérieur des Classes moyennes a été fixée à 16,1 millions pour 1982, contre 15 millions au budget ajusté de 1981, soit une augmentation de 7,3 %. A cet égard, il convient de noter que le C. S. C. M. est chargé de la présidence et du secrétariat de la Commission de simplification des formalités administratives.

d) *Chambres des métiers et négoce*

Les subventions aux Chambres des métiers et négoce, y compris les initiatives nouvelles, ont été fixées à 47,5 millions pour 1982, contre 44,9 millions au budget ajusté de 1981, soit une augmentation de 5,8 %. Cet accroissement tient compte des nouvelles charges financières résultant de l'achat de locaux propres par les Chambres des métiers et négoce d'Anvers et du Limbourg durant l'année 1982.

e) *Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (F. E. E. R. R.)*

Le crédit de 534,3 millions inscrit à l'article 41.03 est transféré au F. E. E. R. R. (Titre IV). Il s'agit presque exclusivement des moyens de paiement pour honorer les engagements pris en application de la loi du 10 février 1981 en faveur des indépendants et des P. M. E.

Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct bij de Franse Gemeenschap vallen in 1982 niet meer ten laste van het departement.

De ramingen voor 1982 omvatten de nodige kredieten voor de toegelaten aanwervingen binnen het personeelskader ten belope van 4,2 miljoen tegen de vereffeningsindex van 220,80.

Het personeelskader van het departement omvat 520 betrekkingen. Er zijn 433 vastbenoemde personeelsleden, 37 tijdelijken en 55 stagiairs of tewerkgestelde werklozen, wat het totaal op 525 brengt.

— *werkingskosten* (art. 12)

De werkingskosten van het departement met inbegrip van de Kabinetskosten bedragen voor 1982 163,3 miljoen tegenover 178,8 miljoen op de aangepaste begroting van 1981, waarin de uitgaven van de twee voornoemde Kabinetten waren opgenomen.

Indien men van deze 178,8 miljoen het krediet van 16,4 miljoen, bestemd voor het Kabinet van de Vice-Eerste Minister, Minister van het Plan en adjunct bij de Franse Gemeenschap aftrekt, dan bedraagt thans de groeivoet van de werkingskosten 0,5 % tegenover 1981.

b) *Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand*

De toelage voor 1982 aan het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand bedraagt 122,7 miljoen, tegenover 132 miljoen op de aangepaste begroting 1981. Deze vermindering van 7 % vloeit vooral voort uit de niet aanwerving van vast personeel en uit beslissingen van verhogingen van de eigen ontvangsten.

c) *Hoge Raad voor de Middenstand*

De toelage aan de Hoge Raad voor de Middenstand is voor 1982 bepaald op 16,1 miljoen tegenover 15,0 miljoen op de aangepaste begroting 1981, hetzij een verhoging met 7,3 %. In dat opzicht dient opgemerkt te worden dat de H. R. M. met het Voorzitterschap en het Secretariaat van de Commissie voor de administratieve vereenvoudiging belast is.

d) *Kamers voor Ambachten en Neringen*

De toelagen aan de Kamers voor Ambachten en Neringen, inbegrepen de nieuwe initiatieven, werden voor 1982 bepaald op 47,5 miljoen, tegenover 44,9 op de aangepaste begroting 1981, hetzij een verhoging met 5,8 %. Deze toename houdt onder andere ook rekening met de nieuwe financiële lasten die resulteren uit de aankoop van eigen lokalen door de Kamers van Ambachten en Neringen van Antwerpen en Limburg in de loop van 1982.

e) *Fonds voor Economische expansie en de regionale reconversie (F. E. E. R. R.)*

Het krediet van 534,3 miljoen ingeschreven op artikel 41.03, wordt naar het F. E. E. R. R. (Titel IV) overgedragen. Het gaat bijna uitsluitend over betalingsmiddelen om de verbintenissen te honoreren die aangegaan werden in toepassing van de wet van 10 februari 1981 ten gunste van de zelfstandigen en de K. M. O.'s.

f) Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

La subvention annuelle calculée à 4 819,1 millions en vertu de la loi du 29 mars 1976, relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants a été diminuée de 1 milliard par décision interministérielle et finalement ramenée à 3 815,7 millions par le comité de budget du 7 mai 1982. Les arrêtés royaux n^{os} 37 et 38 concrétisent cette économie.

g) Charges financières de la dette cumulée non amortie du régime des pensions

1. *Origine* : dette cumulée du régime des pensions (fin 1980 : 29 037 millions).

La loi du 10 février 1981 de redressement relative aux Classes moyennes prévoit :

1^o un plan d'amortissement de cette dette, dont les tranches annuelles sont reprises à l'article 66.02.A. de la section particulière du budget des Classes moyennes (art. 3 de la loi) et sont financées par des produits d'emprunt;

2^o la couverture des charges financières par :

a) les bonis éventuels du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (art. 3, § 3, de la loi);

b) des crédits inscrits annuellement au budget du Ministère des Classes moyennes (art. 3, § 3, de la loi).

En contrepartie, le déficit structurel annuel ($\pm$ 4 milliards) est supporté par les travailleurs indépendants par le biais d'une adaptation de leurs cotisations. Cette mesure a été concrétisée par l'arrêté royal n^o 1 du 26 mars 1981.

2. Les charges financières :

1^o pour l'année 1981

Selon le Ministre des Classes moyennes, l'objectif était de couvrir entièrement les charges financières 1981 par une série de mesures :

a) 500 millions pouvaient être ajoutés à la dette cumulée (art. 2 de la loi du 10 février 1981) :

b) un montant de 500 millions (indice 145,88), soit une partie de la subvention de l'Etat au régime des pensions pour 1982 a été affecté spécifiquement à la couverture des charges financières afférentes à la dette (art. 2 de la loi du 15 janvier 1981);

c) un montant de 2 milliards du régime des allocations familiales a été transféré au secteur des pensions (art. 1^{er} de la loi du 15 janvier 1981 et art. 1^{er} de la loi du 10 février 1981).

2^o à partir de 1982

Le boni éventuel du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants est affecté en priorité à l'amortissement des charges financières (art. 3, § 3, premier alinéa, de la loi du 10 février 1981).

f) Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen

Krachtens de wet van 29 maart 1976 met betrekking tot de gezinsuitkeringen van de zelfstandigen werd de jaarlijkse subsidie berekend op 4 819,1 miljoen. Deze werd met 1 miljard verminderd door interministeriële beslissing en tenslotte op 3 815,7 miljoen teruggebracht door beslissing van het begrotingscomité van 7 mei 1982. De koninklijke besluiten n^{rs} 37 en 38 concretiseren deze besparing.

g) Financiële lasten van de gecumuleerde, nog niet gedelde schuld uit het pensioenstelsel

1. *Oorzaak* : gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel (einde 1980 : 29 037 miljoen).

De herstelwet inzake de Middenstand van 10 februari 1981 voorziet :

1^o een aflossingsplan van deze schuld, waarvan de jaarlijkse schijven opgenomen worden op artikel 66.02.A van de afzonderlijke sectie van de begroting van Middenstand (art. 3 van de wet) en gefinancierd worden door opbrengsten van leningen;

2^o dat de financiële lasten gedekt worden door :

a) de eventuele overschotten van het stelsel van de gezinsuitkeringen ten gunste van de zelfstandigen (art. 3, § 3 van de wet);

b) jaarlijkse kredieten, ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Middenstand (art. 3, § 3 van de wet).

Daartegenover, wordt het jaarlijkse structurele deficit ($\pm$ 4 miljard) gedragen door de zelfstandigen via een aanpassing van hun bijdragen, geconcretiseerd door het koninklijk besluit n^o 1 van 26 maart 1981.

2. De financiële lasten :

1^o voor het jaar 1981

De bedoeling, aldus de Minister van Middenstand, was de financiële lasten 1981 volledig te dekken door een reeks maatregelen, en dit als volgt :

a) een bedrag van 500 miljoen mocht aan de gecumuleerde schuld worden toegevoegd (art. 2 van de wet van 10 februari 1981);

b) een bedrag van 500 miljoen (index 145,88) van de staatssubsidie 1981 aan het pensioenstelsel, werd specifiek bestemd voor het dekken van de financiële lasten van de schuld (art. 2 van de wet van 15 januari 1981);

c) een bedrag van 2 miljard van het stelsel van de kinderbijslagen werd naar de sector van de pensioenen overgeheveld (art. 1 van de wet van 15 januari 1981 en art. 1 van de wet van 10 februari 1981).

2^o vanaf 1982

Het eventueel overschot van het stelsel van de gezinsbijslagen ten voordele van de zelfstandigen wordt prioritair bestemd voor het delgen van de financiële lasten (art. 3, § 3, eerste alinea van de wet van 10 februari 1981).

Le solde des intérêts de la dette cumulée non encore amortie est financé, à défaut de tout autre moyen, par des crédits inscrits annuellement au budget du Ministère des Classes moyennes (art. 3, § 3, deuxième alinéa, de la même loi).

Ce crédit est, pour la première fois en 1982, prévu à un article 42.02 (nouveau) du budget du Ministère des Classes moyennes.

3. Montant du crédit de l'article 42.02 du budget 1982

Le Ministre précise que ce montant est égal à la différence entre, d'une part, les charges d'intérêts de 1982 se rapportant à la dette non encore amortie du secteur des pensions, augmentées du solde des intérêts de 1981, et, d'autre part, le boni cumulé du régime des allocations familiales à la fin de l'année 1982, réduit d'un montant de 700 millions environ, soit les moyens de trésorerie dont l'I. N. A. S. T. I. doit disposer pour pouvoir assurer le paiement régulier des allocations familiales.

Calcul : (en millions)

	Estimations au 22 juin 1981	au 10 sep- tembre 1982
Charges financières	2 791	3 434,8
Boni du régime des allocations familiales cumulé au 31 décembre 1982	1 394,6	1 942,2
Crédit estimé	1 396,4	1 492,6 (1)

h) Comité national de coordination et de concertation de la formation permanente

Les subventions pour 1982 en faveur du Comité régional de coordination et de concertation de la formation permanente des classes moyennes sont estimées à 24,8 millions contre 25,9 millions au budget ajusté de 1981. Ce poste finance les frais de personnel et de fonctionnement du Comité.

Le Comité national a pour mission de préparer les programmes de formation dans le cadre des Commissions nationales.

Il est également chargé de l'établissement de la liste des professions susceptibles de faire l'objet d'un apprentissage ou d'une formation de chef d'entreprise.

II. — DISCUSSION

Au cours de la discussion du budget 1982 du Ministère des Classes moyennes, les membres de la Commission ont posé des questions qui font clairement référence à la double mission du Ministre des Classes moyennes.

Une première série de questions ont trait au rôle du Ministre en sa qualité d'ombudsman du monde des classes moyennes et des P. M. E. au sein du Gouvernement.

(1) A noter qu'un fonds spécial d'un montant de 100 millions, inscrit à l'article 66.04 B du Titre IV du budget, sera également utilisé pour couvrir ces charges financières.

Het saldo van de interesten van de gecumuleerde en nog niet gedelgde schuld wordt gefinancierd, bij ontstentenis van elk ander middel, door kredieten die jaarlijks worden ingeschreven op de begroting van het Ministerie van Middenstand (art. 3, § 3, tweede alinea van dezelfde wet).

Dit krediet wordt voor de eerste maal in 1982 voorzien op artikel 42.02 (nieuw) van de begroting van het Ministerie van Middenstand.

3. Bedrag van het krediet van artikel 42.02 van de begroting 1982

De Minister verklaart dat dit bedrag gelijk is aan het verschil tussen enerzijds de interestlasten van 1982 met betrekking tot de nog niet gedelgde schuld van de sector van de pensioenen, vermeerderd met het saldo der interesten van 1981 en anderzijds het gecumuleerde overschot van het stelsel der kinderbijslagen aan het einde van het jaar 1982, verminderd met de geldmiddelen ten belope van ongeveer 700 miljoen waarover het R. S. V. Z. moet kunnen beschikken om de regelmatige betaling der kinderbijslagen te verzekeren.

Berekening : (in miljoenen)

	Ramingen op 22 juni 1981	op 10 sep- tember 1982
Financiële lasten	2 791	3 434,8
Boni van het stelsel der kinderbijslagen, gecumuleerd op 31 december 1982	1 394,6	1 942,2
Geraamd krediet	1 396,4	1 492,6 (1)

h) Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor permanente vorming

De subsidies voor 1982 voor het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor permanente vorming van de Middenstand worden geraamd op 24,8 miljoen tegenover 25,9 miljoen op de aangepaste begroting van 1981. Deze post financiert de personeels- en werkingskosten van het Comité.

Het Nationaal Comité heeft als opdracht de vormingsprogramma's, in het kader van de nationale Commissies, voor te bereiden.

Het wordt ook belast met het opmaken van de lijst van beroepen die het voorwerp kunnen uitmaken van een leertijd of van een vorming tot ondernemingshoofd.

II. — BESPREKING

Tijdens de bespreking van de begroting 1982 van het Ministerie van Middenstand werden door de commissieleden vragen gesteld die duidelijk verwezen naar de dubbele opdracht van de Minister van Middenstand.

Een eerste reeks vragen verwijst naar zijn rol van ombudsman binnen de Regering van de wereld van de Middenstand en de K. M. O.'s.

(1) Er dient opgemerkt dat een speciaal fonds van 100 miljoen, ingeschreven op artikel 66.04 B van Titel IV van de begroting ook gebruikt zal worden voor de genoemde financiële lasten.

Quant à la seconde série de questions, elles concernent ses compétences proprement dites, qu'il s'agisse des différents projets de loi pour lesquels il doit prendre l'initiative, de la gestion de son département ou des orientations qu'il désire donner à son budget.

A. Le Ministre des Classes moyennes en qualité d'ombudsman des classes moyennes et des P. M. E.

1. *Les classes moyennes et la concertation sociale*

Un membre demande quelle position le Ministre adoptera, dans le cadre de la concertation sociale, à l'égard du problème de la réduction du temps de travail dans les P. M. E.

Le Ministre répond que, si une telle mesure était adoptée, il est clair qu'elle ne pourrait être appliquée de la même manière dans les P. M. E. que dans les grandes entreprises.

Il estime également que, pour avoir quelques chances de succès, la réduction du temps de travail doit reposer sur une base volontariste.

Il paraît exclu au Ministre que l'on impose une réduction du temps de travail aux entreprises. La meilleure solution lui semble résider dans le recours au système de la convention par entreprise ou par groupe d'entreprises, où travailleurs ou employeurs négocieraient une réduction ou un aménagement du temps de travail disponible.

Le Ministre des Classes moyennes croit que ce système présenterait le grand avantage pour les P. M. E. d'éviter de se voir imposer des mesures inapplicables en ce qui les concerne par le biais de conventions collectives ou d'accords interprofessionnels.

2. *La représentation des classes moyennes et des P. M. E. dans les différents organes de concertation*

Plusieurs membres ont encouragé le Ministre à poursuivre la mise au point d'un projet sur la représentation spécifique des classes moyennes dans tous les organes consultatifs de la vie économique et sociale.

Le Ministre déclare que cette mesure est prévue dans l'accord de gouvernement au chapitre « Politique P. M. E. ». Il estime en effet que cette représentation est importante car la concertation sociale institutionnalisée que connaît notre pays doit, pour être parfaitement valable, donner la parole à toutes les composantes de la vie économique et sociale.

Il faut bien reconnaître, selon le Ministre, que ce principe n'a guère été respecté jusqu'à présent et que l'on a trop souvent confondu les petites et moyennes entreprises et les classes moyennes avec la représentation des employeurs.

Or, les problèmes des uns et des autres sont tout à fait différents. Le Ministre estime dès lors qu'il faut assurer aux classes moyennes, dont la représentativité est basée sur des critères légaux et réglementaires, une représentation dans tous les organes consultatifs.

C'est pour cette raison qu'il a demandé à son administration de dresser un inventaire de tous ces organes, avec une analyse de chaque système de représentation.

Si une représentation spécifique des classes moyennes n'y était pas prévue, le projet de loi dont la préparation est en cours serait adapté en conséquence.

De tweede reeks betreft zijn eigenlijke bevoegdheden, hetzij de verschillende wetsontwerpen waarvoor hij het initiatief moet nemen, hetzij het beheer van zijn Departement, hetzij de oriënteringen die de Minister aan zijn begroting wenst te geven.

A. De Minister van Middenstand als ombudsman van de Middenstand en de K. M. O.'s

1. *De Middenstand en het sociaal overleg*

Een lid vraagt welke houding de Minister van Middenstand zal aannemen, in het kader van het sociaal overleg, tegenover het probleem van de werktijdverkortings in de K. M. O.'s.

De Minister antwoordt dat, indien een dergelijke maatregel getroffen wordt, het duidelijk is dat deze niet op dezelfde wijze kan toegepast worden in de K. M. O.'s als in de grote ondernemingen.

Hij meent tevens dat de maatregel van de verkortings van de werktijd, om enig succes te kennen, duidelijk op een voluntaristische basis moet gevestigd zijn.

Het lijkt de Minister uitgesloten dat men aan de ondernemingen een verkortings van de werktijd oplegt. De beste oplossing lijkt hem een beroep te doen op het systeem van de overeenkomst per onderneming of per ondernemingsgroep, waar werknemers en werkgevers samen over een vermindering of een aanpassing van de beschikbare arbeidstijd zouden onderhandelen.

De Minister van Middenstand meent dat dit systeem aan de K. M. O.'s het grote voordeel zou bieden dat zij geen maatregelen die voor hen ontoepasbaar zijn, zouden opgelegd krijgen via collectieve overeenkomsten of interprofessionele akkoorden.

2. *De vertegenwoordiging van de Middenstand en de K. M. O.'s in de verschillende overlegorganen*

Verschillende leden hebben de Minister aangemoedigd om door te gaan met de op puntstelling van een ontwerp over de specifieke vertegenwoordiging van de Middenstand in alle raadgevende organen van het economisch en sociaal leven.

De Minister verklaart dat deze maatregel voorzien wordt in het Regeerakkoord in het hoofdstuk « Beleid K. M. O.'s ». De Minister meent inderdaad dat deze vertegenwoordiging zeer belangrijk is. Het geïnstitutionaliseerd sociaal overleg in ons land moet immers, om volstrekt geldig te zijn, het woord geven aan alle componenten van het economisch en sociaal leven.

Men moet toegeven, aldus de Minister, dat dit principe tot nu toe nauwelijks geëerbiedigd werd en dat men al te dikwijls de kleine en middelgrote ondernemingen en de middenstand verward heeft met de werkgeversvertegenwoordiging.

Evenwel zijn de problemen van de enen totaal verschillend van die van de anderen. De Minister is daarom van oordeel dat aan de Middenstand, waarvan in feite de vertegenwoordiging gegrond is op wettelijke en reglementaire criteria, een vertegenwoordiging moet verzekerd worden in alle overlegorganen.

Hij heeft daarom zijn administratie verzocht een inventaris op te maken van al deze organen met een analyse van elk systeem van vertegenwoordiging.

Indien geen specifieke vertegenwoordiging van de Middenstand voorzien is zou een aanpassing in die zin opgenomen worden in het wetsontwerp dat op dit ogenblik in voorbereiding is.

3. Le « plan plus un »

Deux membres se déclarent inquiets quant au rôle qui serait confié à l'O. N. Em. dans le cadre du « plan plus un ». Ils croient savoir que l'O. N. Em. accomplirait les formalités administratives et sociales résultant d'un premier engagement. Ces membres se demandent s'il ne serait pas préférable de confier l'accomplissement de ces formalités aux secrétariats sociaux qui existent déjà et sont bien équipés.

Le Ministre estime que, dans ce projet, le rôle de plet. Aucune proposition concrète n'a été discutée au niveau du Gouvernement. Il faut donc se méfier des déclarations hâtives. Selon le Ministre, il ne peut être question — et il s'efforcera de faire admettre ce point de vue — de substituer l'O. N. Em. aux secrétariats sociaux d'employeurs pour remplir toutes les formalités administratives et sociales résultant de l'engagement d'un travailleur.

Le Ministre estime que dans ce projet, le rôle de l'O. N. Em. est de prendre en charge une partie du coût social résultant de l'engagement du travailleur. Cela peut se faire en affectant une partie de l'allocation de chômage attribuée à ce travailleur au paiement de tout ou partie du salaire dû par le nouvel employeur.

Son rôle serait donc davantage à caractère financier que de nature sociale ou administrative. Le Ministre affirme à la Commission que ce projet retiendra toute son attention lorsqu'il viendra en discussion et que le Front commun des classes moyennes et des travailleurs indépendants l'a déjà alerté à ce propos.

4. Les classes moyennes et la fiscalité

Certains membres ont évoqué le projet qui prévoit la prolongation des délais de contrôle fiscal.

Cette question fait, selon le Ministre, également partie de la concertation sociale : elle sera examinée à l'occasion des projets relatifs à la lutte contre la fraude fiscale. Le Ministre déclare qu'à cette occasion il défendra une nouvelle fois le point de vue des milieux des classes moyennes.

Aux membres qui ont fait état de la sensibilité particulière des classes moyennes aux contrôles fiscaux et aux conséquences désagréables qui s'ensuivent, le Ministre répond que ces questions posent finalement le problème beaucoup plus vaste des relations entre le fisc et le travailleur indépendant. Dans cet ordre d'idées, il se demande s'il ne serait pas intéressant de suggérer au Ministre des Finances de revoir ce problème en collaboration avec les milieux concernés. Il estime que tout le monde y gagnerait, les travailleurs indépendants aussi bien que l'État. Le Ministre se déclare particulièrement disposé à appuyer toutes initiatives de ce genre.

B. Le Ministre des Classes moyennes en tant que gestionnaire du Département des Classes moyennes

1. Les compétences du Ministre et la réforme de l'Etat

On notera d'abord que, depuis la réforme de l'Etat de 1980, les compétences en matière de classes moyennes sont réparties entre trois niveaux de pouvoir, à savoir l'Etat central, les Régions et les Communautés.

Dans ce contexte, un membre estime souhaitable qu'une information concernant cette nouvelle répartition soit mise à la disposition tant des classes moyennes et des P. M. E.

3. Het « plus één plan »

Twee leden verklaren dat zij ongerust zijn over de rol die de R. V. A. zou toebedeeld worden in het aangekondigde « plus één plan ». Naar verluidt zou de R. V. A. de administratieve en sociale formaliteiten vervullen die voortvloeien uit een eerste aanwerving. Deze leden vragen zich af of deze formaliteiten niet beter zouden vervuld worden door de bestaande en goed uitgebouwde sociale secretariaten.

De Minister verklaart dat dit dossier nog niet volledig is. Op Regeringsvlak werd nog geen enkel concreet voorstel besproken. Men moet bijgevolg op zijn hoede zijn voor overhaaste verklaringen. Volgens de Minister kan er geen sprake van zijn, en hij zal zich inspannen dit standpunt te doen erkennen, dat de R. V. A. de erkende sociale secretariaten van werkgevers zou vervangen om alle administratieve en sociale formaliteiten te vervullen die voortvloeien uit de aanwerving van een werknemer.

De Minister is van oordeel dat in dit ontwerp, de rol van de R. V. A. erin bestaat een gedeelte van de sociale kostprijs die voortvloeit uit de aanwerving van een werknemer, ten laste te nemen. Dit kan gebeuren via de aanwerving van een gedeelte van de werklozensteun die toegekend wordt aan deze werknemer, voor de betaling van het geheel of een gedeelte van het loon dat verschuldigd is door de nieuwe werkgever.

Zijn rol zou bijgevolg eerder van financiële dan van sociale of administratieve aard zijn. De Minister verzekert de Commissie van zijn volle aandacht wanneer dit ontwerp ter discussie zal voorgelegd worden. Het gemeenschappelijk front van de Middenstand en de zelfstandigen had trouwens reeds zijn aandacht op dit feit gevestigd.

4. De Middenstand en de fiscaliteit

Een aantal leden hebben het ontwerp voor de verlenging van de termijnen voor de fiscale controle aangehaald.

Dit probleem maakt, aldus de Minister, eveneens deel uit van het sociaal overleg. Het zal onderzocht worden ter gelegenheid van de ontwerpen inzake de strijd tegen de fiscale fraude. De Minister verklaart dat hij, bij deze gelegenheid nogmaals het standpunt van de middenstandsmilieus zal verdedigen.

Aan de leden die de bijzondere gevoeligheid van middenstand inzake de fiscale controles en hun onaangename gevolgen ter sprake brachten antwoordt de Minister dat deze vragen tenslotte het veel ruimere probleem van de relaties tussen de belastingautoriteiten en de zelfstandige inhouden. Hij vraagt zich in dit verband af of het niet lonend zou zijn om aan de Minister van Financiën voor te stellen deze problematiek, in samenwerking met de betrokken milieus, te herzien. Iedereen zou hierbij baat vinden, zowel de zelfstandigen als de Staat. De Minister verklaart zich graag bereid dergelijke initiatieven te steunen.

B. De Minister van Middenstand als beheerder van het Departement van Middenstand

1. De bevoegdheden van de Minister en de staatshervorming

Vooreerst zij erop gewezen dat de bevoegdheden inzake de middenstand thans, ingevolge de staatshervorming van 1980, verdeeld zijn over drie machtsniveau's, nl. de Centrale Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen.

Een lid vindt het in dit verband wenselijk dat deze nieuwe verdeling zou toegelicht worden, zowel naar de middenstand en de K. M. O.'s toe als naar deze Commissie. De Minister

que de la Commission. Le Ministre déclare que cette question fera l'objet d'une publication. Quant à la Commission, le Ministre donne immédiatement une description schématique des matières relevant des compétences nationales, régionales et communautaires des six divisions composant l'Administration du Ministère des Classes moyennes.

I. LE SECRETARIAT GENERAL

I. Compétences nationales

A. *Le Secrétariat général proprement dit*

Au Secrétariat général appartient la haute direction du département.

Il assure la coordination des activités des diverses administrations ainsi que leur unité d'action et de jurisprudence, en conformité avec les orientations données par le Cabinet du Ministre.

B. *Le Service des Etudes et de la Documentation*

1. Etudes :

Dans une optique à caractère général, les questions d'ordre économique, financier ou social, intéressant la politique « Classes moyennes », notamment :

— tous les problèmes ayant une incidence sur l'activité des P. M. E. et des travailleurs indépendants;

— la représentation du département auprès de divers organismes (concernant par exemple le contrôle de l'électricité et du gaz, le Fonds du Commerce extérieur, la distribution, les denrées alimentaires, le contrôle de la qualité);

— la participation aux travaux de divers organismes internationaux, plus spécialement du Benelux et de la C. E. E.

2. Documentation :

Une bibliothèque disposant de plusieurs milliers de volumes consacrés à des matières d'ordre économique, juridique et social et d'information générale.

Un ensemble de dossiers et documents pouvant servir aussi bien pour l'ensemble des services du Ministère que pour l'extérieur.

II. Compétences régionales

Néant.

III. Compétences communautaires

Néant.

2. SERVICES GENERAUX

I. Compétences nationales

A. *Services généraux proprement dits*

1. Service juridique :

— contentieux (recours au Conseil d'Etat) — responsabilité civile;

— interprétation juridique;

— recours en grâce pour condamnations d'infractions.

verklaart dat aan een dergelijke publicatie zal gewerkt worden. Ten behoeve van de Commissie geeft de Minister onmiddellijk een schematische beschrijving van de materies die behoren tot de nationale, regionale en communautaire bevoegdheden van de zes afdelingen van de Administratie van het Ministerie van Middenstand.

I. HET SECRETARIAAT-GENERAAL

I. Nationale bevoegdheden

A. *Het eigenlijke secretariaat-generaal*

Aan het secretariaat-generaal komt het toe, de hoge directie van het departement waar te nemen.

Het verzekert de coördinatie van de activiteiten van de verschillende administraties alsook hun gelijklopende actie en rechtspraak, in overeenkomst met de richtlijnen van het Kabinet van de Minister.

B. *Studie- en Documentatiedienst*

1. Studies :

Vanuit een algemeen standpunt, de economische, financiële en sociale problemen inzake het beleid « Middenstand », onder andere :

— alle problemen die een weerslag hebben op de werkzaamheden van de K. M. O.'s en de zelfstandigen;

— de vertegenwoordiging van het departement binnen verschillende organismen (betreffende bijvoorbeeld de controle van electriciteit en gas, het Fonds voor buitenlandse Handel, de distributie, de levensmiddelen, de controle van de kwaliteit);

— de deelname aan de werkzaamheden van verschillende internationale organismen, meer in het bijzonder van de Benelux en de E. E. G.

2. Dokumentatie :

Een bibliotheek met duizenden werken van economische, juridische, sociale en algemene aard.

Een geheel van dossiers en documenten die zowel door alle diensten van de Ministeries als door buitenstaanders kan gebruikt worden.

II. Regionale bevoegdheden

Geen.

III. Communautaire bevoegdheden

Geen.

2. ALGEMENE DIENSTEN

I. Nationale bevoegdheden

A. *De eigenlijke algemene diensten*

1. Juridische dienst :

— geschillen (beroep bij de Raad van State — burgerlijke verantwoordelijkheid);

— juridische interpretatie;

— verzoek om genade na een veroordeling op een inbreuk.

2. Personnel :

statuts — carrière — temporaires — traitements — décorations.

3. Comptabilité — Budget — Imputation :

- élaboration et exécution des budgets;
- comptabilisation;
- contrôle des créances.

4. Economat et Service social :

- économat : gestion des bureaux;
- équipement;
- vérification des factures;
- sécurité des agents;
- service social : aide générale et chèques-repas.

5. Traduction : traduction et collationnement.

B. *Registre central : Commerce + Artisanat*

1. Constitution d'un dossier par commerçant.

2. Constitution d'une banque de données groupant les informations recueillies dans les dossiers individuels.

II. Compétences régionales

Néant.

III. Compétences communautaires

Néant.

3. AFFAIRES SOCIALES

I. Compétences nationales

A. *Réglementation sociale et affaires administratives*

1. Division administrative :

- Affaires générales — Personnel — Juridiction du travail.
- Greffes de la Commission des dispenses de cotisations.

2. Etudes techniques et juridiques en matière de statut social :

- Statut social en général (obligations);
- Assurance contre la maladie et l'invalidité;
- Conventions internationales;
- Pensions et prestations familiales.

B. *Inspection*

- Inspection sociale;
- Contrôle des caisses d'assurances sociales :

- a) contrôle administratif;
- b) contrôle des prestations;
- c) contrôle comptable.

2. Personeel :

statuten — loopbaan — tijdelijke beambten — lonen — eretekens.

3. Boekhouding — begroting — aanrekeningen :

- opmaken en uitvoeren van de begrotingen;
- boekingen;
- controle van de schuldvorderingen.

4. Huishoudelijke en sociale dienst :

- huishoudelijke dienst : beheer van de bureaus;
- uitrusting;
- nazicht van de facturen;
- veiligheid van de ambtenaren;
- sociale dienst : algemene hulp en maaltijdcheques.

5. Vertaaldienst : vertaling en collationering.

B. *Centraal Register : Handel + Ambacht.*

1. Samenstellen van één dossier per handelaar.

2. Opstellen van een gegevensbank die alle informatie verkregen in de individuele dossiers groepeer.

II. Regionale bevoegdheden

Geen.

III. Communautaire bevoegdheden

Geen.

3. SOCIALE ZAKEN

I. Nationale bevoegdheden

A. *Sociale reglementering en administratieve zaken*

1. Administratieve afdeling :

- Algemene zaken — Personeel — Arbeidsgerechtigd.
- Griffies van de commissie voor de vrijstelling van bijdragen.

2. Technische en juridische studies inzake het sociaal statuut :

- Sociaal statuut in het algemeen (verplichtingen);
- Ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- Internationale overeenkomsten;
- Pensioenen en gezinsbijslagen.

B. *Inspectie*

- Sociale inspectie;
- Controle over de sociale verzekeringskassen :

- a) administratieve controle;
- b) controle over de prestaties;
- c) boekhoudkundige controle.

C. Actuariat

Etudes financières et actuarielles en matière de statut social.

II. Compétences régionales

Néant.

III. Compétences communautaires

Néant.

4. REGLEMENTATION

I. Compétences nationales

1^{re} direction :

a) Représentation des Classes moyennes : agrégation des fédérations professionnelles et interprofessionnelles, contrôle des propositions budgétaires des Chambres des métiers et négoce et du Conseil supérieur des Classes moyennes, attribution des subventions à ces différents organismes, contrôle des propositions budgétaires de l'Institut économique et social des Classes moyennes;

b) Propositions de distinctions honorifiques attribuées aux chefs d'entreprise;

c) Exécution de la loi du 19 février 1965 concernant l'exercice par les étrangers des activités professionnelles indépendantes;

d) Exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulancier;

e) Octroi des licences bouchers et des licences en produits de viande;

f) Exécution des tâches confiées au Ministre des Classes moyennes par la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

2^{me} direction :

a) Exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'accès aux professions artisanales et commerciales et des réglementations prises en application de celle-ci;

Examen des projets de requêtes en collaboration avec les organisations professionnelles et le Conseil supérieur des Classes moyennes;

Contrôle de l'activité des bureaux des Chambres des métiers et négoce en matière d'octroi des attestations d'accès;

Participation aux activités du Conseil d'établissement;

Délivrance des dérogations prévues à l'article 5, § 3, de la loi;

Délivrance des attestations « C. E. E. » permettant l'établissement des ressortissants belges dans des Etats membres de la Communauté;

P. M. : Décisions de relevés de forclusion en matière de régime transitoire (résiduaire);

b) Exécution de la loi du 22 juin 1960 sur le repos hebdomadaire et de la loi sur la fermeture du soir;

c) Exécution des dispositions de la loi sur les pratiques du commerce relatives aux appellations d'origine;

d) Etudes préalables à l'exécution de la loi du 1^{er} mars 1976 sur l'organisation des professions intellectuelles prestataires de services.

C. Actuarial

Financiële en actuariële studies inzake het sociaal statuut.

II. Regionale bevoegdheden

Geen.

III. Communautaire bevoegdheden

Geen.

4. REGLEMENTERING

I. Nationale bevoegdheden

1^{re} directie :

a) Vertegenwoordiging van de Middenstand : erkenningen van de professionele en interprofessionele federaties, controle van de begrotingsvoorstellen van de Kamers van Ambachten en Neringen en van de Hoge Raad voor de Middenstand, toekenning van toelagen aan deze verschillende organismen, controle van de begrotingsvoorstellen van het sociaal en economisch Instituut voor de Middenstand;

b) Voorstellen voor het toekennen van eretekens aan ondernemingshoofden;

c) Uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening door vreemdelingen van zelfstandige beroepsactiviteiten;

d) Uitvoering van het koninklijk besluit van 28 november 1939 tot reglementering van de leurhandel;

e) Toekenning van beenhouwersvergunningen en vergunningen voor vleeswaren;

f) Uitvoering van de opdrachten toevertrouwd aan de Minister van Middenstand door de wet van 26 juni 1963 tot oprichting van de Orde der architecten.

2^{de} directie :

a) Uitvoering van de wet van 15 december 1970 over de toegang tot de handels- en ambachtsberoepen en de reglementeringen genomen in toepassing van deze wet;

Onderzoek van de ontwerpen van verzoekschriften in samenwerking met de professionele organisaties en de Hoge Raad voor de Middenstand;

Controle over de activiteiten van de bureaux van de Kamers van Ambachten en Neringen inzake de toekenning van toegangsgetuigschriften;

Deelname aan de activiteiten van de Vestigingsraad;

Aflevering van de afwijkingen voorzien in artikel 5, § 3, van de wet;

Aflevering van de getuigschriften « E. E. G. » die de vestiging van Belgische ondernemingen in de Lid-Staten van de Gemeenschap toelaten;

P. M. : Beslissingen van niet-ontvankelijkheidsverklaringen inzake het overgangsstelsel (overblijvende);

b) Uitvoering van de wet van 22 juni 1960 op de wekelijkse rust en van de wet op het nachtelijk sluitingsuur;

c) Uitvoering van de beschikkingen van de wet op de handelspraktijken inzake de benaming van oorsprong;

d) Voorgaande studies voor de uitvoering van de wet van 1 maart 1976 tot de organisatie van de dienstverlenende intellectuele beroepen.

3^{me} direction :

Contrôle;

Enquêtes et constats d'infraction dans les domaines de l'accès aux professions commerciales et artisanales, du travail frauduleux, de la carte professionnelle pour étrangers, des implantations commerciales et du commerce ambulant.

II. Competences regionales

Néant.

III. Competences communautaires

Néant.

5. FORMATION PROFESSIONNELLE

I. Compétences nationales

1) L'agrément du Comité national de Coordination et de Concertation de la formation permanente des Classes moyennes, des membres de son conseil d'administration et de son personnel;

2) l'agrément des commissions nationales et de leurs membres;

3) l'octroi au Comité national de subventions relatives :

a) aux dépenses de son secrétariat;

b) à sa mission générale d'étude et d'avis;

c) à l'élaboration des programmes de connaissances générales et professionnelles théoriques et pratiques aux stades de l'apprentissage ou de la formation de chef d'entreprise, et à leur concordance avec les exigences de la loi du 15 décembre 1970;

d) à une représentation et à l'organisation des activités sur les plans national et international.

II. Compétences régionales

Néant.

III. Competences communautaires

1) L'agrément des Instituts de formation permanente, des membres de leurs conseils d'administration et de leur personnel ainsi que celle des Centres de formation permanente et de leurs directeurs;

2) l'agrément des secrétaires d'apprentissage ainsi que celle des commissions d'apprentissage;

3) l'agrément des contrats d'apprentissage et des engagements d'apprentissage contrôlé;

4) l'agrément des cours de formation de base;

5) le visa des certificats d'apprentissage et des diplômes de formation de chef d'entreprise;

6) l'agrément des activités de la formation prolongée, de la reconversion professionnelle et du perfectionnement pédagogique complémentaire;

7) l'octroi aux Instituts de formation permanente des subventions relatives :

a) aux dépenses de leurs secrétariats;

b) à la réalisation des tâches des Centres de formation permanente;

3^e directie :

Controle;

Onderzoeken en vaststellingen van inbreuken op het gebied van de toegang tot de handels- en ambachtsberoepen, de sluikarbeid, de beroepskaart voor vreemdelingen, de handelsvestiging en de leurhandel.

II. Regionale bevoegdheden

Geen.

III. Communautaire bevoegdheden

Geen.

5. BEROEPSOPLEIDING

I. Nationale bevoegdheden

1) De erkenning van het Nationaal Coördinatie- en overlegcomité voor voortdurende vorming van de middenstand, de leden van zijn Beheerraad en zijn personeel;

2) de erkenning van de nationale commissies en hun leden;

3) de toekenning van toelagen aan het Nationaal Comité inzake :

a) de uitgaven voor zijn secretariaat;

b) de algemene opdracht voor studie en advies;

c) de uitwerking van programma's inzake algemene kennis en theoretische en praktische beroepskennis op het niveau van de leertijd of van de opleiding tot ondernemingshoofd, en hun overeenkomst met de eisen van de wet van 15 december 1970;

d) de vertegenwoordiging en de organisatie van activiteiten op nationaal en internationaal niveau.

II. Regionale bevoegdheden

Geen.

III. Communautaire bevoegdheden

1) De erkenning van de Instituten voor voortdurende vorming, van de leden van hun Beheerraden en van hun personeel alsook van die van de Centra voor voortdurende vorming en hun directeurs;

2) de erkenning van de leersecretariaten alsook van die van de leercommissies;

3) de erkenning van de leerovereenkomsten en van de gecontroleerde leerverbintenissen;

4) de erkenning van de leergangen van de basisopleiding;

5) de visa voor de leergetuigschriften en de diploma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd;

6) de erkenning van de activiteiten van de voortgezette opleiding, van de professionele omscholing en van de aanvullende pedagogische vervolmaking;

7) de toekenning van toelagen aan de Instituten voor voortdurende vorming inzake :

a) de uitgaven voor zijn secretariaat;

b) de verwezenlijking van de taken van de centra voor voortdurende vorming;

c) aux activités de la formation prolongée organisées par les associations professionnelles et interprofessionnelles;

d) aux secrétaires d'apprentissage;

e) aux activités du perfectionnement pédagogique complémentaire qu'ils organisent en collaboration avec les Centres.

6. EXPANSION ECONOMIQUE

I. Compétences nationales

1. Politique générale des P. M. E. — Réponse aux questions à portée globale et aux questions parlementaires au plan national — Statistiques concernant les trois Régions.

2. Enquêtes demandées par le Fonds de Garantie pour les dossiers requérant une autorisation préalable du Ministre.

3. Tutelle de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

4. Octroi de subsides directs :

— à la Commission nationale des Métiers d'art et aux commissions spécialisées;

— à des organismes nationaux d'assistance technique et de promotion sociale.

5. Représentation du Ministre auprès de divers organismes et commissions, par exemple en matière de prix, d'aide conjoncturelle, de politique nationale du crédit.

6. Crédits accordés à l'outillage artisanal par la C.N.C.P.

7. Garantie ou aide de l'Etat en faveur des petits commerçants lésés suite à des travaux d'utilité publique.

8. Autorisations aux organismes de crédit d'effectuer des opérations sur fonds de commerce et factures.

9. Immunisation fiscale des plus-values réinvesties ou réalisées lors de l'apport de l'universalité des biens en société.

10. Primes d'établissement dans le secteur de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage.

II. Compétences régionales

a) Aides visées par la loi du 4 août 1978 :

— subvention-intérêt;
— prime en capital;
— prime d'emploi;
— prime de premier établissement;
— intervention dans les frais d'affiliation à un secrétariat social agréé;
— aides fiscales (précompte immobilier, investissement, droits professionnels);

b) Octroi de subsides directs à certains organismes d'assistance technique ou de promotion des P. M. E. au plan régional et aux offices provinciaux des Métiers d'art;

c) Demande de la garantie de la Région avec ou sans octroi de subvention-intérêt.

III. Compétences communautaires

Néant.

c) de activiteiten van de voortgezette opleiding georganiseerd door de professionele en interprofessionele verenigingen;

d) de leersecretariaten;

e) de activiteiten van de aanvullende pedagogische vervolmaking die zij organiseren in samenwerking met de centra.

6. ECONOMISCHE EXPANSIE

I. Nationale bevoegdheden

1. Algemeen beleid K. M. O.'s — Antwoorden op vragen van algemene aard en op parlementaire vragen op nationaal vlak — Statistieken betreffende de drie Gewesten.

2. Onderzoeken op aanvraag van het Waarborgfonds voor dossiers die een voorafgaandelijke goedkeuring van de Minister vereisen.

3. Voogdij over de Nationale Kas voor Beroepskrediet.

4. Toekenning van allerlei toelagen :

— aan de Nationale Commissie voor Kunstambachten en de gespecialiseerde commissies;

— aan nationale organismen voor technische bijstand en sociale promotie.

5. Vertegenwoordiging van de Minister bij verschillende organismen en commissies, inzake, bijvoorbeeld : de prijs, conjunctuurhulp, nationaal kredietbeleid.

6. Kredieten toegekend voor ambachtsgereedschap door de N. K. B. K.

7. Waarborg of steun van de staat ten gunste van kleine handelaars die benadeeld werden door werken van openbaar nut.

8. Toelatingen aan de kredietinstellingen om operaties uit te voeren op handelsfondsen en facturen.

9. Fiscale vrijstelling van de meerwaarden die terug geïnvesteerd of verwezenlijkt werden tijdens de inbreng van het hele vermogen in de maatschappij.

10. Vestigingspremies in de landbouw-, tuinbouw- en vee- teeltsector.

II. Regionale bevoegdheden

a) Steunverleningen bepaald door de wet van 4 augustus 1978 :

— rentetoelage;
— kapitaalpremie;
— arbeidsplaatspremie;
— premies van eerste vestiging;
— tussenkomst in de toetredingsbijdrage tot een erkend sociaal secretariaat;
— fiscale steun (onroerende voorheffing, investering, evenredigheidsrechten);

b) Toekenning van rechtstreekse toelagen aan bepaalde organismen voor technische bijstand of voor de bevordering van de K. M. O.'s op regionaal vlak en aan de provinciale diensten van Kunstambachten;

c) Aanvraag van de waarborg van het Gewest met of zonder de toekenning van een rentetoelage.

III. Communautaire bevoegdheden

Geen.

Le Ministre fait observer que cet éclatement des compétences s'accompagne bien entendu de mouvements de personnel. Ces mouvements viennent d'être réalisés. Ces événements ont pu avoir un impact négatif sur le bon fonctionnement de l'administration mis en cause par plusieurs membres. Le transfert de fonctionnaires aux administrations communautaires ou régionales a démembré certains services. Le Ministre a néanmoins donné les instructions voulues en vue de la réorganisation nécessaire ainsi qu'en ce qui concerne les délégations de signatures.

2. *Maintien de cellules nationales*

En ce qui concerne les missions du Comité national de coordination et de concertation de la formation permanente des classes moyennes et de la direction de l'expansion économique, le Ministre précise que la maintien de ces cellules nationales n'implique aucunement le retransfert de compétences régionales ou communautaires au niveau national.

Il subsiste en effet des missions nationales relatives à la formation permanente et à l'expansion économique. Le Ministre renvoie à ce propos au schéma des tâches des différentes directions du Ministère, qui figure sous le point précédent.

En ce qui concerne la charge budgétaire, pour 1982, des cellules nationales « Expansion économique » et « Formation professionnelle », le Ministre déclare qu'elle est respectivement de 21,6 millions (dont 15,5 millions au titre des rémunérations) et de 10,8 millions (dont 7,8 millions au titre des rémunérations).

En réponse à la question relative à la composition de la Direction nationale de l'expansion économique, le Ministre renvoie à l'annexe III du présent rapport.

3. *Lenteur du fonctionnement de l'Administration des Classes moyennes*

Un membre souhaite connaître les causes de la lenteur constatée parfois dans le fonctionnement de l'administration. A titre d'exemple, il cite le cas de la délivrance de la carte de commerçant ambulant et de la carte professionnelle.

Le Ministre déclare que les problèmes d'ordre administratif, évoqués au point 1 ci-dessus, ne sont pas seuls à l'origine de certains retards. En matière de délivrance de cartes de commerçant ambulant et de cartes professionnelles, notamment, les législations et les réglementations que l'administration doit appliquer expliquent aussi certaines lenteurs.

En ce qui concerne la délivrance des cartes de commerçant ambulant, la législation oblige très souvent à demander l'avis soit d'autres départements, comme la Santé publique en ce qui concerne les viandes, poissons, etc., soit des Chambres des métiers et négoce pour les produits textiles.

Ces procédures doivent, jusqu'à nouvel ordre, être respectées. Cette réglementation très ancienne et assez compliquée est cependant à l'origine de ces retards.

Le Ministre ne doute pas que le projet de loi révisant la matière, que le Parlement devra examiner prochainement, permettra d'actualiser cette législation et d'assouplir les conditions d'accès à l'activité ambulante.

En ce qui concerne les cartes professionnelles pour étrangers, la législation peut aussi être à l'origine de certains retards. Ainsi qu'on le sait, le Ministre des Classes moyennes peut en cette matière agir entièrement comme il l'entend.

Deze splitsing van de bevoegdheden, aldus de Minister, gaat uiteraard gepaard met personeelswijzigingen. Deze wijzigingen werden zojuist verwezenlijkt. Het is een feit dat deze gebeurtenissen een negatieve weerslag hebben op de goede werking van de administratie, zoals werd opgemerkt door een aantal commissieleden. De overdracht van ambtenaren aan de regionale en communautaire administraties heeft sommige diensten ontwricht. De Minister heeft evenwel de vereiste richtlijnen gegeven voor de nodige reorganisatie alsook voor de delegaties van handtekeningen.

2. *Behoud van nationale cellen*

Wat de opdrachten van het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor voortdurende vorming van de Middenstand en de directie van de Economische Expansie aangaat, preciseert de Minister dat het behoud van deze nationale cellen helemaal geen terugbrengen van gewestelijke of communautaire bevoegdheden naar het nationale niveau betreft.

Er blijven inderdaad nationale opdrachten met betrekking tot de voortdurende vorming en de economische expansie. Hij verwijst hierbij naar zijn overzicht van de taken en bevoegdheden van de directies van het Ministerie, opgenomen in het vorige punt.

Inzake de begrotingslast 1982 van deze nationale cellen « Economische expansie » en « Beroepsopleiding » verklaart de Minister dat deze 21,6 miljoen (waarvan 15,5 miljoen bezoldigingen) bedraagt voor de cel « Economische expansie » en 10,8 miljoen (waarvan 7,8 miljoen bezoldigingen) voor de cel « Beroepsopleiding ».

Voor de samenstelling van de Nationale Directie voor de Economische expansie verwijst de Minister naar bijlage III van dit verslag.

3. *Trage werking van de Administratie van de Middenstand*

Een lid wenst de oorzaken te kennen van de soms trage werking van de Administratie. Als voorbeeld haalt het lid de afgifte van leur- en beroepskaarten aan.

De Minister van Middenstand verklaart dat niet alleen problemen van administratieve aard, zoals aangehaald in punt 1 hierboven, aan de oorsprong liggen van sommige vertragingen. Meer speciaal inzake de afgifte van leurkaarten of beroepskaarten wordt de vast te stellen achterstand verklaard door de wetten en reglementen die de Administratie terzake moet toepassen.

Wat deze afgifte van leurkaarten betreft, verplicht de wetgeving zeer dikwijls het advies te vragen hetzij van andere departementen, zoals Volksgezondheid betreffende vlees- en visprodukten, hetzij van de Kamers van Ambachten en Neringen voor textielprodukten.

Deze procedures moeten tot nader order geëerbiedigd worden. Deze zeer oude en vrij ingewikkelde reglementering ligt evenwel aan de basis van deze vertragingen.

De Minister twijfelt er niet aan dat het wetsontwerp tot herziening van deze materie, dat binnenkort zal moeten onderzocht worden door het Parlement, zal toelaten deze wetgeving te vernieuwen en de voorwaarden voor de toegang tot de leuractiviteit te versoepelen.

Wat de beroepskaarten voor vreemdelingen betreft, kan de wetgeving ook aan de basis liggen van bepaalde achterstanden. Zoals bekend kan de Minister van Middenstand voor deze materie volledig naar eigen goeddunken handelen.

Une seule obligation lui est imposée. Lorsque le dossier comporte un élément pouvant justifier une décision négative, le Ministre doit le soumettre à l'avis préalable du Conseil d'enquête économique pour étrangers. Cet avis ne lie toutefois pas le Ministre, mais la consultation du Conseil est obligatoire pour que le Ministre puisse prendre une décision de refus.

Le rôle du Conseil d'enquête économique est actuellement encombré. Près de 770 dossiers sont inscrits au rôle du Conseil.

Le Ministre rappelle que la déclaration gouvernementale prévoit une limitation de l'immigration. Aussi a-t-il confirmé les directives de son prédécesseur imposant à l'administration d'envoyer systématiquement au Conseil d'enquête les demandes introduites par les immigrants.

D'autre part, les données fournies par l'Institut national de statistique font apparaître une orientation très nette des demandes d'autorisation d'activités professionnelles introduites par les étrangers. Ces demandes s'orientent toujours vers deux ou trois mêmes secteurs qui ont atteint très rapidement la limite de saturation.

Cette constatation a été confirmée par une étude réalisée en 1981 par les services d'études du département, en collaboration avec l'Institut économique et social des Classes moyennes.

Ces secteurs sont principalement l'alimentation générale, le secteur Horeca et le textile.

Le prédécesseur du Ministre avait décidé de stabiliser le nombre de commerces en alimentation et en textile (gros et détail) exploités par des étrangers, de limiter par voie de conséquence le nombre d'autorisations nouvelles, d'éviter dans la mesure du possible les implantations prématurées et d'empêcher la concentration locale excessive, notamment dans les grandes agglomérations.

Le Ministre des Classes moyennes a confirmé les dispositions arrêtées par son prédécesseur. Cela signifie que toutes les demandes relatives à l'ouverture de commerces d'alimentation, de commerces d'import-export ou de restaurants et cafés sont systématiquement envoyées au Conseil d'enquête économique pour étrangers. Il se fait malheureusement que c'est dans ces trois secteurs que la quasi-totalité des demandes de carte professionnelle pour étrangers sont introduites.

Afin de désencombrer le Conseil d'enquête économique pour étrangers, le Ministre a entamé une procédure visant à augmenter le nombre de suppléants siégeant au sein de ce Conseil, de manière à lui permettre de tenir plus d'audiences. Le Ministre signale à cet égard que le Conseil d'enquête a siégé même pendant les vacances, alors que les personnes qui le composent sont soit des magistrats, soit des fonctionnaires.

Enfin, le Ministre estime qu'il ne serait pas opportun de modifier la ligne politique tracée par son prédécesseur et qu'il a lui-même reprise en ce qui concerne l'installation de travailleurs étrangers comme indépendants dans notre pays.

4. *Réglementation des professions intellectuelles prestataires de services*

Un membre s'étonne du retard dans le dépôt du projet de loi pouvant résoudre les difficultés qui ont jusqu'à présent fait obstacle à l'application de la loi Verhaegen sur la réglementation des professions intellectuelles prestataires de services.

Er wordt de Minister slechts één verplichting opgelegd. Wanneer een dossier een element bevat dat een negatieve beslissing kan rechtvaardigen moet hij dit voorleggen aan het voorafgaandelijke advies van de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen. Dit advies is evenwel niet bindend voor de Minister maar de raadpleging van de Raad is verplicht om de Minister toe te laten een weigeringsbeslissing te nemen.

De rol van de Raad voor economisch onderzoek is thans overbelast. Ongeveer 770 dossiers zijn op de rol van de Raad ingeschreven.

De Minister herinnert eraan dat de Regeringsverklaring een beperking van de immigratie voorziet. Hij heeft dan ook de richtlijnen van zijn voorganger bekrachtigd die de administratie verplichten stelselmatig naar de Raad voor Onderzoek de aanvragen te sturen die ingediend worden door immigranten.

Anderzijds bewijzen de gegevens, verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek dat er een zeer duidelijke oriëntering is van de toelatingsaanvragen voor beroepsactiviteiten ingediend door vreemdelingen. Deze aanvragen richten zich steeds naar dezelfde twee of drie sectoren die aldus zeer vlug de grens van de verzadiging bereikt hebben.

Deze vaststelling werd bevestigd door een studie verwezenlijkt in 1981 door de studiedienst van het departement, in samenwerking met het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

Deze sectoren zijn hoofdzakelijk de algemene voeding, de Horeca-sector en de textielwaren.

Door zijn voorganger werd beslist het aantal voedings- en textielzaken (groot- en kleinhandel), uitgebaat door vreemdelingen, te stabiliseren en bijgevolg het aantal nieuwe vergunningen te beperken alsook, in de mate van het mogelijke, voorbarige vestigingen te vermijden en de buitensporige lokale concentratie, o.a. in de grote agglomeraties, te voorkomen.

De Minister van Middenstand heeft deze beschikkingen van zijn voorganger bevestigd. Dit betekent dat alle aanvragen voor de opening van voedingszaken, import- en exportzaken of van restaurants en cafés stelselmatig gestuurd worden naar de Raad voor Economisch onderzoek inzake vreemdelingen. Spijtig genoeg worden juist in deze drie sectoren bijna alle aanvragen van beroepskaarten voor vreemdelingen ingediend.

Ten einde de Raad voor economisch onderzoek inzake vreemdelingen te ontlasten heeft de Minister een procedure ingezet om het aantal plaatsvervangende leden die zetelen in deze Raad te verhogen zodat men meer zittingen zal kunnen houden. De Minister stipt aan dat de Raad voor Onderzoek zelfs tijdens de vakantie zetelde alhoewel de personen die er deel van uitmaken hetzij magistraten hetzij functionarissen zijn.

Tenslotte is de Minister van oordeel dat het niet raadzaam zou zijn de politieke lijn, uitgewerkt door zijn voorganger en door hem overgenomen inzake de vestiging van vreemdelingen als zelfstandigen in ons land, te wijzigen.

4. *Reglementering van de dienstverlenende intellectuele beroepen*

Een lid is verbaasd over de vertraging bij de indiening van het wetsontwerp dat de moeilijkheden zou kunnen oplossen die tot nu toe de toepassing belemmerd hebben van de wet Verhaegen op de reglementering van de dienstverlenende intellectuele beroepen.

Le Ministre déclare qu'il s'est occupé de ce dossier dès son entrée en fonction et qu'il a donné les instructions voulues pour que ce projet de loi soit préparé. Ce projet a fait l'objet d'un avis très circonstancié du Conseil supérieur des Classes moyennes en date du 24 juin 1982. Suite à cet avis, le texte a été revu, et il sera soumis sous peu au Conseil des ministres.

Le Ministre attire l'attention sur un aspect politique d'un des problèmes que ce projet de loi devait résoudre du fait que le champ d'application de la loi n'était pas clairement défini. Bien sûr, on pouvait raisonnablement estimer que la loi s'appliquait aux travailleurs indépendants, mais lors de la discussion en commission parlementaire, un de ses prédécesseurs avait estimé que cette loi serait également applicable aux personnes exerçant une profession à titre de salarié ou d'appointé dans une entreprise dont l'objet social était la profession faisant l'objet de la réglementation.

A cet égard, un autre prédécesseur du Ministre avait voulu aller plus loin et, à la demande d'ailleurs de certaines organisations professionnelles, étendre la réglementation à tous les salariés et appointés quel que soit l'objet social de l'entreprise où ils sont occupés.

Cette extension du champ d'application de la loi Verhaegen a posé des problèmes politiques évidents, et lorsque ce projet a été soumis au Conseil des ministres, il a été renvoyé à un groupe de travail qui, finalement, en a saisi le Conseil national du travail.

C'est essentiellement cette procédure qui a retardé le dépôt du projet de loi modifiant la loi Verhaegen. Dans son avis sur le projet actuel, le Conseil supérieur des Classes moyennes a été très clair à cet égard; il a demandé que la loi Verhaegen s'adresse exclusivement aux personnes travaillant comme indépendant. Selon le Ministre, ce projet a donc posé des problèmes non plus uniquement techniques mais aussi politiques.

5. Indemnisation des commerçants en cas de grands travaux publics

La quasi-totalité des membres de la Commission soulève la question des commerçants victimes des grands travaux d'utilité publique.

Le Ministre ne cache pas qu'il s'agit là d'un dossier extrêmement difficile dans la mesure où ses implications budgétaires peuvent être importantes. Lorsque son prédécesseur avait présenté son projet de loi en 1976, son texte comportait à la fois un volet indemnisation et un volet crédit.

Seul le volet crédit a été retenu. Cela n'a toutefois servi à rien puisque c'est pour mémoire que l'on maintient un montant au poste budgétaire afférent à cette mesure.

Le Ministre croit que la seule solution possible pour résoudre cette situation dramatique doit être fondée sur le principe d'une indemnisation raisonnable de la part du maître de l'ouvrage.

C'est dans ce sens que le Ministre cherche une solution, avec la collaboration du Ministre des Travaux publics.

6. La loi sur les implantations commerciales

Un membre évoque la loi sur les implantations commerciales et plus particulièrement la question du projet Basilix de Berchem-St-Agathe. Il veut savoir si le maître de l'ouvrage de ce projet a obtenu un permis de bâtir, s'il a respecté les procédures prévues par la loi et si, dans la négative, il n'y a pas lieu d'arrêter les travaux.

De Minister verklaart dat hij bij zijn ambstaanzaarding onmiddellijk dit dossier heeft aangepakt alsook de nodige richtlijnen heeft gegeven om dit wetsontwerp voor te bereiden. Dit ontwerp heeft het voorwerp uitgemaakt van een uitvoerig advies van de Hoge Raad voor de Middenstand dd. 24 juni 1982. Ingevolge dit advies werd de tekst herzien. Binnenkort zal hij neergelegd worden bij de Minister-raad.

De Minister wijst op een politiek aspect van één der problemen die door dit wetsontwerp moest opgelost worden aangezien het toepassingsgebied van de wet niet duidelijk bepaald was. Natuurlijk kon men redelijkerwijze aannemen dat de wet toepasselijk was op de zelfstandigen maar tijdens de bespreking in de Parlementaire Commissie meende één van zijn voorgangers dat deze wet ook toepasselijk zou zijn op personen die een beroep uitoefenen als loon- of weddetrekkende in een onderneming waarvan het maatschappelijk doel het beroep was dat het voorwerp uitmaakte van de reglementering.

Nog een andere voorganger van de Minister wou in dit kader nog verder gaan en, op aanvraag trouwens van bepaalde professionele organisaties, de reglementering uitbreiden tot alle loon- en weddetrekkenden, welk ook het maatschappelijk doel zou zijn van de onderneming waarvoor zij werken.

Deze verruiming van het toepassingsgebied van de wet Verhaegen heeft een aantal duidelijke politieke problemen gesteld. Toen dit ontwerp voor de Ministerraad kwam werd het teruggestuurd naar een werkgroep die tenslotte de zaak bij de Nationale Arbeidsraad heeft aanhangig gemaakt.

Hoofdzakelijk deze werkwijze heeft de indiening van het wetsontwerp tot wijziging van de wet Verhaegen vertraagd. In zijn advies over het huidige ontwerp is de Hoge Raad voor de Middenstand in dit opzicht zeer duidelijk geweest. Hij heeft gevraagd dat de wet Verhaegen uitsluitend zou gericht zijn tot personen die als zelfstandige werken. Dit ontwerp heeft, aldus de Minister, duidelijk niet alleen technische maar ook politieke problemen gesteld.

5. Schadeloosstelling van handelaars in geval van grote openbare werken

Bijna alle commissieleden hebben het probleem aangehaald van de handelaars die het slachtoffer zijn van grote werken van openbaar nut.

De Minister verheelde niet dat het hier over een bijzonder moeilijk dossier gaat in de mate dat de budgettaire gevolgen ervan zeer omvangrijk kunnen zijn. Toen zijn voorganger zijn wetsontwerp voorlegde in 1976, bevatte zijn tekst een vergoedingsluik en een kredietluik.

Alleen het kredietluik werd weerhouden. Dit heeft evenwel tot niets geleid daar men slechts pro memorie een bedrag voor deze maatregel op de begrotingspost behoudt.

De Minister meent dat de enig mogelijke oplossing om deze dramatische toestand op te lossen gebaseerd moet zijn op het principe van een redelijke vergoeding vanwege de bouwheer.

Het is in die zin dat de Minister, in samenwerking met de Minister van Openbare Werken, een oplossing zoekt.

6. De wet op de handelsvestigingen

Een lid brengt de wet op de handelsvestigingen ter sprake, en meer in het bijzonder het project Basilix te St-Agatha-Berchem. Het lid wenst te weten of de bouwheer van dit project over een bouwvergunning beschikt, de door de wet voorziene procedures heeft geëerbiedigd en of, in het negatieve geval, deze werken niet moeten stilgelegd worden.

Le Ministre des Classes moyennes déclare qu'il veut profiter de l'occasion pour dresser le bilan de l'année 1981 en ce qui concerne l'application de la loi sur les implantations commerciales en comparant les surfaces accordées et refusées. En Flandre, il y a eu 41 décisions positives (quel que soit le stade de la procédure) pour 57 063 m²; en Wallonie, 8 pour 7 208 m² et à Bruxelles 2 pour 1 039 m².

Les dossiers refusés représentent pour l'année 1981 16 677 m² en Wallonie, 37 177 m² en Flandre et 700 m² à Bruxelles.

Pour de plus amples renseignements, le Ministre renvoie la Commission à l'annexe II, qui présente un tableau comparatif de l'évolution du pourcentage de surface refusée par rapport à celle accordée.

En ce qui concerne la Région wallonne, s'est posé le problème particulier du moratoire décidé en 1980 par le Comité interministériel de la Distribution, à la demande du représentant de la Région wallonne. Le moratoire a été remis en cause au cours des derniers mois, mais un consensus a pu finalement être trouvé et le moratoire a été confirmé dans son principe. Cela signifie que le Comité interministériel ne statue plus sur aucun dossier en attendant qu'une étude ait été réalisée par la Région wallonne sur l'équilibre entre petits commerces et grandes surfaces.

Toutefois, cinq décisions viennent d'être prises : trois positives relatives à des dossiers n'ayant aucun impact immédiat sur le moratoire et deux négatives dans des dossiers où il y avait infraction manifeste à la législation.

Pour la Région bruxelloise, le Ministre précise qu'il y a un dossier extrêmement délicat à tous points de vue et surtout au point de vue juridique : le dossier Basilix, mentionné par le membre.

Ce dossier s'est développé pendant près d'une dizaine d'années.

C'est pour cette raison que le Ministre souhaiterait d'abord résumer l'historique de ce projet d'implantation :

— dans le courant de l'année 1974, une demande de certificat d'urbanisme pour l'implantation en cause est présentée à l'administration de l'urbanisme;

— le comité officieux des fonctionnaires qui existait avant l'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1975 émet un avis négatif le 31 décembre 1974;

— le 20 juin 1975, le demandeur obtient des Ministres des Affaires économiques, des Classes moyennes et des Travaux publics, la dérogation prévue à l'article 3 de la loi du 3 juillet 1975 de réglementation temporaire;

— le 3 septembre 1975, le directeur général de l'administration de l'urbanisme informe l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe qu'il n'existe plus d'objection du point de vue socio-économique à l'édification d'une grande surface de distribution à Berchem-Sainte-Agathe et que le permis de bâtir peut être accordé si le plan proposé est conforme aux règles de bon aménagement;

— sur avis favorable du fonctionnaire délégué, l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe délivre le permis de bâtir le 7 décembre 1976 à la société « Arnheim Staete ». Le permis d'exploiter est délivré le 2 mars 1977.

— un second permis de bâtir est délivré par la commune le 14 janvier 1980;

De Minister van Middenstand verklaart dat hij van de gelegenheid gebruik wil maken om de balans op te maken van het jaar 1981, inzake de toepassing van de wet op de handelsvestigingen en dit door de toegekende en de geweigerde ruimten te vergelijken. Voor Vlaanderen waren er 41 positieve beslissingen (in welke stadium de procedure zich ook moge bevinden) voor 57 063 m²; voor Wallonië, 8 voor 7 208 m² en voor Brussel 2 voor 1 039 m².

De geweigerde dossiers vertegenwoordigen voor het jaar 1981 16 677 m² voor Wallonië, 37 177 m² voor Vlaanderen en 700 m² voor Brussel.

Ter inlichting van uw Commissie verwijst de Minister nog naar bijlage II bij dit verslag die een vergelijkende tabel bevat de evolutie van het percentage geweigerde oppervlakte in vergelijking met het toegekende percentage.

Wat het Waalse Gewest betreft, stelde zich het bijzonder probleem van het moratorium beslist in 1980 door het Interministerieel Comité voor de Distributie op aanvraag van een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest. Het moratorium werd de laatste maanden in vraag gesteld maar uiteindelijk werd er een consensus bereikt en het principe van het moratorium werd bekrachtigd. Dit betekent dat het Interministerieel Comité geen uitspraak meer doet over een dossier in afwachting dat een studie verwezenlijkt wordt door het Waalse Gewest over het evenwicht tussen de kleinhandel en de grote verkoopsoppervlakten.

Er werden evenwel vijf beslissingen getroffen, nl. drie positieve inzake dossiers die geen enkele rechtstreekse weerslag hebben op het moratorium en twee negatieve inzake dossiers waar duidelijk de wet geschonden werd.

Voor het Brusselse Gewest is er, aldus de Minister van Middenstand, een uitzonderlijk netelig dossier, en dit op alle gebieden, maar vooral vanuit juridisch oogpunt, namelijk het door het lid vermelde Basilix-dossier.

Dit dossier heeft zich over een tiental jaren ontwikkeld.

Daarom wenst de Minister vooreerst een overzicht te geven van dit vestigingsontwerp :

— in de loop van het jaar 1974 wordt een aanvraag voor een stedenbouwkundig getuigschrift voor betrokken vestiging ingediend bij de administratie van stedenbouw;

— het officieus comité van de ambtenaren dat bestond vóór de inwerkingtreding van de wet van 29 juni 1975 geeft een negatief advies op 31 december 1974;

— op 20 juni 1975 verkrijgt de aanvrager van de Ministeries van Economische Zaken, Middenstand en Openbare Werken de afwijking vermeld in artikel 3 van de wet van 3 juli 1975 tot voorlopige reglementering;

— op 3 september 1975 meldde de directeur-generaal van de administratie van stedenbouw aan het Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem dat er geen enkel bezwaar meer was vanuit socio-economisch oogpunt tegen de oprichting van een grote distributieruimte te Sint-Agatha-Berchem en dat de bouwvergunning mocht afgeleverd worden indien het voorgestelde plan beantwoordde aan de regels van goede aanleg;

— ingevolge het gunstige advies van de gemachtigde ambtenaar verstrekke het Gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem de bouwvergunning op 7 december 1976 aan de maatschappij « Arnheim Staete ». De uithatingsvergunning werd op 2 maart 1977 afgeleverd;

— een tweede bouwvergunning werd door de gemeente uitgereikt op 14 januari 1980;

— à la suite des travaux entrepris fin 1981 et de l'intervention de la Commission nationale pour la Distribution et du Comité socio-économique, des milieux des classes moyennes saisissent le Ministre des Affaires économiques de cette affaire;

— en mars 1982, le Ministre des Affaires économiques et le Ministre des Classes moyennes répondent par la voie du bulletin des questions et réponses, que l'implantation doit être soumise à la procédure socio-économique, car la dérogation accordée le 20 juin 1975 aurait dû être utilisée avant l'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1975, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1975;

— les 11 mai et 15 juin 1982, les Ministres des Affaires économiques et des Classes moyennes invitent très fermement les promoteurs à se soumettre à la procédure socio-économique;

— une action visant à obtenir l'interruption des travaux introduite en référé par l'organisation des classes moyennes opposée au projet devant le Président du Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles est rejetée fin juin, le Président estimant qu'il n'y avait pas lieu de statuer en référé;

— le Ministre des Travaux publics intervient en date du 24 juin 1982 en contestant le point de vue des Affaires économiques et des Classes moyennes;

— le 29 juillet 1982, une ultime réunion de conciliation réunissant toutes les parties concernées se tient au Ministère des Travaux publics. Au cours de cette réunion, les promoteurs confirment leur refus de se soumettre à la procédure socio-économique.

Les promoteurs refusent de se soumettre à la procédure socio-économique parce qu'ils estiment que lorsqu'ils se sont portés preneurs pour la reprise du projet, c'était bien entendu à la condition de pouvoir bénéficier de la dérogation accordée en juin 1975. Il leur fut confirmé à l'époque par la commune de Berchem-Ste-Agathe, elle-même se prononçant sur base de cette fameuse lettre du 3 septembre 1975 du Directeur général de l'Administration de l'urbanisme, que le projet bénéficiait bien de la dérogation accordée le 20 juin 1975 par les Ministres des Affaires économiques, des Classes moyennes et des Travaux publics. D'autre part, cette décision ayant été signifiée par le Cabinet des Travaux publics après l'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1975, il leur aurait été vraiment difficile d'entreprendre la moindre démarche pour obtenir en temps voulu les permis de bâtir.

La position des promoteurs a été confirmée très précisément par le Ministre des Travaux publics, auquel il avait été demandé officiellement de soumettre les arguments qu'il estimait devoir retenir pour déconseiller une action d'interruption des travaux.

Dans sa réponse du 7 septembre 1982 au Ministre des Classes moyennes, le Ministre des Travaux publics précise que l'article 3 de la loi relative à la réglementation temporaire d'implantation permettait, moyennant accord conjoint des Ministres des Affaires économiques, des Classes moyennes et des Travaux publics, de déroger aux interdictions résultant de l'application de l'article 1^{er}. Cet article 3 avait été prévu, avec l'accord de la Commission nationale pour la distribution, afin de pouvoir déroger aux dispositions de l'article 1^{er}, et ce pour six dossiers introduits, parmi lesquels le projet Basilix.

Lorsque ce projet reçut sa dérogation, l'arrêté stipulait également que le permis de bâtir était admis au bénéfice de la dérogation prévue par la loi et que le Directeur gé-

— ten gevolge van de werken die aangevangen werden einde 1981 alsook van de tussenkomst van de Nationale Commissie voor de Distributie en van het socio-economisch Comité, maakten de middenstandsmilieus deze zaak aanhangig bij de Minister van Economische Zaken;

— in maart 1982 antwoordden zowel de Ministers van Economische Zaken als van Middenstand, via het bulletin van vragen en antwoorden, dat de vestiging moest onderworpen worden aan de socio-economische procedure daar men de afwijking die verleend werd op 20 juni 1975 had moeten aanwenden vóór de inwerkingtreding van de wet van 29 juni 1975, dwz. vóór 1 juli 1975;

— op 11 mei en 15 juni 1982 drongen de Ministers van Economische Zaken en Middenstand bij de promotoren er op aan dat zij zich zouden onderwerpen aan de socio-economische procedure;

— een actie voor de stopzetting van de werken, ingediend in kortgeding, door de organisatie van de Middenstand die zich tegen dit project verzet, bij de Voorzitter van de Rechtbank van 1^e aanleg te Brussel, werd einde juni verworpen, daar de Voorzitter van mening was dat er geen grond was om de zaak in kortgeding te behandelen;

— de Minister van Openbare Werken komt op 24 juni 1982 tussenbeide door het standpunt van Economische Zaken en van Middenstand te betwisten;

— op 29 juli 1982 wordt er een ultieme verzoeningsvergadering met alle betrokken partijen gehouden op het Ministerie van Openbare Werken. Tijdens deze vergadering bevestigen de promotoren dat zij weigeren zich te onderwerpen aan de socio-economische procedure.

De promotoren weigeren zich te onderwerpen aan de socio-economische procedure omdat zij menen dat toen zij zich als nemer gesteld hadden van de overname van het project, het evident was dat ze van de afwijking, toegekend in juni 1975, zouden kunnen genieten. Destijds werd hen gemeld door de gemeente Sint-Agatha-Berchem, die zich baseerde op de beruchte brief van 3 september 1975 van de Directeur-Generaal van de administratie van stedenbouw, dat het ontwerp wel degelijk genoot van de afwijking toegekend op 20 juni 1975 door de Ministers van Economische Zaken, Middenstand en Openbare Werken. Anderzijds, daar deze beslissing betekend werd door het Kabinet van Openbare Werken na de inwerkingtreding van de wet van 29 juni 1975, zou het voor hen werkelijk zeer moeilijk geweest zijn om de geringste stappen te ondernemen om op tijd de bouwvergunningen te verkrijgen.

De houding van de promotoren werd nauwkeurig bevestigd door de Minister van Openbare Werken aan wie officieel gevraagd werd de argumenten voor te leggen die hij meende te moeten weerhouden om een actie voor de stopzetting der werken af te raden.

In zijn antwoord van 7 september 1982 aan de Minister van Middenstand verklaarde de Minister van Openbare Werken dat artikel 3 van de wet betreffende de tijdelijke reglementering van vestigingen, mits een gemeenschappelijk akkoord van de Ministers van Economische Zaken, van Middenstand en van Openbare Werken toeliet dat men afweek van de verbodsbepalingen voortvloeiende uit de toepassing van artikel 1. Dit artikel 3 werd voorzien, met de goedkeuring van de Nationale Commissie voor de Distributie ten einde te kunnen afwijken van de beschikkingen van artikel 1, voor zes ingediende dossiers waaronder het project Basilix.

Toen dit project zijn afwijking verkreeg bepaalde het besluit ook dat de bouwvergunning toegestaan werd ten gunste van de afwijking voorzien door de wet en dat de

ral de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire était chargé de l'exécution de cet arrêté. A l'époque, l'administration des travaux publics a considéré que la dérogation constituait une autorisation socio-économique et que les formalités pouvaient être entamées et menées à bonne fin selon les dispositions de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Cela signifiait pour l'administration des Travaux publics que la loi du 29 juin 1975 n'était pas applicable.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la lettre du 3 septembre 1975 adressée par le Directeur général de l'Administration de l'urbanisme au collège des bourgmestre et échevins de la commune de Berchem-Ste-Agathe.

Selon le Ministre des Classes moyennes, il se pose évidemment un problème juridique très délicat. Les départements des Affaires économiques et des Classes moyennes ont toujours considéré, depuis 1976, que la dérogation était devenue caduque. Le Ministère des Travaux publics estime le contraire.

Selon le Ministre des Travaux publics, la société précitée est de bonne foi et n'a pas à souffrir des contestations et hésitations qui surgissent entre les services de l'Etat au sujet de l'interprétation juridique de certaines pièces du dossier.

En outre, le Ministre des Travaux publics a rappelé que la Commission nationale pour la distribution n'avait pas soulevé d'objections lorsque le collège des bourgmestre et échevins de Berchem-Ste-Agathe lui avait transmis, les 5 juillet 1978 et 6 octobre 1978, sa décision du 2 mars 1977.

La question est donc relativement simple. Peut-on courir le risque d'un procès en faisant usage de l'article 18 de la loi du 29 juin 1975 qui autorise les ministres des Classes moyennes et des Affaires économiques à interrompre des travaux considérés comme illégaux ? Le Ministre des Classes moyennes estime que cette décision doit être prise conjointement par les deux Ministres chargés de l'application de la loi. Dans une affaire aussi délicate, il y a lieu, selon le Ministre, d'agir de commun accord.

Ainsi, donnant suite à la lettre du Ministre des Travaux publics du 7 septembre 1982, le Ministre des Classes moyennes a demandé à son collègue des Affaires économiques de lui faire part de son point de vue.

7. La Caisse nationale de crédit professionnel et son Fonds de participation

Plusieurs membres interrogent le Ministre au sujet de la mise en place du Fonds de participation de la C. N. C. P. et de l'accès des jeunes indépendants au crédit.

Un membre demande en outre où en est le projet d'aménagement des statuts de la C. N. C. P.

A cette dernière question, le Ministre des Classes moyennes répond que l'aménagement des statuts de la Caisse nationale de crédit professionnel permettra de réaliser plusieurs points de l'accord de gouvernement qui prévoient l'accès des petites et moyennes entreprises au capital à risque et aux marchés extérieurs, ainsi que l'assouplissement en matière de crédit à l'établissement des jeunes indépendants.

Directeur-général van de administratie van stedenbouw en van de ruimtelijke ordening belast was met de uitvoering van dit besluit. Op dat moment meende de administratie van Openbare Werken dat de afwijking een socio-economische toelating was en dat de formaliteiten konden aangevangen en beëindigd worden volgens de beschikkingen van de organieke wet van 29 maart 1962 houdende de ruimtelijke ordening en de stedenbouw.

Dit betekende voor de administratie van Openbare Werken dat de wet van 29 juni 1975 niet van toepassing was.

In deze zin moet men de brief van 3 september 1975 van de Directeur-generaal van de administratie van stedenbouw aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Agatha-Berchem begrijpen.

Er is, aldus de Minister van Middenstand, duidelijk een zeer netelig juridisch probleem. De departementen van Economische Zaken en Middenstand hebben steeds, sedert 1976, gemeend dat de afwijking ongeldig geworden was. Het Ministerie van Openbare Werken meent het tegenovergestelde.

Volgens de Minister van Openbare Werken is de voormelde maatschappij van goede wil en moet zij niet lijden onder de betwistingen en de weifelingen die oprijzen tussen de diensten van de Staat betreffende de juridische interpretatie van sommige stukken uit het dossier.

Daarenboven heeft de Minister van Openbare Werken eraan herinnerd dat de Nationale Commissie voor de Distributie geen bezwaren had geopperd toen het college van burgemeester en schepenen van Sint-Agatha-Berchem haar op 5 juli 1978 en op 6 oktober 1978 de beslissing van 2 maart 1977 overzond.

De vraag is dus betrekkelijk eenvoudig. Mag men het risico van een proces lopen indien gebruik gemaakt wordt van artikel 18 van de wet van 29 juni 1975 dat de Ministers van Middenstand en van Economische Zaken toelaat werken te onderbreken die als onwettelijk worden beschouwd. Deze beslissing moet, volgens de Minister van Middenstand, gezamenlijk genomen worden door de twee Ministers belast met de toepassing van de wet. Hij meent inderdaad dat in deze delicate zaak gemeenschappelijk moet gehandeld worden.

Ingevolge de brief van 7 september 1982 van de Minister van Openbare Werken heeft de Minister van Middenstand daarom aan zijn collega van Economische Zaken gevraagd zijn standpunt mede te delen.

7. De Nationale Kas voor Beroepskrediet en het Participatiefonds bij deze Kas

Verscheidene leden hebben de Minister ondervraagd over de inrichting van het Participatiefonds bij de N. K. B. K. en over de toegang van de jonge zelfstandigen tot het krediet.

Een van deze leden vroeg tevens naar de stand van het project tot verruiming van de statuten van de Nationale Kas.

Inzake dit laatste onderwerp antwoordt de Minister van Middenstand dat deze verruiming van de statuten van de Nationale Kas voor het Beroepskrediet zal toelaten verschillende punten te verwezenlijken van het Regeerakkoord. Deze punten voorzien de toegang van de kleine en middelgrote ondernemingen tot het risicodragend kapitaal en tot de buitenlandse markten alsook de versoepeling inzake krediet voor de vestiging van jonge zelfstandigen.

C'est ainsi que l'aménagement des statuts de la Caisse nationale de crédit professionnel prévoit la contribution directe ou l'intervention des associations de crédit agréées en vue du renforcement des fonds propres des travailleurs indépendants par l'octroi de prêts subordonnés ou d'une autre forme d'avance de ce type pour les besoins de leur activité professionnelle. De même, l'aménagement des statuts prévoit le financement direct des opérations d'exportation ou d'importation réalisées par des personnes qui peuvent obtenir un crédit professionnel, et ce soit directement en leur faveur, soit par le biais d'un crédit à leurs cocontractants étrangers.

En ce qui concerne le Fonds de participation, le Ministre répond que ce fonds aura pour mission d'effectuer les opérations prévues aux articles 2, 5 et 6 du statut de la Caisse nationale, c'est-à-dire soit prendre des participations minoritaires dans le capital des sociétés, soit accorder des prêts subordonnés.

Le Fonds de participation répond aux problèmes de l'accès au crédit pour un jeune indépendant, dans la mesure où son règlement prévoit en son article 4 que le taux d'intérêt des prêts subordonnés est celui des avances à terme déterminé, en vigueur au sein de la Caisse nationale de crédit professionnel, diminué de 10 % durant les cinq premières années pour les personnes physiques qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans ou pour les sociétés constituées par de telles personnes.

Le Fonds de participation sera alimenté soit par des fonds que la Caisse nationale de crédit professionnel puisera dans la dotation prévue dans ses statuts, soit par les commissions d'intervention et de gestion dont seront redevables les demandeurs de participation ou de souscription et les demandeurs de prêts subordonnés, soit par les commissions à verser par les sociétés dont le Fonds de participation détient des actions ou obligations, soit par les intérêts ou dividendes produits par les souscriptions, les participations et les prêts subordonnés, soit par le produit de la vente des parts et obligations que possède le Fonds de participation, ainsi que par le remboursement des prêts subordonnés, soit encore par des fonds obtenus par dotation spéciale, notamment 85 % de la cotisation de solidarité pour les travailleurs indépendants prévue à l'arrêté royal n° 12.

8. La Commission des simplifications administratives

Plusieurs membres se réjouissent de la création de la Commission des simplifications administratives.

Le Ministre souligne que tout sera mis en œuvre pour que cette Commission travaille efficacement et pour que chaque département concerné et le Gouvernement dans son ensemble tiennent compte de l'existence de cette Commission.

A cet égard, le Ministre des Classes moyennes a attiré l'attention de tous ses collègues ainsi que du Premier ministre sur l'installation de cette Commission et sur les compétences qui lui ont été attribuées.

Le Ministre entend bien faire vérifier, surtout au niveau du Conseil des ministres, si les projets présentés ont été soumis ou non à la Commission.

En ce qui concerne le fonctionnement de la Commission, le Ministre a pu constater que le Conseil supérieur des Classes moyennes, qui va en assurer la présidence et le secrétariat, avait pris les choses en mains.

Zo beoogt de uitbreiding van de statuten van de Nationale Kas voor het Beroepskrediet de directe deelname of de tussenkomst van erkende kredietinstellingen voor de versterking van de eigen middelen van de zelfstandigen. Dit kan gebeuren door de toekenning van achtergestelde leningen of een analoge soort van voorschot voor de behoeften van hun beroepsactiviteit. De uitbreiding van de statuten voorziet eveneens de rechtstreekse financiering van de in- of uitvoeroperaties verwezenlijkt door personen die een beroepskrediet kunnen verkrijgen en dit, hetzij rechtstreeks aan hen, hetzij via krediet aan hun buitenlandse contraherende partijen.

Inzake het Participatiefonds antwoordt de Minister dat dit fonds tot taak zal hebben de operaties uit te voeren voorzien in de artikelen 2, 5 en 6 van de statuten van de Nationale Kas, d.w.z. het nemen van een minderheidsparticipatie in het kapitaal van maatschappijen en het toekennen van achtergestelde leningen.

Het Participatiefonds beantwoordt aan de problemen van de toegang tot het krediet van een jonge zelfstandige in de mate dat zijn reglement in artikel 4 voorziet dat de interestvoet van de achtergestelde leningen deze is van de voorschotten met een vaste termijn, van kracht binnen de Nationale Kas voor het Beroepskrediet verminderd met 10 % gedurende de eerste vijf jaren, voor de natuurlijke personen die de leeftijd van 35 jaar niet overschreden hebben of voor de maatschappijen die door dergelijke personen werden opgericht.

Het Participatiefonds zal gestijfd worden, hetzij door fondsen die de Nationale Kas voor het Beroepskrediet zal halen uit haar statutaire dotatie, hetzij door de tussenkomsten beheerscommissielonen die de aanvragers van een participatie of inschrijving of achtergestelde leningen verschuldigd zijn, hetzij door de commissielonen die te storten zijn door de maatschappijen waar het Participatiefonds houder is van aandelen of obligaties, hetzij door de interesten of de dividenden voortkomende uit de inschrijvingen, participaties of achtergestelde leningen, hetzij door de opbrengst van de verkoop van aandelen en obligaties die het Participatiefonds bezit alsook door terugbetaling van achtergestelde leningen, hetzij door fondsen verkregen door een bijzondere dotatie, nl. 85 % van de solidariteitsbijdrage voor de zelfstandigen zoals bepaald in het koninklijk besluit n° 12.

8. De Commissie voor de administratieve vereenvoudigingen

Een aantal leden verheugden zich over de oprichting van de Commissie voor de administratieve vereenvoudigingen.

De Minister verzekert deze leden dat alles in het werk zal gesteld worden opdat deze commissie doeltreffend zou werken en dat elk betrokken departement alsook de gehele Regering zou rekening houden met het bestaan van deze Commissie.

In dit opzicht heeft de Minister van Middenstand al zijn collega's alsook de Eerste Minister herinnerd aan de oprichting van deze Commissie en haar bevoegdheden.

De Minister zal zeker, vooral op het niveau van de Ministerraad, laten nakijken of de voorgestelde ontwerpen al dan niet voorgelegd werden aan deze Commissie.

Wat haar werking betreft heeft de Minister vastgesteld dat de Hoge Raad voor de Middenstand, die het voorzitterschap en het Secretariaat van de Commissie zal verzekeren, de zaak reeds in handen genomen heeft.

La Commission a déjà tenu une première réunion de travail et elle a mis au point son règlement d'ordre intérieur et sa méthode de travail. Elle a déjà entamé l'étude de certains problèmes spécifiques, notamment en matière de T. V. A. A la demande du représentant du Ministre, le secrétaire du Conseil supérieur va dresser un inventaire de toutes les formalités qui pourraient être examinées. Ce travail ne devrait d'ailleurs pas être très compliqué, dans la mesure où le Conseil supérieur avait déjà réalisé cet inventaire pour la Commission précédente.

9. La loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce

Trois membres attirent l'attention du Ministre sur certaines pratiques du commerce. Ils estiment qu'il y a lieu d'adapter cette loi, car de nouvelles pratiques commerciales sont apparues au cours des dernières années.

Un membre cite l'exemple des ventes « sauvages » en usine.

Le Ministre des Classes moyennes déclare qu'il va inviter son collègue des Affaires économiques à reprendre les travaux de révision de la loi sur les pratiques du commerce qui ont été interrompus en septembre 1981.

Il est exact que l'on assiste depuis quelques années, et la crise n'est pas étrangère à ce phénomène, au développement d'une série de ventes en dehors des circuits normaux.

A cet égard, le Conseil supérieur des Classes moyennes a également attiré l'attention du Ministre sur le phénomène des marchés paysans, ventes à la ferme et autres systèmes de vente directe du producteur au consommateur.

C'est pour cette raison que le Ministre a demandé à ses services d'effectuer une vaste enquête à ce propos et d'examiner si toutes ces ventes se déroulaient bien dans le respect des prescriptions légales et n'exposaient pas le commerce ordinaire à une concurrence inadmissible.

10. Le développement du travail frauduleux

Plusieurs membres expriment leur inquiétude au sujet du développement du travail noir, qui a pris des proportions surtout au niveau des travaux d'achèvement dans la construction.

Le Ministre déclare d'abord que, là aussi, la crise est certainement en partie à l'origine de l'amplification de ce phénomène.

Le travail frauduleux pose évidemment le problème de son contrôle.

En ce qui concerne le département des Classes moyennes proprement dit, le service d'inspection, qui ne se compose que de 6 personnes pour le rôle néerlandais et de 4 personnes pour le rôle français, est chargé plus spécialement de la recherche et de la constatation des infractions à la loi sur l'accès à la profession qui sont aussi constitutives d'infractions à la loi sur le travail frauduleux et des infractions à la loi sur le travail frauduleux proprement dit, c'est-à-dire les activités non réglementées. En ce qui concerne l'activité de ce service, le Ministre renvoie aux statistiques relatives aux années 1980 et 1981, qui figurent à l'annexe V du présent rapport. Compte tenu de la modicité de ces services d'inspection, il paraît difficile de dresser un bilan plus positif.

Een eerste werkvergadering van de Commissie vond intussen reeds plaats. De Commissie heeft haar huishoudelijk reglement en haar werkmethode op punt gesteld. Zij is reeds begonnen met het onderzoek van een aantal specifieke problemen, o.a. inzake de B. T. W. Op verzoek van de vertegenwoordiger van de Minister zal de Secretaris van de Hoge Raad een inventaris opmaken van alle formaliteiten die zouden kunnen onderzocht worden. Deze arbeid kan trouwens niet ingewikkeld zijn vermits de Hoge Raad reeds een inventaris verwezenlijkt had ten behoeve van de voorgaande Commissie.

9. De wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken

Drie leden hebben de aandacht van de Minister gevestigd op sommige handelspraktijken. Deze wet moet volgens hen aangepast worden daar er nieuwe handelspraktijken zijn ontstaan in de loop van de laatste jaren.

Een lid haalde het voorbeeld aan van de « wilde » verkoop in de fabrieken.

De Minister van Middenstand verklaart dat hij zijn collega van Economische Zaken zal uitnodigen om de werkzaamheden voor de herziening van de wet op de handelspraktijken te hervatten. Deze werkzaamheden werden onderbroken in september 1981.

Het is inderdaad juist dat men sinds enkele jaren (de crisis is niet vreemd aan dit fenomeen), de ontwikkeling waarneemt van een aantal verkopen buiten de normale kringloop.

In dit opzicht heeft ook de Hoge Raad voor de Middenstand de aandacht van de Minister gevestigd op het fenomeen van de boerenmarkten, van de verkoop op de boerderij alsook op andere systemen van rechtstreekse verkoop van producent aan gebruiker.

De Minister heeft daarom zijn diensten verzocht een ruim onderzoek in te stellen op dit gebied om na te zien of men bij deze verkopen de wettelijke voorschriften wel eerbiedigt en men geen onaanvaardbare concurrentie schept tegenover de gewone handel.

10. De ontwikkeling van het sluikwerk

Verschillende leden hebben hun bezorgdheid geuit over de ontwikkeling van het sluikwerk. Dit sluikwerk is vooral sterk ontwikkeld bij de afwerking van bouwwerken.

De Minister verklaart vooreerst dat ook hier de crisis voor een deel aan de oorsprong van de verspreiding van dit fenomeen ligt.

De sluikarbeid doet ook het probleem rijzen van de controle ervan.

Wat het eigenlijke departement van Middenstand betreft, is de inspectiedienst, die slechts bestaat uit 6 personen van de Nederlandse taalrol en 4 personen van de Franse taalrol, meer in het bijzonder belast met het opzoeken en vaststellen van inbreuken op de wet inzake de toegang tot het beroep die tevens inbreuken vormen op de wet inzake de sluikarbeid, alsook van inbreuken op de wet inzake de eigenlijke frauduleuze arbeid, dwz. de niet-gereguleerde activiteiten. Wat de activiteit van deze dienst betreft verwijst de Minister naar de statistieken voor de jaren 1980 en 1981 opgenomen in bijlage V van dit verslag. Rekening houdend met deze beperkte inspectiediensten, lijkt het moeilijk een meer positieve balans op te maken.

Nul doute que l'on reparlera du travail frauduleux au sein du Gouvernement, notamment à propos de certains projets du Ministre de l'Emploi et du Travail en matière de dispense de pointage pour les chômeurs.

11. *L'accès aux professions indépendantes*

Un membre évoque l'assouplissement de la loi sur l'accès aux professions indépendantes.

Le Ministre rappelle que ces lois d'accès ont déjà été considérablement assouplies en 1978. Il s'agit toutefois d'une matière extrêmement délicate et à laquelle les organisations de classes moyennes ainsi que le Conseil supérieur des Classes moyennes sont particulièrement sensibles.

Le Ministre est ouvert à toute suggestion, mais il faut bien entendu éviter que de nouvelles mesures d'assouplissement aient pour résultat de rendre les lois d'accès totalement insuffisantes.

Il faut reconnaître en effet que les conditions imposées aux personnes qui veulent s'installer dans une profession indépendante constituent vraiment le minimum le plus strict pour garantir une bonne gestion de la petite et moyenne entreprise et la qualité des services offerts aux consommateurs.

12. *La protection des P. M. E. créancières des pouvoirs publics*

En ce qui concerne la protection de l'entreprise créancière des pouvoirs publics, un membre émet le vœu que soit présenté un vaste projet qui offrirait aux P. M. E. une protection totale à l'égard des pouvoirs publics.

Le Ministre des Classes moyennes estime que la réalisation de ces mesures au niveau de l'Etat considéré à la fois comme créancier ou débiteur des petites et moyennes entreprises pose d'énormes problèmes techniques, juridiques et budgétaires que l'en essaye de résoudre dans le cadre d'un groupe de travail intercabineaux constitué à son initiative.

Le Ministre estime qu'il vaut mieux présenter dans un premier temps un projet limité sur lequel un consensus pourrait être obtenu.

13. *Demandes de hausses de prix par les P. M. E.*

En réponse à la question d'un membre réclamant davantage de clarté dans le système des demandes de hausse de prix par les P. M. E., le Ministre des Classes moyennes précise que la Commission des prix dépend du Ministre des Affaires économiques. Toutefois, depuis le 30 mars 1982, un arrêté ministériel prévoit des dérogations pour les petites et moyennes entreprises quant aux formalités de demande de hausse de prix. Une procédure simplifiée d'une durée maximum d'un mois a été mise en place.

14. *La part des P. M. E. dans les commandes publiques*

Quant à la part des P. M. E. dans les commandes publiques, le Ministre estime qu'il y a lieu à cet égard de veiller à finaliser le projet de circulaire relative à la participation des P. M. E. aux marchés publics établis par

Zonder twijfel zal nog over de sluikarbeid gepraat worden binnen de Regering, o.a. naar aanleiding van bepaalde ontwerpen van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid inzake de vrijstelling van stempelcontrole voor werklozen.

11. *De toegang tot het zelfstandig beroep*

Een lid haalde de versoepeling aan van de wet inzake de toegang tot het zelfstandig beroep.

De Minister herinnert eraan dat deze toegangswetten reeds aanzienlijk versoepeld werden in 1978. Het betreft hier echter een zeer delicate materie waarvoor de organisaties van de Middenstand alsook de Hoge Raad voor de Middenstand zeer gevoelig zijn.

De Minister staat evenwel open voor elke suggestie maar volgens hem moet uiteraard vermeden worden dat dergelijke nieuwe versoepelingsmaatregelen volledig de inhoud van de toegangswetten zouden aantasten.

Er moet inderdaad erkend worden dat de voorwaarden die gesteld worden aan de personen die zich in een zelfstandig beroep wensen te vestigen, werkelijk een minimum minimum zijn die een goed beheer van de kleine en middelgrote onderneming alsook een degelijke dienstverlening aan de verbruikers moeten waarborgen.

12. *Bescherming van de K. M. O.'s die schuldeiser zijn van openbare besturen*

Wat de bescherming van de onderneming betreft die schuldeiser is van openbare besturen, heeft een lid de hoop uitgesproken dat een ruim ontwerp zou voorgelegd worden dat de K. M. O.'s volledig beschermt tegenover de openbare besturen.

De Minister van Middenstand is van oordeel dat de verwezenlijking van deze maatregelen binnen het kader van de Staat die tegelijkertijd beschouwd wordt als schuldeiser en schuldenaar van kleine en middelgrote ondernemingen enorme technische, juridische en budgettaire problemen doet rijzen. Deze problemen tracht men op te lossen in het kader van een interkabineten werkgroep die op zijn initiatief werd samengesteld.

De Minister meent evenwel dat men in eerste instantie beter een beperkt ontwerp kan indienen waarover een consensus kan bereikt worden.

13. *Aanvragen om prijsverhogingen door de K. M. O.'s*

In antwoord op een vraag van een lid naar meer duidelijkheid i.v.m. het systeem van aanvragen om prijsverhoging door K. M. O.'s preciseert de Minister van Middenstand dat de Prijzencommissie afhankelijk is van de Minister van Economische Zaken. Sinds 30 maart 1982 voorziet een ministerieel besluit echter afwijkingen voor de kleine en middelgrote ondernemingen inzake de formaliteiten voor de aanvraag van een prijsverhoging. Er werd een vereenvoudigde procedure met een maximum termijn van één maand vastgesteld.

14. *Het aandeel van de K. M. O.'s in de overheidsbestellingen*

Wat het aandeel van de K. M. O.'s in de overheidsbestellingen betreft, meent de Minister dat men in dat opzicht moet waken over de beëindiging van het ontwerp van omzendbrief inzake de participatie van de K. M. O.'s

la C. O. C. en 1977. Cette circulaire précise les possibilités et les moyens d'accès tant directs qu'indirects des P. M. E. aux marchés publics.

15. *Les taux de T. V. A.
dans les pays de la Communauté européenne*

Un membre demande des détails au sujet des taux de T. V. A. appliqués dans les différents pays de la C. E. E. Le Ministre des Classes moyennes fait remarquer que tout ce qui concerne la T. V. A. ainsi que toutes les autres taxes indirectes relève du Ministre des Finances. Il va cependant charger son administration de prendre contact avec les différentes autorités afin d'établir un tableau comparatif des différents taux de T. V. A. appliqués dans le cadre du marché commun.

16. *Le rapport annuel des classes moyennes*

Deux membres déclarent qu'ils attachent une grande importance au rapport annuel des classes moyennes. Ce rapport doit permettre chaque année d'évaluer avec précision la situation des classes moyennes et des P. M. E. A ce propos, ils font référence au rapport paritaire annuel relatif au secteur agricole.

Ils attirent l'attention sur le fait qu'en vertu de la loi du 7 août 1978, le Ministre des Classes moyennes est tenu de présenter annuellement un rapport traitant des activités et actions menées en faveur des classes moyennes par les départements ministériels ainsi que par les organismes publics et d'intérêt public.

Le Ministre des Classes moyennes déclare que ce rapport annuel est élaboré par les différents services du département.

La partie statistique de ce rapport annuel est rédigée par l'Institut économique et social des classes moyennes, alors que la deuxième partie, qui reprend les différentes mesures prises en faveur des classes moyennes aussi bien par le département des Classes moyennes que par les autres départements, les régions et les communautés, est établie sur base des renseignements fournis par les services et départements intéressés. La coordination est assurée par le service des études du département des Classes moyennes.

A l'heure actuelle, le rapport de l'année 1981 est en voie d'achèvement.

Lorsqu'il a constaté que l'élaboration de ce rapport accusait un certain retard, le Ministre a pris les mesures nécessaires pour que le rapport de l'année 1981 soit terminé dans les plus brefs délais, et que celui de l'année 1982 soit également mené à bien rapidement.

Il a également insisté pour qu'ils soient édités chacun en un seul volume.

17. *Les charges financières afférentes à la dette cumulée du régime des pensions des indépendants*

A la demande d'un membre, le Ministre des Classes moyennes donne les renseignements suivants relatifs à la dette cumulée du régime des pensions des indépendants :

1) Jusqu'au 31 décembre 1980, la dette du régime de pensions augmentait d'année en année.

in de overheidsopdrachten bepaald door de C. O. C. in 1977. Deze omzendbrief preciseert de mogelijkheden en de rechtstreekse en onrechtstreekse toegangsmiddelen van de K. M. O.'s tot de overheidsopdrachten.

15. *De B. T. W.-tarieven in de landen van de E. G.*

Een lid vroeg details betreffende de B. T. W. tarieven die in de verschillende landen van de E. G. worden toegepast. De Minister van Middenstand vestigt de aandacht op het feit dat de materies inzake B. T. W. en alle andere indirecte belastingen onder de bevoegdheid van de Minister van Financiën ressorteren. Hij zal evenwel zijn administratie gelasten contact op te nemen met de bevoegde autoriteiten ten einde een vergelijkende tabel op te stellen van de verschillende B. T. W.-tarieven die in het kader van de gemeenschappelijke markt worden toegepast.

16. *Het jaarlijks verslag van de Middenstand*

Twee leden verklaren dat zij een groot belang hechten aan het jaarlijks verslag van de Middenstand. Een dergelijk verslag moet toelaten jaarlijks nauwkeurig de toestand van de middenstand en o.a. de K. M. O.'s te evalueren. Zij verwijzen hierbij naar het jaarlijkse pariteitsverslag voor de landbouwsector.

Zij vestigen de aandacht op het feit dat krachtens de wet van 7 augustus 1978 de Minister van Middenstand jaarlijks een verslag moet indienen dat handelt over de activiteiten en de acties die ten gunste van de Middenstand ondernomen worden door de ministeriële departementen alsook door de openbare organismen en die van openbaar nut.

De Minister van Middenstand verklaart dat dit jaarlijks verslag door de verschillende diensten van het departement wordt uitgewerkt.

Het statistische gedeelte van dit jaarlijks verslag wordt opgesteld door het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand. Het tweede gedeelte, dat de verschillende maatregelen, genomen ten gunste van de Middenstand door het departement van Middenstand, door de andere departementen, door de Gewesten en door de Gemeenschappen behandelt, wordt opgesteld op grond van de inlichtingen verstrekt door de betrokken diensten en departementen. De coördinatie is in handen van de studiedienst van het departement van Middenstand.

Op dit ogenblik wordt de laatste hand gelegd aan het verslag over het jaar 1981.

Op het ogenblik dat de Minister vaststelde dat er een zekere vertraging opgelopen was bij het opstellen van dit verslag heeft hij de nodige maatregelen genomen opdat het verslag over het jaar 1981 binnen de kortst mogelijke termijn zou beëindigd worden alsook dat het verslag voor het jaar 1982 zo vlug mogelijk zou opgemaakt worden.

Tevens heeft hij erop aangedrongen dat zij in één enkel volume zouden uitgegeven worden.

17. *De financiële lasten van de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel der zelfstandigen*

Op vraag van een lid geeft de Minister van Middenstand volgende toelichtingen over de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel der zelfstandigen :

1) Tot 31 december 1980 nam de schuld van het pensioenstelsel van jaar tot jaar toe.

En effet, à la dette globale constatée à la fin d'une année, s'ajoutaient, l'année suivante :

- les charges financières afférentes à cette dette;
- le déficit structurel de l'année en cours et les charges financières afférentes aux emprunts rendus nécessaires pour combler ce déficit.

2) En 1981, des mesures furent prises pour redresser la situation financière du régime des pensions :

- a) reprise par l'Etat de la dette en capital au 31 décembre 1980 suivant un plan d'amortissement en 12 ans;
- b) adaptation des cotisations pour obtenir l'équilibre structurel.

Quant aux charges financières afférentes à la dette non encore amortie :

- des mesures transitoires furent prises pour 1981;
- à partir de 1982, ces charges doivent être couvertes par le boni du régime des allocations familiales (tout en maintenant une réserve de trésorerie) le solde devant, à défaut de tout autre moyen, faire l'objet d'un crédit ad hoc au budget du Ministère des Classes moyennes.

C'est pour cette raison qu'un article 42.02 a été inscrit pour la première fois dans le budget 1982 du Ministère des Classes moyennes.

18. *Les réserves du régime des allocations familiales pour les indépendants*

Un membre estime que ce n'est pas promouvoir la clarté budgétaire que d'amputer de 100 millions les réserves du régime des allocations familiales et d'affecter ce montant à un fonds spécial (art. 66.04 de la section particulière) « destiné à réaliser l'équilibre financier des organismes de sécurité sociale ». On savait en effet depuis longtemps que le régime des pensions avait besoin de ces fonds.

Le Ministre des Classes moyennes précise qu'il s'est également trouvé confronté à cette mesure de la loi-programme du 2 juillet 1981.

Aussi n'a-t-il pas manqué de prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation. C'est ainsi que vit le jour l'arrêté royal du 27 mai 1982, qui replace en réalité ces 100 millions dans leur contexte naturel. Ils sont remis à la disposition de l'I. N. A. S. T. I. en vue de couvrir partiellement les charges financières afférentes à la dette cumulée du régime des pensions.

19. *Les crédits d'ordonnancement du F. E. E. R. R. du budget 1982*

En réponse à la question d'un membre, le Ministre des Classes moyennes précise que ces crédits d'ordonnancement, inscrits au budget 1982, s'élèvent à 534,3 millions de francs. Ils seront suffisants pour payer effectivement tous les engagements pris dans le cadre des décisions du Conseil des Ministres du 30 avril 1982 concernant l'aide supplémentaire relative à la loi du 10 février 1981. Le Ministre renvoie à ce sujet à l'exposé introductif.

Bij de globale schuld, vastgesteld op het einde van het jaar, moest men inderdaad het jaar daarop het volgende toevoegen :

- de financiële lasten van die schuld;
- het structureel tekort van het lopend jaar en de financiële lasten van de leningen die noodzakelijk zijn om dit tekort te dekken;

2) In 1981 werden er maatregelen getroffen om de financiële toestand van het pensioenstelsel te verhelpen :

- a) de kapitaalschuld werd vanaf 31 december 1980 door de Staat ten laste genomen volgens een aflossingsplan van 12 jaar;
- b) er werd een wijziging van de bijdragen doorgevoerd om het structureel evenwicht te bekomen.

Wat de financiële lasten van de nog niet gedegde schuld betreft :

- voor 1981 werden er overgangsmaatregelen getroffen;
- vanaf 1982 moeten deze lasten door het boni van het stelsel van de kinderbijslagen gedekt worden (met tegelijkertijd het behoud van een kasreserve). Het saldo moet bij gebrek aan elk ander middel, het voorwerp uitmaken van een krediet ad hoc op de begroting van het Ministerie van Middenstand.

Om deze reden werd in de begroting 1982 van het Ministerie van Middenstand voor het eerst een artikel 42.02 ingeschreven.

18. *De reserves van het stelsel der kinderbijslagen voor zelfstandigen*

Een lid verklaart dat de budgettaire duidelijkheid niet bevordert wordt door de reserves van het stelsel der kinderbijslagen met 100 miljoen te verminderen en dat geld vervolgens voor een speciaal fonds (art. 66.04 van de afzonderlijke sectie) te bestemmen « om het financieel evenwicht van de stelsels van de sociale zekerheid » te verzekeren. Het is immers reeds lang bekend dat het pensioenstelsel dit geld nodig had.

De Minister van Middenstand verklaart dat ook hij geconfronteerd werd deze maatregel van de programmawet van 2 juli 1981.

Hij heeft dan ook niet nagelaten de nodige maatregelen te treffen om de toestand recht te trekken. Alzo is het koninklijk besluit van 27 mei 1982 tot stand gekomen dat inderdaad deze 100 miljoen weer in hun natuurlijk kader plaatst. Ze staan weer ter beschikking van de R. S. V. Z. om de financiële lasten van de gecumuleerde schuld van het pensioenstelsel gedeeltelijk te dekken.

19. *De ordonnanceringskredieten van het F. E. E. R. R. van de begroting 1982*

In antwoord op een vraag hieromtrent verklaart de Minister van Middenstand dat deze ordonnanceringskredieten, ingeschreven op onderhavige begroting 534,3 miljoen bedragen. Zij zullen voldoen zijn om alle verbintenissen, aangegaan in het kader van de beslissingen van de Ministerraad van 30 april 1982 betreffende de bijkomende steun met betrekking tot de wet van 10 februari 1981, werkelijk te betalen. De Minister verwijst hiervoor tevens naar zijn inleidenden uiteenzetting.

Le Ministre assure aux membres de la Commission que le budget 1983 comportera également les crédits indispensables pour honorer les engagements pris. Les primes de premier établissement bénéficieront d'une attention toute particulière.

Toutes les demandes normalement introduites avant le 1^{er} juin 1982 ont fait l'objet de listes déposées par les caisses d'assurances sociales. C'est sur base de ces listes que les primes de premier établissement continueront à être traitées.

20. *Les efforts de modération des indépendants*

Un membre souhaite obtenir des précisions sur la destination de la retenue de 500 F sur les allocations familiales ainsi que de la cotisation de solidarité à charge des indépendants.

Le Ministre des Classes moyennes fournit l'aperçu suivant :

a) L'arrêté royal n° 37 prévoit la réduction de 500 F des allocations familiales.

Comme le souligne d'ailleurs le Conseil d'Etat dans son avis, l'arrêté royal n° 37 ne prévoit pas de destination spéciale pour le produit de cette réduction. Il en résulte que cet arrêté se traduit tout simplement par une réduction des dépenses en matière d'allocations familiales.

Cette réduction compensera d'ailleurs en partie la diminution du subside de l'Etat pour 1982.

b) L'arrêté royal n° 38 prévoit la cotisation de solidarité à charge des isolés et des familles sans enfant.

Cette cotisation sera perçue normalement dès novembre 1982. Les caisses d'assurances sociales ont reçu des instructions à ce sujet.

L'arrêté royal n° 38 prévoit que le produit de ces cotisations est transféré à l'I. N. A. S. T. I., puis, suivant des modalités fixées par le Roi, réparti entre les différents secteurs du statut social en fonction de leurs besoins financiers.

A cet effet, un premier projet d'arrêté royal est en voie d'élaboration.

Le Ministre souligne à ce propos que le secteur du statut social, qui connaît actuellement des difficultés financières, est celui de l'assurance contre la maladie et l'invalidité. Le Ministre des Affaires sociales a d'ailleurs déjà demandé que de secteur de l'A. M. I. soit associé à la répartition du produit des cotisations.

Au même membre qui s'inquiète du remboursement de la retenue de 500 F sur les allocations familiales lorsque le revenu du travailleur indépendant ne dépasse pas le montant garanti par la convention collective du travail n° 23, le Ministre répond qu'un arrêté royal doit encore intervenir en la matière.

Toutefois, c'est le revenu de 1982 qui est déterminant en la matière et, par définition, ce revenu ne sera connu qu'avec retard.

Dès lors, un arrêté royal pris dans ce sens ne sera, dans la majorité des cas, opérationnel que fin 1983 au plus tôt et surtout en 1984 et en 1985.

De Minister verzekert de leden van de Commissie dat de begroting 1983 eveneens de kredieten zal bevatten die noodzakelijk zijn om de aangegane verbintenissen te honoreren. Daarbij zal een bijzondere aandacht geschonken worden aan de premies van eerste vestiging.

Alle aanvragen die normaal ingediend werden vóór 1 juni 1982 hebben het voorwerp uitgemaakt van lijsten die neergelegd werden door de Sociale Verzekeringskassen. Op basis van deze lijsten zullen de premies van eerste vestiging verder behandeld worden.

20. *De matigingsinspanningen van de zelfstandigen*

Een lid wenst een overzicht te bekomen van de bestemming van de inlevering van 500 F op de kinderbijslagen alsook van de solidariteitsbijdrage ten laste van de zelfstandigen.

De Minister van Middenstand geeft volgend overzicht :

a) Het koninklijk besluit n° 37 voorziet een inlevering van 500 F op de kinderbijslagen.

Zoals de Raad van State het in zijn advies onderstreept, voorziet het koninklijk besluit n° 37 geen bijzondere bestemming voor de opbrengst van deze inlevering. Hieruit volgt dat dit besluit gewoon op een vermindering der uitgaven inzake kinderbijslagen neer komt.

Die vermindering zal trouwens de vermindering van de staatsubsidie voor 1982 gedeeltelijk compenseren.

b) Het koninklijk besluit n° 38 voorziet de solidariteitsbijdrage ten laste van de alleenstaanden en de gezinnen zonder kinderen.

Deze bijdrage zal normaliter vanaf november 1982 geïnd worden. De sociale verzekeringskassen hebben terzake onderrichtingen ontvangen.

Het koninklijk besluit n° 38 bepaalt dat de opbrengst van die bijdragen aan de R. S. V. Z. overgemaakt wordt om daarna, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, verdeeld te worden onder de verschillende sectoren van het sociaal statuut naargelang van hun financiële behoeften.

Hiertoe wordt op dit ogenblik een eerste ontwerp van koninklijk besluit voorbereid.

De Minister merkt hierbij op dat de sector van het sociaal statuut die thans met financiële moeilijkheden kampt vooral deze van de verzekering voor ziekte en invaliditeit is. De Minister van Sociale Zaken heeft trouwens reeds gevraagd dat de sector van de Z. I. V. aan de verdeling van de opbrengst der bijdragen zou deelnemen.

Aan hetzelfde lid dat zich verontrustte over de terugbetaling van de inlevering van 500 F op de kinderbijslagen wanneer het inkomen van de zelfstandige het bedrag gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst n° 23 niet overschrijdt, geeft de Minister toe dat terzake nog een koninklijk besluit moet genomen worden.

Het zijn evenwel de inkomsten van 1982 die terzake bepalend zullen zijn. Deze zullen per definitie slechts met vertraging gekend zijn.

Bijgevolg zal een dergelijk koninklijk besluit in de meeste gevallen slechts ten vroegste einde 1983, maar vooral in de loop van 1984 en 1985 operationeel zijn.

21. *L'évolution du nombre de P. M. E.*

Le Ministre des Classes moyennes déclare qu'en Belgique, comme dans d'autres pays d'ailleurs, il est difficile de connaître avec précision le nombre d'entreprises qui naissent ou meurent au cours d'une période déterminée.

Une indication nous est donnée toutefois par les immatriculations et radiations au registre du commerce.

Cependant, comme les immatriculations comprennent la création proprement dite, la cession et le rachat, le changement d'implantation, la création d'une filiale ou d'un magasin franchisé, on ne peut assimiler le nombre d'entreprises au nombre d'inscriptions ou de radiations.

Il est donc préférable de se baser sur l'évolution générale dans le temps que sur les statistiques proprement dites.

Par ailleurs, les statistiques actuelles de l'Administration de l'Expansion économique du département des Classes moyennes ne permettent pas non plus de déterminer les P. M. E. dont le personnel passe de plus à moins de 50 unités, étant donné que les statistiques ne reprennent que l'embauchage supplémentaire éventuel qui devra être prouvé ultérieurement à l'aide des déclarations trimestrielles de l'O. N. S. S.

On peut toutefois supposer que les pertes d'emplois des P. M. E., dont l'effectif initial, supérieur à 50 unités, tombe à moins de 50 unités, seront compensées en partie par les embauchages ultérieurs.

Les services statistiques de l'O. N. S. S. ne disposent pas non plus de ces données.

22. *La Commission nationale des métiers d'art*

Un membre interroge le Ministre des Classes moyennes à propos de la structure et des activités de la Commission nationale des métiers d'art.

Le Ministre répond que la Commission nationale des métiers d'art a été créée par l'arrêté royal du 4 mars 1958, en remplacement d'une commission antérieure créée en 1945. Cette commission a entre autres pour mission de développer les débouchés commerciaux des métiers d'art et de patronner des manifestations de promotion des métiers d'art.

Cet arrêté royal a également créé des Offices provinciaux des métiers d'art. Depuis lors, l'arrêté royal du 6 juillet 1979 a transféré ces Offices provinciaux à la compétence des Régions.

Enfin, l'arrêté royal du 4 mars 1958 prévoyait la possibilité de créer des sections spécialisées dans différentes branches des métiers d'art.

En pratique, quatre Commissions spécialisées ont été créées pour, respectivement, la dentelle, la tapisserie murale, le vitrail et la protection des métiers féminins.

Depuis le 8 janvier 1968, un arrêté royal prévoit un système de subventionnement assez complexe, par calcul de points attribués en fonction des activités, des surfaces d'expositions, etc.

L'arrêté royal du 4 mars 1958 fixe la composition de la Commission nationale. Celle-ci comprend, outre un président et un secrétaire, des délégués de divers départements ministériels et des Offices provinciaux des métiers d'art.

21. *De evolutie van het aantal K. M. O.'s*

De Minister van Middenstand verklaart dat het in België (zoals in andere landen trouwens) moeilijk is precies het aantal ondernemingen te kennen die gedurende een bepaalde periode opgericht worden of verdwenen zijn.

De inschrijvingen en de schrappingen in het handelsregister zijn evenwel een aanwijzing.

Daar deze inschrijvingen de eigenlijke oprichting, de overdracht en de inkoop, de plaatsverandering, de oprichting van een dochtermaatschappij of van een « franchised » winkel inhouden, kan echter het aantal ondernemingen niet gelijkgesteld worden met het aantal inschrijvingen of schrappingen.

Men moet dus geen te groot belang hechten aan de statistische cijfers zelf, maar vooral aan de grote tendenzen in de tijd.

De huidige statistieken van de Administratie voor Economische Expansie van het departement van Middenstand laten evenmin toe te bepalen welke K. M. O.'s met een aantal loontrekkenden boven 50 eenheden hun effectief tot onder de 50 zouden verminderen daar de statistieken slechts de eventuele bijkomende aanwervingen bevatten die later door de trimestriële verklaringen van de R. S. Z. moeten bewezen worden.

Er kan echter verondersteld worden dat de vermindering van het aantal arbeidsplaatsen in de K. M. O.'s waarvan het effectief — oorspronkelijk boven de 50 eenheden — tot onder 50 eenheden zou verminderen, gedeeltelijk door latere aanwervingen gecompenseerd zal worden.

Ook de statistische diensten van de R. S. Z. beschikken niet over deze inlichtingen.

22. *De Nationale Commissie voor de kunstambachten*

Een lid vraagt naar de structuren en de werkzaamheden van de Nationale Commissie voor de kunstambachten.

De Minister van Middenstand antwoordt dat deze Nationale Commissie voor de kunstambachten opgericht werd bij koninklijk besluit van 4 maart 1958 ter vervanging van een voorgaande Commissie, opgericht in 1945. Deze Commissie zorgt o.a. voor de uitbreiding van de afzetgebieden voor de kunstambachten alsook voor de patronage van manifestaties tot bevordering der kunstambachten.

Door dit koninklijk besluit werden ook de Provinciale Diensten voor kunstambachten opgericht. Sinds het koninklijk besluit van 6 juli 1979 zijn nochtans de Gewesten verantwoordelijk voor de Provinciale Diensten.

Tenslotte voorzag het koninklijk besluit van 4 maart 1958 de mogelijkheid om gespecialiseerde afdelingen in verschillende takken van de kunstambachten op te richten.

In de praktijk werden er vier gespecialiseerde Commissies opgericht op de domeinen van het kantwerk, de wandtapijten, het gebrandschilderde raam en de bescherming der vrouwelijke beroepen.

Sinds 8 januari 1968 voorziet een koninklijk besluit een tamelijk ingewikkeld stelsel voor de toekenning van subsidies. Deze worden toegekend in functie van het aantal bekomen punten voor werkzaamheden, tentoonstellingsruimten, enz.

Het koninklijk besluit van 4 maart 1958 bepaalde ook de samenstelling van de Nationale Commissie. Behalve een voorzitter en een secretaris, bevat ze ook afgevaardigden van verschillende ministeriële departementen en van de provinciale diensten voor kunstambachten.

Le Ministre peut y adjoindre au moins trois artistes ou artisans d'art.

Les 54 membres ont été nommés par arrêté royal du 22 mai 1958.

Lors de entrée en fonction, le Ministre a constaté que la Commission nationale des métiers d'art ne s'était pratiquement plus réunie depuis 15 ans. Plusieurs de ses membres étaient décédés ou avaient été admis à la retraite.

Les subventions ont néanmoins été versées régulièrement sur proposition de l'Administration et conformément aux règles prévues dans l'arrêté royal du 8 janvier 1968.

La Commission spécialisée de la dentelle est en effet restée très active (nombreux concours, expositions, biennale de la dentelle en 1981, etc...). Les Commissions de la tapisserie murale et du vitrail sont restées en activité régulière, tandis que celle de la protection des métiers féminins a pratiquement cessé ses activités.

Soucieux d'assurer un soutien plus effectif aux métiers d'art, le Ministre a ordonné qu'il soit procédé à une étude pour redonner vie à la Commission nationale, ainsi qu'à la révision du principe de l'existence des commissions spécialisées actuelles.

Le Ministre a ordonné à cet effet l'organisation de réunions d'étude avec les membres de la commission qui étaient restés actifs. C'est ainsi qu'il a été décidé, le 22 juin 1982, lors d'une réunion présidée par les deux vice-présidents de la Commission, de remplacer le système de subventionnement par calcul de points, qui était trop complexe et n'avantageait pas les initiatives de qualité, par un système plus direct : le subventionnement des commissions spécialisées par la Commission nationale, sous le contrôle du Ministère des Classes moyennes.

Cette proposition est actuellement soumise au Ministre du Budget.

Il a également été décidé de fournir, le plus rapidement possible, à une A. S. B. L. spécialement constituée, les fonds nécessaires pour l'organisation d'une « Biennale de la Dentelle » en 1983. Le Ministre du Budget a déjà donné son accord sur la procédure suivie et le montant prévu qui s'élève à 750 000 F.

Enfin, l'année 1983, qui sera l'Année européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises, sera une excellente occasion de redynamiser et restructurer utilement ce secteur.

23. 1983, année de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises

A propos de la conclusion de la précédente réponse, deux membres demandent quels sont les projets du Ministre en ce qui concerne l'organisation de l'« Année de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises ».

Le Ministre des Classes moyennes rappelle tout d'abord que, dans une résolution votée le 19 février 1982, le Parlement européen a demandé que l'année 1983 soit déclarée « Année de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises », afin de « promouvoir aux yeux de l'opinion le renouveau de l'esprit d'entreprise dans la communauté ».

Bovendien kan de Minister tenminste 3 kunstenaars of kunstambachtslui aan de Commissie toevoegen.

Bij koninklijk besluit van 22 mei 1958 werden 54 leden benoemd.

De Minister voegt hieraan toe dat hij bij zijn ambtsaanvaarding vastgesteld heeft dat de Nationale Commissie voor de kunstambachten sinds 15 jaar niet meer vergaderde. Onder haar leden zijn velen overleden of met pensioen gegaan.

Niettegenstaande worden de toelagen regelmatig toegerekend op voorstel van de Administratie en overeenkomstig de regelen voorzien in het koninklijk besluit van 8 januari 1968.

De gespecialiseerde commissie voor het kantwerk is inderdaad zeer actief gebleven (talrijke wedstrijden, tentoonstellingen, kantbiënnale 1981, enz...). De commissies voor de wandtapijten en voor het gebrandschilderde raam zijn regelmatig werkzaam gebleven. De commissie voor de bescherming der vrouwelijke beroepen heeft haar activiteiten in de praktijk stopgezet.

Daar de Minister een daadwerkelijke steun wenst te verzekeren aan de kunstambachten heeft hij een onderzoek bevolen om de Nationale Commissie nieuw leven in te blazen alsook om het principe van het bestaan van de huidige gespecialiseerde commissies te herzien.

Te dien einde heeft de Minister om studievergaderingen met de nog actief gebleven leden van de Commissie verzocht. Alzo besliste men op 22 juni 1982, tijdens een vergadering voorgezeten door de twee vice-voorzitters van de Commissie, het subsidiestelsel met punten, dat te ingewikkeld was en de uitstekende initiatieven niet ten goede kwam, te vervangen door een meer direct stelsel. Voortaan zal de subsidiëring van de gespecialiseerde commissies gebeuren door de Nationale Commissie, onder het toezicht van het Departement van Middenstand.

Dit voorstel wordt thans door de Minister van Begroting onderzocht.

Voor de organisatie van een « Kantbiënnale 1983 » werd beslist de nodige middelen zo vlug mogelijk aan een daartoe opgerichte V.Z.W. te geven. De Minister van Begroting heeft reeds de gekozen procedure en het voorziene bedrag van 750 000 F goedgekeurd.

Tenslotte zal het jaar 1983, dat het Europees jaar van het ambacht en de kleine en middelgrote ondernemingen zal zijn, een uitstekende gelegenheid zijn om deze sector nuttig te herdynamiseren en te herstructureren.

23. Het jaar 1983, jaar van het ambacht en de K. M. O.'s

In verband met de slotzin van de Minister op de vorige vraag, vragen twee leden welke de plannen van de Minister zijn i.v.m. de organisatie van het « Jaar van het ambacht en de K. M. O.'s ».

Ter inleiding van zijn antwoord herinnert de Minister van Middenstand aan het feit dat het Europees Parlement in een resolutie, goedgekeurd op 19 februari 1982, verzocht heeft dat het jaar 1983 zou ingeroepen worden tot het « Jaar van het ambacht en van de kleine en middelgrote ondernemingen » ten einde « in de ogen van de publieke opinie de opleving van de ondernemingsgeest in de gemeenschap te bevorderen ».

La Belgique étant le seul pays de la communauté à posséder un Ministre des Classes moyennes, ce dernier estime qu'il est très important que notre pays participe activement au succès de cette initiative.

Sur le plan international, cela implique une présence aux manifestations organisées par la Commission des Communautés européennes. Ces manifestations, qui sont des conférences et des séminaires, gardent toutefois un côté fort théorique que le Ministre voudrait éviter pour les manifestations nationales.

Il souhaite en effet que cette année 1983 permette réellement aux petites et moyennes entreprises et aux artisans de mieux se faire connaître et d'améliorer leurs conditions de développement et d'existence.

Bien que l'organisation d'un colloque international sur les P. M. E. face à l'Europe soit envisagée, le Ministre souhaite surtout mettre sur pied des expositions qui permettront au public de mieux connaître les P. M. E. et les artisans.

La création d'une Maison européenne des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat est également envisagée dans cet esprit. Par ailleurs, l'émission d'un timbre postal consacré aux P. M. E. est prévue pour le mois de septembre 1983.

Des groupes d'étude se chargeront de faire des propositions concrètes en vue d'améliorer l'environnement juridique et économique des petites et moyennes entreprises et des artisans. Cette action se doublera d'une campagne d'information par la voie des médias.

Un premier groupe de travail s'est déjà réuni le 24 septembre 1982. Il comprend, outre des membres du Cabinet du Ministre et des fonctionnaires du département des Classes moyennes, des représentants du Conseil supérieur des classes moyennes, du World Crafts Council, de la Commission nationale des métiers d'art et de l'Institut économique et social des classes moyennes.

Ce groupe de travail a rencontré Madame Phlix, membre du Parlement européen, qui a été chargée par l'Assemblée européenne de créer un Comité national belge pour l'organisation de cette année 1983. Ensemble, ils se chargeront d'intégrer à ce Comité, outre les organismes cités plus haut, divers groupements étudiant ou représentant les classes moyennes.

Une somme de 9 millions de francs a été proposée et inscrite au budget 1983. Ce montant se justifiait par le nombre de manifestations qui sont organisées. Il a néanmoins dû être réduit à 2,7 millions à cause des restrictions budgétaires imposées.

Enfin, un membre estime que, dans le cadre de cette année de l'artisanat et des P. M. E., le Ministre des Classes moyennes devrait mettre un point d'honneur à déposer le budget de son département plus tôt qu'en 1982.

Le Ministre des Classes moyennes répond que le budget pour 1983 a été déposé le 22 juin 1982; c'était le deuxième budget à être déposé, précédé seulement par celui du Premier Ministre. Ce budget 1983 a été modifié par les décisions du conclave de La Hulpe, fin juillet, et par un Comité de la hache pour les « petits postes », le 21 juillet 1982. Il pourra dès lors être déposé très prochainement sur le bureau du Sénat.

* * *

Daar België het enige land is in de gemeenschap dat en Minister van Middenstand heeft, lijkt het de Minister zeer belangrijk dat ons land actief deelneemt aan het welslagen van dit initiatief.

Op internationaal gebied betekent dit de aanwezigheid op de manifestaties georganiseerd door de Commissie van de Europese Gemeenschappen. Deze manifestaties, die bestaan uit conferenties en seminaries, hebben echter een vrij theoretisch karakter dat de Minister wil vermijden voor de nationale manifestaties.

Hij wenst inderdaad dat dit jaar 1983 werkelijk nuttig zou zijn voor de kleine en middelgrote ondernemingen en voor de ambachtslieden ten einde hen beter te laten kennen en de voorwaarden voor hun ontwikkeling en hun bestaan te verbeteren.

Alhoewel ook de organisatie van een internationaal colloquium over de K. M. O.'s en hun houding tegenover Europa overwogen wordt, wenst de Minister vooral tentoonstellingen te organiseren die aan het publiek zullen toelaten de K. M. O.'s en de ambachtslieden beter te leren kennen.

In dat opzicht wordt ook de oprichting overwogen van een Europees Huis voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en het Ambacht. Anderzijds wordt de uitgifte van een postzegel, gewijd aan de K. M. O.'s, voorzien voor de maand september 1983.

Tevens zullen studiegroepen concrete voorstellen doen om de juridische en de economische omgeving van de kleine en middelgrote ondernemingen en de ambachtslieden te verbeteren. Deze actie zal gepaard gaan met een informatie-campagne via de media.

Een eerste werkgroep vergaderde reeds op 24 september 1982. Deze is samengesteld uit leden van het Kabinet van de Minister, ambtenaren van het departement van Middenstand alsook uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad voor de Middenstand, de World Crafts Council, de Nationale Commissie voor de Kunstambachten en het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

Deze werkgroep ontmoette Mevrouw Phlix, lid van het Europees Parlement, die door deze instelling belast werd met de oprichting van een Belgisch Nationaal Comité voor de organisatie van dit jaar 1983. Samen zullen zij zorgen dat bij dit Comité, naast de voormelde organismen, verschillende groeperingen betrokken worden die de Middenstand bestuderen of vertegenwoordigen.

Een som van 9 miljoen F werd voorgesteld en ingeschreven op de begroting 1983. Dit bedrag was gerechtvaardigd door het aantal manifestaties die zullen georganiseerd worden. Het moest echter teruggebracht worden tot 2,7 miljoen wegens de verplichte budgettaire beperkingen.

Tenslotte is een lid van oordeel, i.v.m. dit jaar van het ambacht en de K. M. O.'s, dat het de Middenstand zou sieren, indien de begroting 1983 voor de Middenstand, vlugger dan in 1982 zou ingediend en goedgekeurd worden.

De Minister van Middenstand verzekert het lid dat de begroting 1983 reeds op 22 juni 1982 ingediend werd. Zij was, na deze van de Eerste Minister, de tweede ingediende begroting. Deze begroting 1983 werd gewijzigd door de beslissingen van het konklaaf Ter Hulpen, einde juli, en door het Bezuinigingscomité voor de « kleine posten » op 21 juli 1982. De begroting kan bijgevolg zeer vlug ingediend worden bij de Senaat.

* * *

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

L'amendement de M. d'Alcantara (Doc. n° 4-XIII (1981-1982) — N. 2), les sept articles budgétaires ainsi que l'ensemble du budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1982 sont adoptés par 10 voix contre 3.

* * *

Votre rapporteur souhaite attirer votre attention sur une correction à apporter au texte figurant à la page 43 du budget en regard du numéro code 323 de la classification économique des dépenses du F. E. E. R. R. (article 60.01.A); il y a lieu de remplacer ce texte par les mots : « Subventions aux organismes et institutions s'occupant de recherche appliquée, d'assistance technique, de promotion commerciale et d'information au profit du secteur "Classes moyennes" ».

En ce qui concerne l'effectif des agents définitifs du niveau 2 de l'administration des services généraux du Ministère des Classes moyennes (p. 50), il y a lieu de remplacer le chiffre 50 par le chiffre 49, de sorte que le total est de 117 au lieu de 118 et que le total général de la colonne en question est de 122 au lieu de 123.

Le Rapporteur,

D. DUCARME

Le Président,

W. DESAEYERE

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Met 10 tegen 3 stemmen worden het amendement van de heer d'Alcantara (Stuk n° 4-XIII (1981-1982) — N. 2), de zeven begrotingsartikelen alsook de gehele begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1982 aangenomen.

* * *

Ter correctie van de tekst (blz. 43 van de begroting) na codenummer 323 van de economische classificatie van de uitgaven van het F. E. E. R. R. (artikel 60.01 A) wenst uw rapporteur erop te wijzen dat deze moet vervangen worden door de woorden : « Subsidies aan instellingen en organismen die zich bezighouden met het toegepast onderzoek, technische bijstand, handelspromotie en informatie ten voordele van de sector "Middenstand" ».

Er zij tevens op gewezen dat voor de bezetting door vast personeel (niveau 2) (blz. 50) van de Administratie der Algemene diensten van het Ministerie van Middenstand het cijfer 50 moet vervangen worden door het cijfer 49, zodat het totaal 117 i.p.v. 118 bedraagt en het algemeen totaal van dezelfde kolom 122 i.p.v. 123.

De Rapporteur,

D. DUCARME

De Voorzitter,

W. DESAEYERE

A. — AMENDEMENTS AU TABLEAU DE LA LOI
ADOPTÉS PAR LA COMMISSION

TITRE I

DEPENSES COURANTES

Section 31

Département proprement dit

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux institutions de la sécurité sociale

Art. 42.01. — *Subvention annuelle en vertu de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants* (art. 6) (p. 10).

Le crédit de « 3 815 700 000 francs » est porté à « 3 819 100 000 francs ».

(Augmentation de 3 400 000 francs.)

Art. 42.02. — *Charge d'intérêt de la dette cumulée et non encore amortie du régime de pension des travailleurs indépendants* (p. 10).

Le crédit de « 1 396 400 000 francs » est ramené à « 1 393 000 000 de francs ».

(Diminution de 3 400 000 francs.)

B. — ERRATA

a) Au projet de loi :

Article 1^{er}

Le texte de l'article 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. — *Il est ouvert pour les dépenses du Ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1982 des crédits s'élevant aux montants ci-après :*

(en millions de francs)

A. — AMENDEMENTEN OP DE WETSTABEL
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

TITEL I

LOPENDE UITGAVEN

Sectie 31

Eigenlijk Departement

HOOFDSTUK IV

INKOMENSOVERDRACHTEN
BINNEN DE SECTOR OVERHEID

Inkomensoverdrachten aan de instellingen van de sociale zekerheid

Art. 42.01. — *Jaarlijkse toelage op grond van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen* (art. 6) (blz. 10).

Het krediet van « 3 815 700 000 frank » wordt verhoogd tot « 3 819 100 000 frank ».

(Vermeerdering met 3 400 000 frank.)

Art. 42.02. — *Rentelast van de gecumuleerde en nog niet afgeloste schuld van de pensioenregeling der zelfstandigen* (blz. 10).

Het krediet van « 1 396 400 000 frank » wordt teruggebracht op « 1 393 000 000 frank ».

(Vermindering met 3 400 000 frank.)

B. — ERRATA

a) In het wetsontwerp :

Artikel 1

De tekst van het artikel 1 wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 1. — *Voor de uitgaven van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1982 worden kredieten geopend ten bedrage van :*

(in miljoenen frank)

	Crédits — Kredieten	
Titre I		Titel I
Dépenses courantes	6 539,5	Lopende uitgaven.
Titre II		Titel II
Dépenses de capital	5,7	Kapitaaluitgaven.
Total	6 545,2	Totaal.

Ces crédits sont énumérés aux Titres I et II du tableau annexé à la présente loi. »

Die kredieten worden opgesomd onder de Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel. »

Art. 6

Le texte de cet article est remplacé par ce qui suit :

Art. 6. — « Les opérations sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau à la présente loi sont évaluées à 3 937 700 000 francs pour les recettes et à 4 037 600 000 francs pour les dépenses. »

Sont d'autre part autorisées à charge de l'article 60.01. A « Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale », des autorisations d'engagement à concurrence de 500 000 000 de francs pour les opérations courantes.

Les soldes disponibles au 31 décembre 1982 des autorisations d'engagement visées à l'alinéa précédent peuvent être reportés à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés. »

b) Au tableau de la loi :

Titre I — Dépenses courantes.

Section 31 — Département proprement dit.

Chapitre IV. — Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public (p. 10).

Total pour le chapitre IV : lire « 5 957,5 » au lieu de « 5 957,8 ».

Titre IV — Section particulière.

Section I — Dépenses de l'Etat sur ressources affectées.

Chapitre III — Fonds alimentés par des ressources particulières (p. 15).

Article 66.04.B : Chiffre de contrôle :

Lire (53) au lieu de (78).

Art. 6

De tekst van dit artikel wordt vervangen door wat volgt :

Art. 6. — « De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 3 937 700 000 frank voor de ontvangsten en op 4 037 600 000 frank voor de uitgaven. »

Zijn anderzijds toegelaten ten laste van het artikel 60.01.A. « Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversie », vastleggingsmachtigingen ten belope van 500 000 000 frank voor de lopende verrichtingen.

De beschikbare saldi op 31 december 1982 van de vastleggingsmachtigingen bedoeld in de voorgaande alinea mogen naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten. »

b) In de wetstabel :

Titel I — Lopende uitgaven.

Sectie 31 — Eigenlijk Departement.

Hoofdstuk IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid (blz. 10).

Totaal voor hoofdstuk IV : lezen « 5 957,5 » in plaats van « 5 957,8 ».

Titel IV — Afzonderlijke Sectie.

Sectie I — Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming.

Hoofdstuk III — Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten (blz. 15).

Artikel 66.04.B : Controlecijfer :

Lezen : (53) in de plaats van (78).

ANNEXE I

BIJLAGE I

Crédits destinés à la politique des Classes moyennes
au cours des trois dernières annéesKredieten voor het Middenstandsbeleid
tijdens de jongste drie jaar

(en millions de F)

(in miljoenen F)

	1982 initial — initiaal	1981 ajusté — aangepast	1981 initial — initiaal	1980	
	Crédits — Kredieten	Crédits — Kredieten	Crédits — Kredieten	Engagements — Vastleggingen	
A. Département des Classes moyennes :					A. Departement Middenstand :
1. Dépenses courantes :					1. Lopende uitgaven :
a. Dépenses de consommation (Chapitre I) :					a. Consumptieve bestedingen (Hoofdstuk I) :
(1) rémunérations (art. 11)	417,0	455,8	456,3	366,9	(1) bezoldigingen (art. 11).
(2) frais de fonctionnement (art. 12)	163,3	178,8	182,1	152,8	(2) werkingkosten (art. 12).
b. Transferts de revenus en dehors du secteur public (Chapitre III) .	1,7	1,7	4,2	3,1	b. Inkomensoverdrachten buiten de overheidssector (Hoofdstuk III).
c. Transferts de revenus à l'intérieur du secteur (Chapitre IV) :					c. Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector (Hoofdstuk IV) :
(1) Institut économique et social des Classes moyennes	122,7	132,0	146,0	134,1	(1) Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.
(2) Conseil Supérieur	16,1	15,0	15,5	14,8	(2) Hoge Raad.
(3) Chambres des Métiers et Négoces	47,5	44,9	45,7	39,8	(3) Kamers voor Ambachten en Neringen.
(4) Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale	534,3	87,6	216,4	22,4	(4) Fonds voor economische Expansie en de regionale reconversie.
(5) Prestations familiales	3 815,7	4 284,2	4 412,8	4 103,9	(5) Gezinsbijslagen.
(6) Charges financières de la dette cumulée	1 396,4	—	—	—	(6) Financiële lasten van de gecumuleerde schuld.
(7) Comité national de coordination	24,8	25,9	28,0	26,5	(7) Nationaal coördinatiecomité.
d. Provision d'index	—	51,4	51,4	129,2	d. Indexprovisie.
2. Dépenses de capital	5,7	7,5	8,0	7,2	2. Kapitaaluitgaven.
Total Département	6 545,2	5 284,8	5 566,4	5 000,7	Totaal Departement.
B. Budget des pensions (art. 11.07 - 42.03 - 42.11)	18 388,5	17 838,8	17 827,9	16 129,2	B. Begroting voor pensioenen (art. 11.07 - 42.03 - 42.11).
C. Assurance maladie-invalidité (budget Prévoyance sociale, art. 42.06)	5 350,9	5 173,6	5 173,6	4 424,8	C. Ziekteverzekering (begroting Sociale Voorzorg, art. 42.06).
Total général A + B + C	30 284,6	28 297,2	28 567,9	25 554,7	Algemeen totaal A + B + C.

ANNEXE II

Implantations commerciales

	Surfaces accordées	Surfaces refusées	% des surfaces refusées par rapport à celles accordées
PERIODE :			
1975-1980			
Wallonie	141 706	182 973	129,1
Flandre	286 521	254 519	88,8
Bruxelles	72 543	109 082	150,4
Année 1980			
Wallonie	19 715	29 247	152,5
Flandre	48 459	27 177	56,0
Bruxelles	8 638	—	—
Année 1981			
Wallonie	7 208	16 677	231,3
Flandre	57 063	37 177	65,1
Bruxelles	1 039	700	67,4

Source : Rapports de la Commission Nationale pour la distribution 1980 et 1981.

ANNEXE III

Composition de la Direction nationale
de l'Expansion économique

L'arrêté ministériel du 21 mai 1982 organise cette cellule de la manière suivante :

- 1 Conseiller
- 1 Inspecteur principal
- 2 Inspecteurs
- 1 Secrétaire d'Administration
- 1 Chef administratif
- 1 Inspecteur-adjoint de première classe
- 1 Sous-chef de bureau
- 1 Rédacteur
- 1 Commis-dactylographe chef
- 1 Commis-sténodactylographe
- ou Commis-sténodactylographe principal
- 1 Commis-dactylographe ou commis-dactylographe principal
- 2 Commis ou commis principaux
- 1 Agent en chef

soit 15 personnes au total.

BIJLAGE II

Handelsvestigingen

	Toegekende oppervlakte	Geweigerde oppervlakte	% van geweigerde oppervlakte ten opzichte van de toegekende
PERIODE :			
1975-1980			
Wallonië	141 706	182 973	129,1
Vlaanderen	286 521	254 519	88,8
Brussel	72 543	109 082	150,4
Jaar 1980			
Wallonië	19 715	29 247	152,5
Vlaanderen	48 459	27 177	56,0
Brussel	8 638	—	—
Jaar 1981			
Wallonië	7 208	16 677	231,3
Vlaanderen	57 063	37 177	65,1
Brussel	1 039	700	67,4

Bron : Verslagen van de Nationale Commissie voor de Distributie 1980 en 1981.

BIJLAGE III

Samenstelling van de Nationale Directie
van de Economische expansie

Het Ministerieel besluit van 21 mei 1982 organiseert deze cel op de volgende manier :

- 1 Adviseur
- 1 Hoofdinspecteur
- 2 Inspecteurs
- 1 Bestuurssecretaris
- 1 Bestuurschef
- 1 Adjunct-inspecteur van 1^{ste} klasse
- 1 Onderbureauchef
- 1 Opsteller
- 1 Hoofdklerk-typist
- 1 Klerk-stenotypist(e)
- of eerste klerk-stenotypist(e)
- 1 Klerk-typist(e) of eerste klerk-typist(e)
- 2 Klerken of eerste klerken
- 1 Hoofdbeambte

zijnde in totaal 15 personen.

ANNEXE IV

Liste des publications de l'Institut économique et social
des Classes moyennes

Liste des publications éditées par l'Institut :

1. *Périodiques* :

- Bulletin d'information (mensuel) (b).
- Bulletin d'information des Métiers d'Art (bimestriel) (b).
- Revue de presse (mensuelle) (b).

2. *Livres et publications* :

- L'Institut économique et social des Classes moyennes (b).
- L'Industrie de transformation du papier et du carton (b).
- Les Industries graphiques (b).
- Guide des Classes moyennes (b)
(y compris les mises à jour).
- Les effets économiques de la T.V.A. (b).
- Formalités et obligations fiscales et autres en cas de cession
ou de cession d'un commerce (b).
- Les abus de puissance économique (b).
- De quelques problèmes de la sous-traitance (b).
- Devenir artisan... et le rester.
- Comment s'installer à son compte (b).
- Les P.M.E. face à l'informatique — Illusions et réalités (b).
- Comment choisir son informatique.
- Pratique de la T.V.A. (b).
- Etude économique sur le commerce de détail des cycles (b).

(b) bilingue.

ANNEXE V

A. Infractions éventuelles à la loi sur l'accès à la profession
et, par voie de conséquence, à la loi sur la répression du
travail frauduleux1. *Région de langue néerlandaise* :

Année 1980 :

enquêtes effectuées	819
procès-verbaux dressés	148

Année 1981 :

enquêtes effectuées	809
procès-verbaux dressés	134

2. *Région de langue française* :

Année 1980 :

enquêtes effectuées	381
procès-verbaux dressés	109

Année 1981 :

enquêtes effectuées	716
procès-verbaux dressés	127

B. Travail frauduleux (activités non réglementées)

Année 1980 (ensemble du Royaume) :

enquêtes effectuées	105
procès-verbaux dressés	12

Année 1981 :

enquêtes effectuées	118
procès-verbaux dressés	2

BIJLAGE IV

Lijst van de publicaties door het Economisch en Sociaal
Instituut voor de Middenstand

Lijst van de publicaties van het Instituut :

1. *Tijdschriften* :

- Informatieblad (maandlijks) (T).
- Informatieblad van de Kunstambachten (tweemaandlijks) (T).
- Persoverzicht (T).

2. *Publicaties* :

- Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand (T).
- De papier- en kartonverwerkende industrie (T).
- De grafische bedrijven (T).
- Wegwijzer voor de Middenstand (T)
(bijwerkingen inbegrepen).
- De economische effecten van de B.T.W. (T).
- Fiscale en andere formaliteiten en verplichtingen te verrichten bij
de stopzetting of de overdracht van een handelszaak (T).
- De misbruiken van economische machtsposities (T).
- Enkele problemen van de toelevering (T).
- Devenir artisan... et le rester.
- Hoe vestig ik mij voor eigen rekening (T).
- K.M.O.-Computer — Selectie en Aanschaf (T).
- Comment choisir son informatique.
- Praktische B.T.W. Gids (T).
- Economisch onderzoek bij de kleinhandel in rijwielen (T).

(T) tweetalig.

BIJLAGE V

A. Eventuele inbreuken op de wet inzake de toegang tot
het beroep en, bijgevolg, op de wet inzake de beteuge-
ling van de sluikarbeid1. *Nederlandstalig gebied* :

Jaar 1980 :

uitgevoerde onderzoeken	819
opgestelde processen-verbaal	148

Jaar 1981 :

uitgevoerde onderzoeken	809
opgestelde processen-verbaal	134

2. *Franstalig gebied* :

Jaar 1980 :

uitgevoerde onderzoeken	381
opgestelde processen-verbaal	109

Jaar 1981 :

uitgevoerde onderzoeken	716
opgestelde processen-verbaal	127

B. Sluikarbeid (niet-gereguleerde activiteiten)

Jaar 1980 (geheel Koninkrijk) :

uitgevoerde onderzoeken	105
opgestelde processen-verbaal	12

Jaar 1981 :

uitgevoerde onderzoeken	118
opgestelde processen-verbaal	2